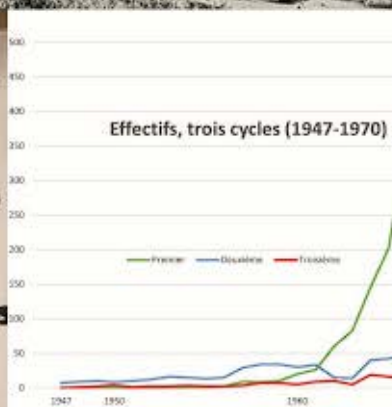


Histoire : 75 ans

Comité du 75^e anniversaire
du Département d'histoire



Histoire : 75 ans

Comité du 75e anniversaire
Département d'histoire
Faculté des Arts et des Sciences
Université de Montréal

Table des matières

Remerciements	v
Histoires départementales	
Esquisse historique du Département d'histoire	1
<i>Michèle Dagenais</i>	
Les cinquante ans du Département d'histoire	10
<i>Pierre Tousignant</i>	
L'institut d'histoire de l'Université de Montréal	
Frégault lance l'affaire!	14
<i>Thomas Wien</i>	
Document 1 : Rapport d'activités.....	19
Document 2 : Présentation du département	23
La retraite de Lionel Groulx	
Lionel Groulx et l'Université de Montréal : une relation compliquée.....	33
<i>Olivier Hubert</i>	
Document 3 : Lettre de Lionel Groulx à Jean Houpert.....	36
Entourer l'école de Montréal	
« Croissance organique de l'enseignement et de la recherche »	44
<i>Thomas Wien</i>	
Document 4: Rapport Opération-Orientation, Annexe E	47
L'essor du Département d'histoire	
L'arrivée du premier cycle et l'expansion départementale.....	59
<i>Thomas Wien</i>	
Document 5: Liste des professeurs entre 1969 et 1974.....	64
Document 6: Annexe 2.5 Statistiques sur l'évolution du personnel enseignant surnuméraire	68
Document 7: Rapport Opération-Orientation, Annexe A, Annexe B.....	71
Le testament de Michel Brunet, directeur (1967)	74
<i>Thomas Wien</i>	
Document 8 : Mémoire de Michel Brunet.....	76
La vie étudiante	
<i>Claire Hanny, David Vaillant et Françoise Bernatchez</i>	
Document 9 : Affiche de grève	93
Document 10: Quoi faire avec votre BAC.....	95
Document 11: Lettre à l'intention de l'AEHUM.....	97
Document 12: « Journée d'occupation au département d'histoire » <i>Le Forum</i>	101
Document 13: « Ça vous intéresse? » <i>Le Sablier</i>	103

Témoignages

Vivre et raconter	103
<i>Louis Michel</i>	
Un historien témoigne de sa relation avec le Département d'histoire	105
<i>Claude Morin</i>	
Le Département d'histoire : printemps 2023	116

Remerciements

Ce projet a pris forme sur une période de deux ans, le temps de marquer *plusieurs* 75^e anniversaires : celui de la décision de l'Université de créer un Institut d'histoire (décembre 1946), celui de la première rentrée d'automne (septembre 1947) et, pourquoi pas, celui du premier trimestre d'hiver (1948). Les anniversaires élastiques se fêtent toujours mieux. Responsable de ce projet, je tiens à remercier chaleureusement – et souvent plus d'une fois – beaucoup de personnes. Pour commencer, les autres membres du Comité du 75^e anniversaire du Département d'histoire : Mathieu Arsenault, Alexandre Beaulieu, Marc Carrier, Michèle Dagenais, Claire Hanny et Matthieu Mazeau. Nos activités et la production de ce volume ont été généreusement soutenues par le Département d'histoire et la Faculté des Arts et des Sciences – grand merci à Jacques Perreault, directeur du Département, et à Sophie Archambault de la Direction de la FAS, ainsi qu'à Chantal Brunet, administratrice par intérim du Département. Ce recueil a pris forme grâce au travail de toute une équipe de production. En ordre chronologique de leurs contributions : les membres du sous-comité « Documents du 75^e », soit Marc Carrier, Claire Hanny et Matthieu Mazeau ont participé à la sélection des pièces d'archives présentées ici; avec Matthieu Mazeau, Ariane Desaulniers a fait de la recherche et a aussi transcrit des documents; Éléonore Aubut-Robitaille des Archives de l'Université n'a pas ménagé les efforts pour localiser et rendre disponibles des documents; Carey Haggerty a découvert de précieuses archives départementales; Giuseppina D'Angelo a localisé des rapports d'activité et œuvré à la mise en ligne de ce document; Françoise Bernatchez, Michèle Dagenais, Claire Hanny, Ollivier Hubert, Matthieu Mazeau et David Vaillant ont écrit des commentaires ou des textes plus longs; Aline Charles en a relu certains; Sylvie Dépatie, le directeur émérite John A. Dickinson, Louis Michel et surtout Claude Morin, qui a fréquenté le Département à titre d'étudiant, de professeur et de directeur, ont partagé leurs souvenirs de la vie départementale; Christine Gallifet-Lauter, graphiste à la FAS, a produit la couverture; Matthieu Mazeau a procédé, avec compétence et héroïsme, à la mise en page; Vincent Perras et les autres membres du comité organisateur du colloque de l'AÉDDHUM ont accepté d'« héberger » la présentation et le lancement de ce recueil le 16 mars 2023; Élodie Enfrin du Réseau des diplômés a aidé à organiser et à financer le lancement; Alexandre Beaulieu, Françoise Bernatchez, Marc Carrier, Michèle Dagenais et Louis Michel ont participé à la table ronde.

Merci à toutes et à tous!

Thomas Wien

Et bien sûr, un merci tout particulier à Thomas Wien, sans qui ce projet n'aurait jamais été réalisé!

- Le comité du 75^e

Esquisse historique du Département d'histoire

Par Michèle Dagenais, professeure au département d'histoire

Avec la collaboration de Thomas Wien, professeur retraité du département d'histoire

En 1997, pour marquer les 50 années du département d'histoire, notre regretté collègue Pierre Tousignant nous a offert une esquisse retraçant les faits saillants de ses cinq premières décennies d'existence¹. Il a alors proposé un découpage chronologique en cinq périodes, élaboré en tenant compte de l'évolution et des caractéristiques du corps professoral. Son texte, publié dans le journal des étudiantes et étudiants de 1^{er} cycle du dépt, *Le Sablier*, nous plonge dans le climat de la 1^{ère} moitié des années 1990, une période faste puisqu'une dizaine de professeur.e.s s'ajoutent au département qui en compte autant que 34 en 1995. Il s'agit d'un sommet inégalé qui s'explique notamment par l'adoption par la Faculté des Arts et des Sciences d'un programme de renouvellement du corps professoral dont le département a su tirer profit, mais aussi par l'intégration de deux centres de recherche, celui d'études médiévales et celui d'histoire et de socio-politique des sciences, et de leurs professeurs – tous des hommes. Le nombre de professeur.e.s a ainsi fluctué grandement depuis 75 ans, du noyau fondateur de trois professeurs en 1947², à la bonne vingtaine (dont un peu moins de la moitié sont des femmes) qui le compose aujourd'hui.

L'évolution du département est bien sûr tributaire de celle de l'Université de Montréal et de la place qui lui est accordée en son sein. Mais plus que par ses seules caractéristiques institutionnelles, les lignes qui suivent tentent de dégager comment le département s'est lui-même défini depuis les premières années de son existence. Pour tracer ce portrait, j'ai principalement eu recours aux différents rapports produits par des membres du département à l'occasion des démarches d'auto-évaluation ou de la formulation de plans stratégiques³.

¹ « Les cinquante ans du département d'histoire, 1947-1997 », *le Sablier*, 14, no 4 (février 1997), p. 3-5.

² Il s'agit du chanoine Lionel Groulx, du clerc de Saint-Viateur et historien de l'Acadie Antoine Bernard, ainsi que de Guy Frégault, jeune spécialiste de la Nouvelle-France. Jean-Marie Nadeau, professeur agrégé spécialiste de l'histoire européenne contemporaine, quitte l'Institut en 1948. Une demi-douzaine de « professeurs et chargés de cours » enseignent aussi à l'Institut en 1947-1949. *Annuaire de la Faculté des lettres*, 28, 1947-1948, p. 4 et 33-35.

³ Je remercie chaleureusement Carey Haggerty, membre du personnel du département d'histoire, pour ses patientes et fructueuses recherches grâce auxquelles ont été retrouvés les rapports et plans stratégiques qui précèdent les années 2020 : Rapport d'auto-évaluation 1983-1988; Rapport d'auto-évaluation 2001; Plan stratégique 2009; Plan stratégique 2013-2017; Plan stratégique 2022-2027.

« Répondre aux besoins de la société canadienne-française » : de l'Institut au département d'histoire

Les origines du département remontent à 1947, année de la création de l'Institut d'histoire de l'UdeM directement issu de la chaire que détient alors l'historien Lionel Groulx⁴. Premier directeur de l'Institut (1947-1959), Guy Frégault s'entoure avant 1950 de deux hommes dont la vision de l'histoire canadienne-française recoupe la sienne : Maurice Séguin et Michel Brunet. Ensemble, les trois historiens impriment une forte personnalité au département, qui est considéré comme le lieu de naissance de l'école néo-nationaliste en histoire du Québec, mieux connue sous le nom d'École historique de Montréal. La naissance de l'Institut d'histoire de Montréal, de même que celui de l'Université Laval, la même année, en plus de la création (par Groulx) de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, jette, pour ainsi dire, les fondations de la discipline historique au Québec.

Durant les années 1950 et 1960, l'Institut demeure fortement centré sur l'histoire du Canada/Québec. Sa mission, comme on l'entend alors, consiste à « répondre aux besoins de la société canadienne-française en concentrant l'enseignement et la recherche sur le développement du Québec. L'histoire de l'Europe et celle des États-Unis [sont] considérées, jusqu'à un certain point, comme des disciplines auxiliaires de l'histoire du Canada.⁵ » Outre les trois membres de l'« École », l'Institut compte seulement un ou deux autres professeurs au cours des années 1950. Évoquant ses études de licence entamées au début des années 1960, René Durocher décrit ainsi le corps professoral d'alors : « il y avait un professeur qui se consacrait à la Nouvelle-France, un autre au régime anglais de la Conquête à la Confédération, un troisième devait couvrir l'histoire moderne et contemporaine, l'histoire des États-Unis, la méthodologie, tandis qu'un quatrième se réservait l'Antiquité et le Moyen-Âge⁶. »

À partir de 1962, le département, qui prend le relais de l'Institut, connaît une croissance importante. Il totalise une dizaine de professeur.e.s en 1963, et une vingtaine en 1970, tous masculins à deux exceptions près⁷. Le nombre d'étudiant.e.s est multiplié par cinq, si bien que le département compte quelque 500 étudiant.e.s en 1970. De ce nombre d'étudiant.e.s, 15 d'entre eux et elles sont aux études supérieures en 1955, pour atteindre 135 au niveau de la maîtrise et une trentaine au doctorat en 1970⁸.

⁴ Après la retraite de Groulx en 1949, la chaire passera à Guy Frégault, puis à Maurice Séguin. Elle tombe en déshérence à partir de la retraite de ce dernier en 1984.

⁵ Rapport d'auto-évaluation, 1983-1988.

⁶ René Durocher, « L'émergence de l'histoire du Québec contemporain », dans Georges-Henri Lévesque et Guy Rocher *et al.*, *Continuité et rupture : les sciences sociales au Québec*, PUM, 1984, p. 299-306. Dans l'ordre, il s'agit de Frégault, Séguin et Brunet, ainsi que du dominicain Antonin Papillon.

⁷ Ces chiffres englobent les professeur.e.s comme tels ainsi que les chargé.e.s d'enseignement qui, réembauchés chaque année, étaient bien souvent engagés comme professeur.e.s par la suite. Les deux femmes : Thérèse Prince-Falmagne, professeure d'histoire romaine à partir de 1962 et Susan Mann [Robertson], chargée de l'enseignement de l'histoire du Canada contemporain (1966-1970). *Annuaire de la Faculté des lettres*; Rapport du Département d'histoire pour le comité « Opération orientation », mai 1971, annexes A et B, Arch. UdeM E 16/B, 18.

⁸ P. Tousignant, « Les cinquante ans », p. 3.

La forte croissance des effectifs des années 1960, nous explique P. Tousignant dans son historique, se produit durant la décennie de la Révolution tranquille, caractérisée par l'explosion du nombre d'étudiants de niveau collégial. Elle se prolonge dans les années 1970, soutenue par le développement des cégeps.

Selon la liste des sujets de MA et PHD compilée⁹, 16 maîtrises et doctorats sont réalisés de 1946 à 1949, dont 11 sur des sujets qui se rapportent au secteur Canada/Québec. Dans les années 1950, 51 mémoires et thèses sur 63 portent sur le Canada-Québec, et dans la décennie suivante, 46 sur 74¹⁰. Plutôt tenace au chapitre des directions d'étudiant.e.s, cette prépondérance du Canada-Québec sera appelée à diminuer par la suite, l'expansion départementale ayant favorisé l'histoire de l'Occident non canadien. En 1968 par exemple, le corps enseignant, toutes catégories confondues, compte 9 spécialistes de l'histoire nationale et 11 d'autres aires généralement européennes ou méditerranéennes. S'il serait abusif de parler de diversification majeure, notons la présence dans ce dernier groupe d'un latino-américaniste et de deux historiens des sciences¹¹. D'autres changements à signaler dans les années 1960, parmi les européenistes et les canado-québécois : l'ouverture envers l'histoire sociale et une lente colonisation du XX^e siècle.

C'est dans ce contexte de forte croissance qu'au milieu des années 1960, le département ouvre un Centre de documentation, d'abord essentiellement utilisé comme lieu de dépôt des mémoires de maîtrise et des thèses de doctorat soutenus au dépt depuis 1945. Des étudiant.e.s assurent le fonctionnement du centre à temps partiel jusqu'en 1976. Par la suite, c'est un documentaliste professionnel, Bernard Robert, qui devient responsable à temps plein du Centre et voit au développement de ses ressources documentaires, cela jusqu'en 1997. On lui doit aussi la production du *Guide méthodologique en histoire*, qu'il révisera à cinq reprises pour le mettre à jour et l'enrichir.

⁹ Fichier excel « Thèses75e », Département d'histoire.

¹⁰ Il n'est pas à exclure que la liste contienne quelques thèses et mémoires du Centre des Études slaves qui, en gonflant ce dernier dénominateur (74), diminuent légèrement le poids relatif des études menées sur le Canada/Québec dans les années 1960.

¹¹ Dans l'ordre : Jean-Marie Loncol (arrivé en 1963), Gilles Maheu et Camille Limoges (tous deux en 1968). À l'occasion, le passage d'un professeur invité permet d'élargir l'offre de cours, par exemple, « Histoire de l'Afrique tropicale » enseigné en 1966-1967 par Hubert Deschamps. *Annuaire de la Faculté des lettres*, 47, 1966-1967, p.76.

Les années 1970-1980 : des décennies décisives

À partir des années 1970, d'importants changements surviennent tant dans les programmes d'enseignement du département, que dans les relations entre la direction, le corps professoral et les étudiant.e.s. Jusqu'alors rattaché à la Faculté des Lettres, le département est intégré à la nouvelle Faculté des Arts et des Sciences, créée en 1972 et issue de la fusion de cinq facultés : celles des arts, des lettres, de philosophie, des sciences et des sciences sociales. Dans ce nouveau contexte, le projet de la direction universitaire d'associer le département au secteur des arts et des humanités n'a pas l'heur de plaire à ses professeur.e.s qui estiment que cette proposition relève d'une conception « démodée » de l'histoire, « c'est-à-dire celle de l'histoire récit [...] selon un mode de présentation littéraire [qui] correspond à une tradition universitaire antérieure à 1930¹². » Portés par l'élan en faveur de sciences sociales qui bat son plein à l'époque¹³, les professeur.e.s du département soutiennent que la discipline est désormais beaucoup plus proche des sciences humaines et sociales par son ambition « d'étudier l'être humain vivant en société dans le temps. » « L'analyse de longue durée [qui la caractérise], poursuivent-ils, bénéficie des progrès en économie, sociologie, politicologie, démographie, anthropologie : la place de l'histoire se situe dans ce secteur¹⁴. » En fin de compte, le département sera rattaché au secteur des lettres et sciences humaines.

À cette époque, le département se définit comme étant structuré selon « deux axes prioritaires : l'un en histoire nationale (Canada-Québec), l'autre en histoire de la civilisation occidentale telle qu'elle s'est développée en Europe et en Amérique¹⁵ ». D'une part, le département se distingue par l'importance accordée aux périodes antérieures à la Confédération, de la Nouvelle-France jusqu'à la Confédération de 1867. D'autre part, il lui semble important de situer l'histoire nationale « dans le développement du monde occidental où [se situent] nos racines culturelles ». C'est pourquoi il travaille à mettre les « étudiants en contact avec l'histoire européenne, depuis l'Antiquité jusqu'à la période contemporaine, et avec celle des Amériques, particulièrement les États-Unis qui ont marqué l'évolution du Canada¹⁶ ».

À la fin des années 1970, les professeurs s'entendent sur la nécessité d'organiser les programmes d'enseignement, déplorant la trop grande latitude des étudiant.e.s qui peuvent alors faire leur choix de cours sans égard à la « progression dans la formation et l'acquisition de connaissances¹⁷ ». Par conséquent, ils adoptent en 1979 un programme plus structuré divisé en blocs dont un composé de cours communs obligatoires à suivre en première année (21 crédits) auxquels s'ajoutent 15 crédits de cours obligatoires hors-dépt, le reste étant composé de cours à option et de cours au choix. C'est tout un contraste par rapport au programme actuel où seuls six crédits de cours sont obligatoires¹⁸.

¹² Archives UdeM, « Demande de rattachement du dépt d'histoire au secteur du droit et des sciences sociales », s.d. (16 juillet 1969).

¹³ Paul-André Linteau, « La nouvelle histoire du Québec vue de l'intérieur », *Liberté*, 25, 3 (147), juin 1983, p.38.

¹⁴ « Demande de rattachement du dépt d'histoire...

¹⁵ Rapport 1983-1988, p. 36.

¹⁶ Rapport 1983-1988, p. 37.

¹⁷ Rapport 1983-1988, p. 39.

¹⁸ <https://admission.umontreal.ca/programmes/baccalaureat-en-histoire/structure-du-programme/>

Le nouveau programme soulève une très vive opposition de la part des étudiant.e.s qui déplorent de ne pas avoir été consulté.e.s au moment de son élaboration¹⁹. Iels critiquent aussi le fait d'être tenu.e.s à l'écart de larges pans de la vie départementale et demandent à être consulté.e.s à propos de « l'engagement des professeurs, la distribution des budgets et la politique pédagogique ». Iels choisissent alors de « boycotter les cours pendant quelques semaines²⁰ », un euphémisme utilisé pour évoquer l'importante grève des étudiant.e.s en 1980.

Face à l'ampleur et la détermination du mouvement, un comité formé de trois professeurs et trois étudiant.e.s est mandaté pour revoir le programme. Si la structure des cours de première année demeure sensiblement la même, à l'exception de l'ajout d'un cours de méthodologie, le comité propose d'accorder plus de souplesse dans le choix des cours de 2^e et 3^e année, ce qui est entériné par l'association étudiante et l'assemblée départementale²¹. Le bacc spécialisé se compose dès lors de 24 crédits de cours obligatoires en première année, puis de 54 crédits de cours à option et de 12 crédits de cours au choix.

À bien des égards, cette grève est marquante dans l'histoire du département. De fait, bien que les étudiant.e.s aient participé à d'autres mouvements de grève importants, dont la grève majeure de 2012, celle de 1980 ne vise pas des politiques gouvernementales, mais la vie départementale elle-même, sa direction, ses professeur.e.s et ses programmes. Ainsi, la grève porte notamment sur la question fondamentale du mode de fonctionnement du département et du rôle des membres qui le composent. Elle se soldera par une transformation importante des pratiques qui accordent désormais un rôle et une place aux représentant.e.s des associations étudiantes en histoire, notamment dans les assemblées départementales et lors du processus de recrutement de nouveaux et nouvelles professeur.e.s.

La période est fertile du côté de la vie étudiante comme en témoigne également la fondation de la revue *Cahiers d'histoire* en 1981. Dirigée par les étudiant.e.s des cycles supérieurs, et longtemps considérée comme la seule revue universitaire étudiante au Canada, elle publie depuis lors des articles scientifiques, notamment des actes de ses colloques ou encore des numéros thématiques.

Malgré les changements significatifs survenus dans les décennies 1970-80, force est de constater que le corps professoral ne croît pas de manière importante, puisqu'il passe de 21 personnes en 1970 à 24 en 1988²². Qui plus est, il demeure très masculin, alors qu'il compte seulement deux femmes en 1988. Le dépt comprend aussi un certain nombre de chargé.e.s de cours qui augmente durant la période, passant de sept en 1983-84 à 12 en 1987-1988²³.

¹⁹ Archives UdeM, « Réponse au projet de programme », p. 13 publiée dans *Le Sablier*, avril-mai 1980.

²⁰ Rapport 1983-1988, p. 40.

²¹ Rapport 1983-1988, p. 40.

²² Rapport 1983-1988, p. 18.

²³ Rapport 1983-1988, p. 22.

Élargir le savoir historique de part et d'autre de l'Atlantique

À l'époque où le département célèbre son cinquantenaire, il définit ses orientations comme étant centrées sur l'histoire « dite générale ». Outre le secteur Canada/Québec, ses enseignements et sa recherche englobent « l'Europe occidentale depuis ses origines gréco-romaines jusqu'à l'époque contemporaine ainsi que les États-Unis et l'Amérique Latine²⁴ ». Il lui importe désormais « [d'] assurer la couverture la plus large possible, dans le temps et dans l'espace, du vaste champ de la connaissance historique. »

Environ le tiers des professeur.e.s est associé au domaine de « l'histoire nationale » du Canada et du Québec, comme on la désigne alors, tandis que 40% des étudiant.e.s aux cycles supérieurs le sont. Cette situation est en conformité avec ce que le département considère être son « premier devoir », c'est-à-dire « de contribuer par son enseignement et ses recherches à développer les connaissances en histoire nationale²⁵. » Il ne s'agit pas pour autant d'aborder cette histoire en vase clos mais bien selon une perspective de longue durée et dans ses ramifications larges, de part et d'autre de l'Atlantique (incluant l'Europe occidentale et méditerranéenne, d'une part, et les Amériques, de l'autre). Le département dispense aussi des cours en histoire de l'Asie de l'Est, de même que des collègues donnent quelques cours en histoire arabe et juive.

Comme tous les autres départements d'histoire au Québec, celui de l'UdeM vit alors les contrecoups de la réforme de la formation des enseignant.e.s au niveau secondaire. Depuis les années 1980, cette formation se composait d'un baccalauréat disciplinaire dans un département, suivi d'une année de psychopédagogie dans une faculté d'éducation²⁶. Le problème, selon le ministère de l'Éducation, c'est qu'il n'y avait pas de liens entre ces deux formations. C'est une des raisons pour lesquelles au milieu des années 1990, le ministère adopte un nouveau modèle où les formations disciplinaires et psychopédagogiques sont intégrées et placées sous l'autorité des facultés d'éducation. Par conséquent, la formation en pédagogie est augmentée tandis que la formation disciplinaire est fortement réduite. Le département d'histoire perd donc tous les étudiant.e.s qui se destinaient à l'enseignement et qui jusque-là s'inscrivaient dans son bacc spécialisé, au profit de la faculté d'éducation. Qui plus est, comme leur formation disciplinaire est significativement réduite, ces étudiant.e.s suivent tout au plus une dizaine de cours d'histoire. La perte des inscriptions qui s'ensuit affecte à son tour la possibilité du département d'augmenter son corps enseignant.

À cette époque, le département compte 24 professeur.e.s, ce qui constitue tout un contraste par rapport au sommet de 34 professeurs moins d'une dizaine d'années plus tôt. Bien que plus restreint, le corps professoral est passablement renouvelé puisqu'en 2000 seuls neuf professeur.e.s sur un total 24 étaient déjà au département en 1988, mais il demeure très majoritairement masculin avec seulement quatre femmes.

²⁴ Rapport 2001, p. 3.

²⁵ Rapport, 2001, p. 5.

²⁶ Jean-François Cardin, « Les historiens et le dossier de l'enseignement de l'histoire : chronique d'un passage du centre vers la marge », *Bulletin d'histoire politique*, 14, 2 (printemps 2006), p. 63.

Ouverture sur le monde et partage du savoir

Avec le nouveau millénaire, la nécessité d'ouverture du département sur le monde s'affirme avec de plus en plus de vigueur. Mais cette ouverture ne saurait se réaliser tous azimuts, plusieurs se montrant soucieux d'assurer un « équilibre entre secteurs traditionnels et domaines nouveaux²⁷ », comme le soutient le plan stratégique élaboré pour la période 2013-2017. Qu'entend-on par ces termes ? Les secteurs dits traditionnels se rapportent à l'Amérique du Nord et l'Europe. Ils sont alors considérés comme essentiels au « maintien de [la] mission fondamentale [du dépt] dans l'aire occidentale. Pour ce qui est des postes « non-occidentaux », ou domaines nouveaux, on envisage d'ouvrir le département du côté du Moyen-Orient/monde musulman et de l'Afrique subsaharienne. Or, à peine une décennie après la réforme des maîtres et la perte des effectifs étudiants qui s'ensuit, se pose aussi l'enjeu de l'attractivité des secteurs nouveaux. Certains collègues insistent pour affirmer qu'« un nouveau poste doit répondre à des attentes sérieuses et être justifié : pas d'étudiants, pas de nouveau poste ».

La période est alors morose. Le département qui totalisait 28 postes en 2007-2008 est en voie d'en compter seulement 22 en 2013, en considérant les départs annoncés à la retraite²⁸. Il travaille à convaincre la direction de la Faculté de le doter de plus de ressources, car le risque de le voir glisser au dernier rang des départements les plus importants au Québec est bien réel. C'est pourquoi entre l'ambition d'innover et le souci d'attirer des étudiant.e.s, la balance tend alors à pencher en faveur de la seconde option. Pour plusieurs, il semble stratégique de miser sur les secteurs ayant « garanti nos succès et forment la base de notre identité », « soit des programmes qui couvrent l'évolution de la culture occidentale depuis l'antiquité jusqu'à nos jours²⁹. »

Des pistes sont tout de même envisagées afin de créer des ponts entre les domaines plus classiques et les domaines émergents dans l'axe Europe-Orient. L'ajout d'un poste en histoire arabe est un premier pas dans cette direction qui ne sera cependant pas suivi par celui d'un poste en histoire de Byzance, qui aurait permis de créer des passerelles sur le temps long, depuis l'Antiquité tardive, tout autant que sur le plan spatial.

Dans ce contexte, « la nécessité de maintenir une solide présence en histoire du Québec/Canada » est réitérée pour tout un ensemble de raisons allant de la demande sociale pour l'histoire nationale à l'importance de fournir une formation de qualité dans ce domaine aux futurs enseignants en histoire au secondaire. Dans la foulée, émerge aussi le projet d'ouvrir un poste en histoire des Autochtones du Canada, une spécialité qui n'avait pas encore été mentionnée³⁰.

²⁷ Plan stratégique, 2013-2017, p. 5.

²⁸ Plan stratégique, 2013-2017, p. 6.

²⁹ Plan stratégique, 2013-2017, p. 10 et p. 9.

³⁰ En 1947, pourtant, l'Institut inclut dans sa liste de trois cours consacrées aux sciences auxiliaires « Anthropologie du Canada », portant sur les Autochtones, de Marius Barbeau. *Annuaire...*, 28, 1947-1948, p. 35-36.

À la différence des périodes précédentes, la question du recrutement des étudiant.e.s aux trois cycles paraît constituer une préoccupation de tous les instants. Non pas que cette question était absente jusque-là, mais elle n'avait pas représenté une donnée aussi centrale pour argumenter en faveur de la consolidation des domaines d'expertise dans le département, comme de leur élargissement.

La question de la place des étudiant.e.s dans la vie départementale gagne aussi en importance. Au-delà du souci d'offrir des formations de qualité aux trois cycles et de réunir les conditions favorables à la diplomation du plus grand nombre, c'est la vitalité de la vie intellectuelle départementale qui est soulevée...

Plein Sud !

L'objectif d'internationaliser les programmes d'étude aux trois cycles et la recherche occupe désormais une place centrale dans les orientations du département. Cette question ne se pose plus avec le souci de maintenir un équilibre entre domaines traditionnels et émergents mais bien davantage au regard d'un « manque criant » de prise en compte des réalités historiques du Sud, d'où la volonté de mettre le cap plein Sud³¹ ! On envisage de s'ouvrir aux régions du monde qui ne sont pas couvertes par les expertises du corps professoral, en particulier à l'histoire de l'Afrique et celle de l'espace caribéen francophone, mais aussi à l'histoire de la Chine et de l'Amérique latine. Pour le moment, seulement trois personnes sont spécialisées en histoire non-occidentale, si on peut l'exprimer ainsi, sur un total de 24 professeur.e.s. Quant à lui, le secteur Canada-Québec représente 30% du corps professoral, ou 33% si on y ajoute une américaniste récemment embauchée. Le dépt se rapproche de plus en plus de la parité puisque composé de 10 professeures et 13 professeurs³².

Élaboré au printemps 2022, le plus récent plan stratégique du département témoigne d'une volonté d'ouverture sur de nombreux autres plans : du côté de l'interdisciplinarité, de la reconnaissance de la diversité (des personnes comme des pratiques historiennes), du partage des savoirs et en tenant davantage compte des changements démographiques à Montréal et au Québec.

Le département a toujours contribué à divers programmes de formation en participant par exemple à des bacc bi-disciplinaires ou aux formations offertes par les centres d'études qui lui sont liés en études classiques et sud-est asiatiques pour ne nommer que celles-ci. Ces dernières années, l'ouverture est encore plus manifeste quand on considère la longue liste des collaborations dans les programmes d'Études arabes et d'Études québécoises, dans les mineures en études autochtones, en études féministes, des genres et des sexualités, ou encore à l'Institut des études religieuses et au Centre d'études et de recherches internationales.

³¹ Plan stratégique 2022-2027, p. 9.

³² <https://histoire.umontreal.ca/repertoire-departement/corps-professoral/>.

L'objectif d'ouvrir le département sur de nouveaux horizons se manifeste également du côté des milieux communautaires et de l'histoire publique et vise ainsi à développer des pratiques de partage du savoir en dehors des réseaux universitaires habituels. Les manières d'envisager la formation étudiante évoluent elles aussi en direction d'apprentissages plus pratiques et ce dès le 1^{er} cycle, ce qui est déjà le cas au niveau de la maîtrise où une l'orientation « histoire en pratique » est offerte depuis quelques années.

Cette esquisse historique n'a pas la prétention d'être autre chose qu'une simple esquisse justement. Bien nombreuses sont les personnes et les dynamiques qui ont animé les premières 75 années de la vie départementale, absentes de ces lignes. Puisse-t-elle tout de même contribuer à la mise en perspective de notre histoire collective au présent et pour la suite.

Les cinquante ans du Département d'histoire 1947-1997

Par Pierre Tousignant (1931-2022), ancien professeur au département

Transcription par Ariane Desaulniers

Originellement publié dans *Le Sablier*, 14, 4 (février 1997) : 3-5.

Il y a des limites, même pour un vieux routier de la méthodologie, à condenser cinquante ans d'histoire départementale. J'ai accepté de tenter ce tour de force sachant très bien que je ne pourrais pas m'en tirer sans une extrême schématisation.

Les historiens, c'est bien connu, affectionnent la périodisation malgré la part d'arbitraire que comporte inévitablement tout découpage chronologique. Pour ma part, je proposerais de diviser l'histoire du Département en cinq périodes, chacune se particularisant par une caractérisation distinctive. En voici l'énumération :

- I- L'établissement d'un Institut d'histoire et la formation d'une École d'interprétation néo-nationaliste (1947-1959)
- II- Le développement et l'essor du Département d'histoire à l'époque de la Révolution tranquille (1960-1969)
- III- La décennie des réformes de programmes avec l'arrivée des premières cohortes de cégépiens (1970-1979)
- IV- La stabilisation et la consolidation des programmes de cours (1980-1989)
- V- L'expansion et le renouvellement de corps professoral (1990-1995)

Il a fallu attendre l'après Seconde Guerre mondiale pour qu'au Québec l'histoire soit enfin reconnue comme discipline de formation universitaire autonome. C'est ainsi que furent créés synchroniquement, en l'an de grâce 1947, deux Instituts d'enseignement et de recherche, l'un à l'Université Laval et l'autre à l'Université de Montréal. Guy Frégault, le fondateur et premier directeur de l'Institut d'histoire de l'U. de M. en demeura l'âme dirigeante jusqu'au printemps 1959. Durant ces douze ans, il veilla à ce que la programmation soit centrée sur l'enseignement et la recherche en histoire du Canada. À cette fin, il s'entoura de deux jeunes et dynamiques professeurs, Maurice Séguin et Michel Brunet, qui contribuèrent grandement au rayonnement de l'Institut d'histoire par la formation d'une École d'interprétation néo-nationaliste dont le principal attrait provenait de la conceptualisation d'un modèle de synthèse interprétative fondée sur l'élaboration d'un système normatif de valeurs nationales où le concept d'État-Nation occupait une place centrale.

La venue de Michel Brunet à la tête de l'Institut d'histoire coïncida avec l'avènement d'une nouvelle conjoncture politique marquée par le début d'une ère de renouveau qualifiée de « Révolution tranquille ». Il en résulta de profondes transformations dans le système d'enseignement au Québec qui eurent leurs répercussions au niveau universitaire. Dès 1962, l'ex-Faculté des lettres (de qui relevait l'Institut d'histoire avant la création de la Faculté des arts et des sciences) entreprenait une refonte des programmes d'étude qui entraîna la

départementalisation des unités d'enseignement. C'est ainsi que fut constitué le département d'histoire qui, dans les années qui suivirent, connut un essor remarquable.

Devant répondre aux besoins d'un nombre croissant d'étudiants et d'enseignants de niveau collégial en quête de formation spécialisée, il fallut élargir et diversifier les programmes de cours et de séminaires tout en continuant d'axer le développement de l'enseignement et de la recherche en histoire du Canada. C'est de cette époque que date l'élaboration d'une programmation équilibrée visant à assurer une aussi large couverture que possible, dans le temps et dans l'espace, du vaste champ de connaissance historique. La mise en application de cette programmation nécessita l'engagement de nouveaux professeurs qui firent passer les effectifs du corps professoral de six à vingt-et-un membres durant la décennie. Cette augmentation suivit le rythme de croissance des étudiants inscrits aux trois cycles d'études. Leur nombre quintupla en moins de dix ans, passant d'une centaine à plus de cinq cents en 1970. En 1955, quinze étudiants seulement poursuivaient des études supérieures; quinze ans plus tard, leur nombre avait décuplé soit cent-trente-cinq au niveau de la maîtrise et une trentaine au niveau du doctorat.

La troisième période – celle des années 1970 – se caractérisera par l'arrivée des premières cohortes de cégépiens et le déclenchement de mouvements de contestation centrés sur la question majeure de la participation des étudiants au processus décisionnel, notamment quant à la réforme des programmes d'études au niveau départemental. Les divers profils de formation de cette nouvelle clientèle étudiante nécessitaient des ajustements et des adaptations de programmes d'études universitaires qui firent l'objet de différents essais de compromis dans le choix des cours afin d'assurer un certain équilibre entre l'obligation d'une formation historique de base et le désir de spécialisation dans un domaine spécifique. Fait également marquant de cette mouvante décennie : la présence de l'UQAM dont le programme des cours de premier cycle en histoire attira une bonne proportion de cégépiens, ce qui eut pour conséquence de freiner le rythme de croissance des inscriptions à ce niveau au département.

Sept professeurs furent engagés pour pourvoir des postes laissés vacants et ces engagements répondirent aux objectifs de diversification des champs de spécialisation que visait la programmation des cours. Si l'on réserva deux de ces postes à René Durocher et Jacques Rouillard, spécialistes du Québec contemporain, les cinq autres furent ainsi répartis : Marcel Leibovici, Proche-Orient ancien, Louis Lavallée, Europe moderne, Trevor Burridge, Grande-Bretagne, Claude Morin, Amérique latine, et Bruno Ramirez, États-Unis.

La décennie suivante, celle des années 1980, peut être caractérisée de période de stabilisation et de consolidation des programmes de cours et de séminaires des premier et deuxième cycles. La nouvelle structure de programme de premier cycle comporta un bloc de cours de formation historique de base, obligatoires pour tous les étudiants de première année. Face à la résistance que souleva son application, il fut décidé d'assouplir certaines restrictions dans le choix des cours de deuxième et troisième années sans toutefois porter atteinte aux objectifs d'équilibre entre la formation générale et la spécialisation. Au niveau des études supérieures, le programme de maîtrise fut réformé en vue de favoriser un meilleur encadrement des étudiants et une plus étroite articulation entre la scolarité exigée

et la recherche nécessitée par la rédaction d'un mémoire. Cette réforme porta fruit comme en témoigne l'augmentation sensible du taux de diplomation à l'approche du jubilé du département.

Quelques faits notables méritent d'être signalés. Mentionnons en premier lieu l'intégration au sein du département de trois collègues de l'ex-Institut d'histoire et de socio-politique des sciences, Othmar Keel, Lewis Pyenson et Yakov Rabkin, ce qui rendit possible la construction d'un nouveau secteur d'enseignement et de recherche dans la programmation. Puis, manifestation concrète de l'inéluctable vieillissement du corps professoral, l'on commença à dénombrer les premiers retraités, Michel Brunet et Maurice Séguin, le maître à penser de l'École d'interprétation néo-nationaliste. Ces deux doyens et piliers de l'Institut d'histoire se virent honorés du titre de professeur émérite peu de temps avant leur décès. Deux autres éminents collègues se méritent cette suprême distinction, Lucien Campeau, s.j., réputé historien de l'œuvre des Jésuites en Nouvelle-France, et le renommé byzantiniste, Nicolas Oikonomides, qui, pendant vingt ans, contribua au rayonnement international du département.

La dernière période considérée dans le cadre de cet historique a été délibérément réduite à cinq ans (1990-1995) parce qu'elle coïncide avec une expansion et un renouvellement du corps professoral qui feront date dans les annales du département. Cette phase exceptionnelle fut le résultat d'une conjonction de facteurs favorables dont la direction départementale sut habilement tirer avantage. Parmi les facteurs favorables, l'on doit tenir compte du plan quinquennal d'orientation de la Faculté des arts et des sciences qui prévoyait un ambitieux programme de renouvellement des effectifs à l'échelle facultaire. Le directeur du département, John Dickinson, profita de cette opportunité pour faire accepter à la F.A.S. un plan d'action longuement préparé. C'est ainsi que, dans un premier temps, les postes laissés vacants en histoire médiévale et en Europe contemporaine par les départs de Nicolas Oikonomides et de Jean Dimakis purent être pourvus par les engagements de Denise Angers et de Paul Létourneau, auxquels fut ajouté un nouveau poste en histoire des États-Unis, celui de Thomas Ingersoll. L'année suivante, Jean Blain et Frederic Seager, respectivement spécialistes de Nouvelle-France et de France contemporaine ayant quitté le département, furent remplacés par trois nouveaux collègues, Dominique Deslandres, Samir Saul et Thomas Wien. Puis, vint 1993-1994, année faste par excellence, d'un coup quatre nouveaux collègues du département d'études classiques et médiévales, Pierre Boglioni, Jacques Ménard, Jacques Perreault et Claude Sutto, furent intégrés au secteur Antiquité-Moyen Âge, auxquels s'ajoutèrent Pierre Bonnechere et Hélène Leclerc pour remplacer des collègues retraités, Marcel Leibovici et Thérèse Prince. En cette année même, le secteur Canada contemporain fut rajeuni par le recrutement de Denyse Baillargeon et de Michèle Dagenais. L'Europe contemporaine ne fut pas en reste avec la venue de Michael Huberman, spécialiste d'histoire socioéconomique. Enfin, l'histoire de Chine put profiter des services d'un professeur invité, David Ownby, tandis que Janice Yuko Matsumura devenait responsable de l'enseignement de l'histoire du Japon. Pour compléter le tout, Serge Lusignan, du département d'études classiques et médiévales, vint rejoindre en 1995 ses collègues déjà en place.

Voilà qui justifie amplement la caractérisation de cette mémorable période quinquennale qui permit au département d'atteindre le nombre record de trente-quatre postes, soit une

augmentation de dix postes en cinq ans. Il n'y a pas lieu de se surprendre si, concurremment avec cette expansion et ce renouvellement du corps professoral, les inscriptions des étudiants au premier cycle connurent une forte augmentation. Bien qu'en cette année du cinquantenaire les perspectives pour l'actuel cycle quinquennal soient nettement moins réjouissantes, il n'en faut pas moins se réconforter en voyant à l'œuvre un corps professoral aussi magnifiquement renouvelé.

Voici la liste des directeurs ayant dirigé le département :

Directeurs de l'Institut d'histoire

Guy Frégault : 1947-1959

Michel Brunet : 1959-1968

Directeurs du département d'histoire

Roland Lamontagne : 1968-1972

Jean Blain : 1972-1973 / 1975-1976 (intermédiaire) / 1980-1981 (intermédiaire)

Jean-Pierre Wallot : 1973-1974 (intermédiaire) / 1974-1975

Nicolas Oikonomidès : 1976-1984

René Durocher : 1985-1987

John Dickinson : 1987-1988 (intermédiaire) / 1988-1997

Pierre Tousignant : 1976 (intermédiaire)

Claude Morin : 1992-1993 (intermédiaire)

Guy Frégault lance l'affaire ! (1947-1948)

Par Thomas Wien

Guy Frégault est nommé directeur du tout nouvel Institut d'histoire de l'Université de Montréal en 1947. Titulaire d'un doctorat de la Loyola University (Chicago) depuis 1942, il n'a pas 30 ans. Cumulant bientôt les fonctions de directeur et de vice-doyen, il poursuit sa carrière à l'Université de Montréal jusqu'en 1959. Deux ans plus tard, après un bref passage à l'Université d'Ottawa, il devient le premier sous-ministre des Affaires culturelles du Québec. Dans ses charges successives au sein de la haute fonction publique québécoise, il sera un acteur majeur de la Révolution tranquille. Il meurt subitement fin 1977, à l'âge de 59 ans.



Guy Frégault à son bureau au pavillon central (futur pavillon Roger-Gaudry), sans doute vers la fin des années 1940. *Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Guy-Frégault (P168), Ph95-123*

Le nom de G. Frégault est souvent associé à ceux de ses collègues montréalais Maurice Séguin et Michel Brunet. Le triumvirat qu'on finit par appeler « École de Montréal » dota le néonationalisme québécois d'après-guerre de sa vision historique. S'intéressant à l'« École de Québec », trio d'historiens aux allégeances plus canadiennes formé dans ces mêmes années à l'Université Laval, François-Olivier Dorais a récemment signalé la diversité individuelle que cachait le terme « école »; l'observation vaut aussi, sans doute, pour le groupe montréalais aux discussions internes parfois animées¹. L'enjeu central en était finalement si avant la césure brutale de la Conquête britannique, la France avait bien joué son rôle de « métropole nourricière », susceptible de lancer la société canadienne sur une

¹ François-Olivier Dorais, *L'école historique de Québec. Une histoire intellectuelle*, Montréal, Boréal, 2022.

trajectoire « normale », à l'états-unienne. La réponse de Frégault, spécialiste du Régime français, fut longtemps plus ambiguë que celle, affirmative, de ses deux confrères étudiant l'après-1760. En outre, Frégault ne semble pas avoir accordé un caractère absolu à ses allégeances montréalaises. Si le projet de donner un cours au nouvel Institut d'histoire et de géographie de Laval tomba à l'eau (1947), Frégault noua des liens de collaboration et d'amitié avec son collègue de Québec Marcel Trudel, champion lui aussi d'une histoire du Régime français solidement assise sur la documentation². Enfin, dès 1950, Frégault lorgnait Ottawa, envisageant (sérieusement?) de quitter l'Université de Montréal pour les Archives du Dominion. En l'occurrence, ce fut en 1959 que, las des tracasseries administratives montréalaises, il accepta une chaire à l'Université d'Ottawa³.

Bien plus que Brunet et Séguin, Frégault publia des livres. Au cours de sa période montréalaise, il le fit souvent : l'essentiel de sa production monographique, soit cinq ouvrages, parut entre 1944 et 1955. L'approche biographique y prédomine (trois forts volumes sur cinq, 1750 pages sur 2550 environ)⁴. Ce qui n'empêche pas les grands hommes dont il raconte, dans une prose volontaire, les activités au Canada (Bigot), en Louisiane (Vaudreuil de Cavagnial) et sur les mers (Le Moyne d'Iberville) d'incarner des forces contraires. Cette opposition fait le drame de la colonisation française, version Frégault : Vaudreuil et Iberville possèdent l'énergie colonisatrice débordante des Canadiens; Bigot, « administrateur français » corrompu, symbolise la faiblesse de la volonté colonisatrice métropolitaine. Pleine de promesses – les Canadiens s'étant « conquis une place parmi les nations » dès le milieu du XVIII^e siècle⁵ –, mais négligée par sa puissance impériale et finalement défaite, la Nouvelle-France de Frégault léguait à la postérité un passé viril, mais, surtout, un potentiel non réalisé. C'était justement à titre d'ouvrage inachevé qu'un tel héritage colonial tombait à point nommé vers 1960. Deux siècles après la Conquête, le nationalisme désormais québécois en plein essor se donna pour mission d'enfin finir le travail interrompu en 1760 en bâtissant un Québec fort, voire indépendant. Voilà la variante québécoise du récit *colony to nation*, l'histoire étant bien selon Frégault « l'itinéraire de la nation à travers le temps ».⁶

Influent, le récit combatif de Frégault modernisait à plusieurs égards celui, clérico-national et consolateur, que Lionel Groulx avait formulé dans la première moitié du XX^e siècle. Prenant peu à peu ses distances avec celui qu'il considérait comme son maître, le disciple commença par évacuer la Providence divine, protectrice du Canadien français, avant de charger plus lourdement la France dont la négligence programme ou presque une Conquête aux conséquences plus désastreuses. Enfin, si Frégault célébrait sans ambages les Canadiens

² F.-O. Dorais, « Marcel Trudel et Guy Frégault : regards sur une amitié intellectuelle », *Recherches sociographiques*, 75, 2-3 (2016) : 523-552.

³ Où il avait pour mandat de « mettre sur pied un Institut d'Histoire » : Jean Houpert à G. Frégault, 10 avril 1959, AUM, Département d'histoire, E 16/D1.2.44.

⁴ G. Frégault, *La Civilisation de la Nouvelle-France (1713-1744)*, Montréal, Édition Pascal, 1944; idem, *Iberville le Conquérant*, Montréal, Édition Pascal, 1944; idem, *François Bigot – Administrateur français*, Montréal, Les Études de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, 1948, 2 vol.; idem, *Le Grand Marquis. Pierre de Rigaud de Vaudreuil et la Louisiane*, Montréal et Paris, Fides, 1952; idem, *La Guerre de la Conquête*, Montréal et Paris, Fides, 1955.

⁵ G. Frégault, *La Civilisation de la Nouvelle-France 1713-1744*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1990 (1^{ère} éd. 1944), p. 17.

⁶ G. Frégault, « L'enseignement de l'histoire », *L'actualité universitaire*, mai 1945, p. 21.

« constructeurs d'empire »⁷ à l'échelle nord-américaine, c'est qu'il ne partageait sans doute pas l'inquiétude d'un Groulx à la pensée raciale à l'égard des fréquentations franco-autochtones autres que missionnaires. Il écarta plutôt d'emblée les premiers peuples au profit de la rivalité franco-britannique dont il faisait la chronique. Faisant le bilan des travaux de Frégault, Jean Blain écrirait avec raison que les Autochtones y étaient « laissés pour compte en tant qu'humains »⁸. C'est peut-être ici que le récit de Frégault a le plus vieilli, comme d'autres naturalisant le colonialisme de peuplement dont il déplore l'insuffisance du côté français.

Deux documents permettent d'entrevoir Frégault au travail alors qu'il « organise » le nouvel Institut. Un premier texte de sa plume présente aux lecteurs et lectrices de la revue *Culture* sa vision de fondateur. Il y présente un Institut qui serait « appelé à devenir un des grands foyers de recherches de l'Amérique du Nord », rêve qui exprime à la fois l'ambition de Frégault et l'accent qu'il met sur la *recherche* historique. Finis, laisse-t-il entendre, les jours où la Faculté des lettres se contentait d'« exposer le grand public aux lettres et jouer le rôle d'école normale pour l'enseignement classique » (pour citer le doyen Chartier)⁹. Place, enfin, à la recherche.

Le deuxième document mérite qu'on s'y intéresse plus longuement. Il est issu des rouages de l'administration facultaire. Fin 1948, la Faculté demande à Frégault de décrire son emploi du temps. Voici donc le jeune directeur de l'Institut à pied d'œuvre, sa deuxième année d'exercice bien entamée. Si Frégault s'y présente comme fondateur de l'Institut, ce titre lui revient surtout pour l'avoir « matériellement organisé » à partir de 1947. Pour ce qui est des étapes antérieures, l'Institut semble avoir été fondé moins *par* Frégault qu'*autour* de lui, en tant que successeur désigné de Lionel Groulx. Le prêtre-historien, au service de l'Université depuis 1915, et dont la chaire serait en quelque sorte le socle de l'Institut, prit Frégault sous son aile dès 1939, allant jusqu'à orchestrer ses études à Chicago. Le projet de doter l'Université de Montréal d'un Institut d'histoire reflète le désir de Groulx d'y caser son protégé. La démarche bénéficie de la complicité de Mgr Chartier, doyen de la Faculté des lettres et vice-recteur de l'Université, qui dès 1935 envisage de favoriser « l'extension de l'histoire scientifique », notamment grâce à la mise sur pied d'un « institut de recherches sur l'histoire du Canada »¹⁰.

C'est « cet Institut d'histoire qui paraît vous tenir à cœur [...] » que Groulx évoque lorsqu'en septembre 1943, il écrit à Chartier pour l'informer que « [l]e plan en est presque entièrement

⁷ G. Frégault, *La Civilisation...*, p. 283.

⁸⁸ Jean Blain, « Économie et société en Nouvelle-France : l'historiographie des années 1950-1960. Guy Frégault et l'école de Montréal », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 28, 2 (1974) : 163-186, citation p. 179.

⁹ Jean Cornez, « Dix minutes avec le Chanoine Chartier », *L'Action universitaire*, avril 1935 : 19.

¹⁰ Guy Cornez, « Dix minutes avec le Chanoine Chartier », *L'Action universitaire*, IV, avril 1935 : 19. Le projet se précise par la suite. En 1942, Chartier écrit que « [l]es circonstances heureuses qui entourent le transport de l'université au Mont-Royal inspireront peut-être aussi l'établissement d'un autre organisme : un *Institut d'histoire du Canada*. Montréal ne possède pas, il est vrai, certaines archives dont s'enorgueillissent Ottawa et Québec. Mais la réouverture de la Bibliothèque St-Sulpice rendra sans doute plus facile la consultation des papiers de la vénérable Compagnie. Le retour à l'Université de la collection Baby mettra aux mains des chercheurs d'incalculables richesses ». Émile Chartier, « L'avenir de la Faculté des lettres », *L'Action universitaire*, XI, 1, sept. 1942 : 57-61, cit. p. 58-59.

déterminé ». Il ajoute que « Frégault m'a aidé d'un mémoire »¹¹. Le projet ne sera approuvé par les instances supérieures de l'Université qu'en décembre 1946, reportant au mois de septembre suivant l'ouverture des portes. Entre-temps, Frégault est nommé professeur et accepte de diriger l'Institut, expliquant à Chartier qu'il souhaite éviter « qu'un étranger prît en mains cet organisme », à la place d'un Canadien français. Par ailleurs, il reconnaît qu'en agissant ainsi, il ne fait que « récolter des fruits semés par d'autres »¹². Si le nouvel Institut s'inscrit dans la logique de spécialisation à l'anglo-américaine de ces années – l'Université créa plusieurs structures du genre à la suite de la remise du rapport Conroe (1947)¹³ et l'Université Laval se dote de son Institut d'histoire et de géographie la même année – dans l'esprit de Groulx, il sert aussi à autre chose : d'appui à un autre Institut d'histoire, celui de l'Amérique française, qu'il vient de fonder afin de fédérer les énergies historiennes à plus vaste échelle. En froid avec l'Université à cause d'une dispute au sujet de sa rente (voir le document commenté ci-dessous par Ollivier Hubert), Groulx fera peu de cas par la suite de son rôle dans la mise sur pied de l'Institut universitaire, rappelant plutôt sa fondation de la *Revue* et l'Institut d'histoire de l'Amérique française : son projet de retraite, en somme.

Le formulaire donne un aperçu de la discipline de travail de Frégault. Ce trait caractéristique était déjà visible à Chicago, où il a fait son doctorat en... deux ans. À l'Institut d'histoire, ses journées paraissent bien remplies. Si la charge administrative ne semble pas très lourde, compte tenu du nombre restreint de professeurs (4, ainsi que quelques chargés de cours) et d'étudiant.e.s visant un diplôme en histoire (passant d'une douzaine à une cinquantaine avant 1959, presque tous aux 2^e et 3^e cycles), en revanche le peu de personnel de soutien élargit la gamme de ses tâches (dont l'inscription des étudiant.e.s). L'enseignement et l'encadrement des études supérieures pèsent visiblement lourds dans cet emploi du temps, reléguant aux soirées, fins de semaine et vacances la recherche et l'écriture.

On peut néanmoins se demander comment Frégault réussit à publier monographie sur monographie, à un rythme à peu près bisannuel, au cours de ces années. Une partie de la réponse réside sans aucun doute dans le travail d'une personne qui n'est pas à l'emploi de l'Université et dont le nom ne figure pas dans ce rapport : Lilianne Rinfret (1917-1997), son ancienne camarade de classe aux études de licence et son épouse depuis 1943 (le mariage fut célébré à la basilique Notre-Dame par Mgr Chartier, doyen de la Faculté des lettres)¹⁴. Formée et primée en histoire, elle fut de tous les travaux et de tous les voyages de recherche, sa contribution suffisamment importante pour qu'un collègue la signale en faisant le bilan de la vie professionnelle de Frégault¹⁵. Dans les remerciements de *La Guerre de la Conquête* (1955), ce dernier décrit les tâches de son épouse :

¹¹ L. Groulx à Émile Chartier, 3 septembre 1943, Arch. UdeM, E 16 D1.2.58. En 1945, dans la foulée de la « décomposition » annoncée de la Faculté de lettres en unités disciplinaires dotées de leurs propres bibliothèques et cours accessoires, Chartier semble préconiser la création de deux Instituts dans le domaine, l'un d'histoire générale et l'autre d'histoire canadienne. Émile Chartier, « La Faculté des lettres », *L'actualité universitaire*, juin 1945, p. 39.

¹² G. Frégault à É. Chartier, 11 janvier 1947, cité dans Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet 1944-1969*, Sillery, Septentrion, 1993, p. 259.

¹³ Hélène-Andrée Bizier, *L'Université de Montréal : la quête du savoir*, Montréal, Libre Expression, 1993, p. 176.

¹⁴ *Annuaire de la Faculté des lettres*, 25^e année, 1944-1945, p. 49.

¹⁵ Jean-Charles Falardeau, « L'œuvre de Guy Frégault », RHAF, 35, 1 (1981) : 55-68, ici p. 60-61. Cette contribution est non sans rappeler celle de Mary Quayle Innis à l'œuvre de son mari, l'historien torontois spécialiste de l'économie politique

Il [l'auteur] éprouve une profonde reconnaissance à l'égard de la compagne de ses expéditions scientifiques, Lilianne Rinfret-Frégault, licenciée ès lettres; non seulement lui a-t-elle apporté une aide constante lorsqu'il s'est agi de dépouiller la documentation sur laquelle cette étude repose, mais elle a dactylographié le manuscrit, l'a soigneusement revu et a indiqué de nombreuses corrections.¹⁶

Peu après, en 1956, Lilianne Frégault co-signe avec son mari le recueil de documents *Frontenac*, y compris l'introduction, semble-t-il¹⁷. L'inventaire de son fonds d'archives témoigne de sa présence à deux émissions de télévision aux titres bien trouvés : « La Femme collaboratrice d'un écrivain » et « La Femme dans l'ombre ».¹⁸

Les deux successeurs immédiats de Frégault à l'Université de Montréal abordèrent l'histoire du Régime français de façon moins retentissante que lui. Chacun à sa manière... Cantonnés dans la sphère politique comme ceux de Frégault, dont il fut l'élève, les travaux de Roland Lamontagne (embauché en 1962) s'en distinguèrent néanmoins par la légèreté de la recherche et leur franche admiration de la France colonisatrice. Ils proposèrent une histoire se voulant « atlantique » qui tourna court. Doté d'une pensée autrement plus fine, Jean Blain connut Frégault en faisant sa licence, puis des recherches doctorales, paraît-il, à l'Université de Montréal, avant de poursuivre ses études à Laval et à Ottawa¹⁹. Engagé pour remplacer Frégault en 1959, il s'intéressa surtout à l'historiographie, dans une série d'articles et de recensions longues. Ses écrits des années 1970, dont une critique de l'œuvre de Frégault (1974), proposaient une vision d'une histoire à bâtir : elle serait socio-économique ou ne serait pas et « déborde[rait] et parfois largement, la réalité nationale »²⁰. Mais déjà l'évolution des perspectives sur le Régime français rattrapait en quelque sorte l'historiographe, amenant cette nouvelle histoire du Régime français que Blain appelait de ses vœux. Elle serait surtout associée aux travaux de Louise Dechêne, de passage à l'Université de Montréal entre 1975 et 1977.²¹ Cette histoire scrutait de plus près les rapports sociaux au sein de ce « peuple » idéalisé en lequel Frégault avait investi tant d'espoir.

Harold Innis : Donica Belisle et Kiera Mitchell, "Mary Quayle Innis: Faculty Wives' Contributions and the Making of Academic Celebrity", *Canadian Historical Review*, 99, 3 (2018): 456-486.

¹⁶ P. [13.]

¹⁷ *Frontenac*. Textes choisis et annotés par Lilianne et Guy Frégault. Montréal, Fides (coll. « Classiques canadiens »), 1956. Dans les années 1960, L. Frégault s'occupe notamment de la réédition d'ouvrages de son mari, et met la main à la pâte de G. Frégault et M. Trudel, *Histoire du Canada par les textes*, t. 1, Montréal et Paris, Fides, 1963. <http://137.122.9.126/index.php/collaboratrice-de-guy-fregault>

¹⁸ <https://arts.uottawa.ca/crcf/fonds/P258>

¹⁹ Voir la notice nécrologique de Claude Morin : https://www.aprum.umontreal.ca/Disparus/Blain_J.pdf

²⁰ J. Blain, « Économie et société... », cit. p. 185.

²¹ Sur L. Dechêne, voir Sylvie Dépatie, « Louise Dechêne, historienne du Canada sous le Régime français », dans Louise Bienvenue et François-Olivier Dorais, dir., *Profession historienne? Femmes et pratique de l'histoire au Canada français, XIXe-XXe siècles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2023, p. 389-410.

Document 1 : Présentation du département

Guy Frégault, « L'Institut d'Histoire de la Faculté des Lettres, à l'Université de Montréal », *Culture*, 8, 2 (1947) : 198-199.

Transcription : Ariane Desaulniers

L'Institut d'Histoire de la Faculté des Lettres, à l'Université de Montréal

Parmi les manifestations les plus importantes de la vie intellectuelle au Canada français en 1946-1947, il faudra sans doute retenir la fondation d'un Institut d'Histoire à l'Université de Montréal. Rattaché à la Faculté des Lettres, dont il souligne, par le seul fait de son existence, les progrès continus, cet organisme a reçu des autorités universitaires la mission de stimuler la diffusion de l'enseignement et la production de travaux d'un caractère scientifique. C'est dire qu'il constitue à la fois un foyer de recherches et un centre de formation[1] .

Centre de formation, il groupe dans un tout cohérent l'ensemble des cours d'histoire donnés à la Faculté des Lettres. Le développement considérable que cette faculté a pris depuis quelques années y a entraîné la décentralisation des études. Avec la création de l'Institut, l'enseignement de l'histoire tombe sous une direction particulière. De cette façon, le nouvel organisme apparaît d'abord comme une initiative de réorganisation matérielle. Il ambitionne également, c'est assez normal, de prendre figure de réorganisation intellectuelle. Jusqu'ici, les cours d'histoire de la Faculté des Lettres s'orientaient surtout vers la culture générale : tel était et tel doit demeurer le sens de la licence ès lettres-histoires. Désormais, l'Institut ouvrira plus largement aux étudiants de la Faculté le domaine de la spécialisation; deux étapes y conduisent : la maîtrise et le doctorat. Cependant la spécialisation et la culture générale elle-même ne se conçoivent pas sans l'assimilation d'une rigoureuse méthode de travail. C'est pourquoi la direction de l'Institut entend s'appliquer d'une façon toute spéciale à l'enseignement de la méthodologie; enseignement théorique, complété par la pratique du séminaire d'histoire[2] .

Centre d'études spécialisées, l'Institut se destine à devenir aussi un foyer de recherches. Celles-ci ne laissent pas que d'être longues et difficiles à organiser. Elles supposent la formation d'un esprit scientifique : l'enseignement de la méthode y contribuera puissamment; elles exigent également la possession de certains instruments de travail. C'est ce que la Société d'Administration de l'Université a compris en nous octroyant un budget de recherches qui nous permet, dès la première année, de nous procurer un appareil de micro-film; grâce au dévouement du R.P. Delanglez, S.J., et de mes anciens maîtres de l'Université de Loyola de Chicago, nous aurons, à bon compte, un instrument qui nous mettra à même de constituer rapidement un fonds d'archives. Ainsi, nos étudiants et leurs professeurs pourront travailler sur une abondante documentation inédite, à l'Université même[3]. Dans un avenir qui n'est pas tellement éloigné, l'Institut est appelé à devenir un des grands foyers de recherches de l'Amérique du Nord. Il est entendu que, sans négliger l'histoire générale, nous portons une attention particulière à l'histoire du Canada. N'est-ce pas naturel? Voilà

sans conteste, notre originalité ainsi que la plus belle occasion que nous ayons de collaborer au mouvement universel des recherches d'histoire. S'il est une ville canadienne qui, par ses ressources et la force d'attraction qu'elle exerce, doit être la capitale de l'enseignement de l'histoire, et surtout de l'histoire canadienne, c'est bien Montréal; et s'il est une institution qui doit s'illustrer dans ce domaine, c'est bien son Université. Le temps est passé où l'étudiant montréalais – ou même l'étudiant canadien-français – se voyait dans l'obligation d'aller acquérir à l'étranger les éléments scientifiques à la culture historique : maintenant, l'Institut existe, bien déterminé à remplir son rôle nécessaire[4].

Voyons-nous trop grand? Je pense très sincèrement que non. Nous avons un immense travail à accomplir, nous avons les sympathies et les concours indispensables, nous avons l'essentiel des instruments qu'il nous faut et nous avons la foi. Une œuvre d'une telle envergure n'est pas de celles qui se réalisent en une saison, c'est évident et nous le reconnaissons. Mais il y a déjà longtemps que des esprits clairvoyants la réclamaient et la préparaient. Tout simplement, les temps sont mûrs. On a donné l'élan : il se maintiendra. Le jour viendra, plus tôt que plus tard, où l'on sera en mesure de juger l'Institut aux maîtres qu'il aura préparés, aux historiens qu'il aura produits et aux travaux qui en seront sortis.

GUY FRÉGAULT, PH.D.,

Directeur de l'Institut d'Histoire

Commentaires

Par Thomas Wien

1. Frégault opère-t-il un subtil changement de l'ordre des priorités ici? La Faculté, laisse-t-il entendre, continue de prioriser la « diffusion de l'enseignement »; lui, le « foyer de recherches ». Jean Blain, qui ferait une licence à l'Institut d'histoire (1950-1952) avant d'y devenir professeur (à partir de 1959), consacrerait plus tard tout un article au « diffusionnisme » caractérisant l'histoire traditionnelle à la Groulx : J. Blain, « Économie et société en Nouvelle-France : le cheminement historiographique dans la première moitié du XIXe siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 1 (1972) : 3-31.
2. Marqué par sa formation états-unienne, Frégault tient beaucoup à la formule du séminaire de recherche.
3. C'est bien entendu la méthode de Frégault lui-même : il fait des excursions annuelles à Ottawa afin d'y microfilmer des documents d'archives, pour consultation ultérieure à Montréal.
4. Programme en effet ambitieux. À noter, encore une fois : l'accent mis sur la recherche. Aussi faut-il entendre par « capitale de l'enseignement de l'histoire » un lieu de formation à la recherche d'abord et avant tout.

Document 2 : Rapport d'activités

« Analyse de vos fonctions » (formulaire rempli par G. Frégault, fin 1948), E16/D1.2.44.
Archives de l'Université de Montréal.

[note manuscrite, coin supérieur gauche] : Fin 1948

No.....
Nombre de feuilles.....

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Analyse de vos fonctions

- 1 - Nom et prénom FRÉGAULT, Guy
- 2 - Grades universitaires Licencié ès Lettres (Montréal)
Docteur en philosophie, mention histoire (Ph.D.)
(Université Loyola, Chicago).
- 3 - Faculté ou école LETTRES
- 4 - Section Institut d'histoire
- 5 - Titre de vos fonctions professeur agrégé à la Faculté des
lettres
directeur de l'Institut d'Histoire
professeur d'histoire de la littérature
canadienne-française
chef des relations extérieures de la Faculté
des lettres.

I

1. Fonctions administratives.

- a) En qualité de chef des relations extérieures de la Faculté des lettres, j'ai été employé à la préparation d'une partie de l'annuaire de la Faculté : rédaction des "notes historiques", disposition de la matière. Au même titre, on m'a chargé de distribuer aux journaux des communiqués sur les cours offerts par la Faculté. Cette fonction peut requérir huit jours de travail par année.
- b) En qualité de directeur de l'Institut d'histoire, dont je suis le fondateur, j'ai, matériellement, organisé cet institut. Cette fonction implique l'élaboration du programme d'études, la redistribution des cours et des séminaires d'histoire, la rédaction de la partie de l'annuaire réservée à l'Institut, la préparation de l'inscription de chacun des étudiants (choix de son programme), la constitution d'un dépôt d'archives, en un mot, la direction des études historiques[1]. J'ai aussi préparé le budget de l'Institut pour l'année 1948-1949. Je travaille présentement à la mise en train d'un service de recherches[2]. La direction de l'Institut est un travail constant : elle me maintient à mon bureau tous les jours de 9h. à 5h. En bloquant tout ensemble, j'estime qu'elle requiert en moyenne deux jours par semaine.
- c) A titre de membre du conseil de direction de la Faculté, je prends part aux délibérations du conseil lorsqu'il est convoqué.

II

2. Enseignement.

- a) Durant le premier semestre de cette année, je donne les cours suivants[3]:

Méthodologie	1 cours par semaine[4]
Histoire constitutionnelle du Canada	2 cours par semaine
L'exploration de la Nouvelle-France	1 cours par semaine
Histoire de la littérature canadienne	2 cours par semaine

Durant le second semestre :

Les institutions publiques de la N.-France	1 cours par semaine
L'exploration de la Nouvelle-France	1 cours par semaine

- b) La durée de chaque cours est de 55 minutes.
 c) L'un portant l'autre, chaque cours exige une préparation immédiate de 3 heures. (Pour la préparation éloignée, voir III, 8).

d) Nombre d'étudiants qui suivent mes cours[5] :

Méthodologie	23 étudiants
Histoire constitutionnelle du Canada	7 étudiants
L'exploration de la Nouvelle-France	16 étudiants
Histoire de la littérature canadienne	26 étudiants[6]

Note: Je donne un cours particulier d'histoire constitutionnelle à 2 étudiants en droit, qui ne peuvent pas suivre ce cours, de 1 h. à 5 h. Comme le cours d'institutions publiques de la Nouvelle-France ne commence qu'au second semestre, toutes les inscriptions n'y sont pas faites; il y en a actuellement 3 d'effectuées; l'an dernier, il y en avait [7].

3. Examens.

Chacun des cours précités se termine par un examen écrit de 2 heures. Tout étudiant subit aussi un examen oral d'un quart d'heure sur chacune des matières. Je surveille personnellement les examens. La correction d'un manuscrit requiert de 20 à 30 minutes.

4. Thèses.

Je dirige actuellement 16 thèses; en voici la liste :

a) Thèses de maîtrise (minimum requis : 10[8] pages chacune):

Fr. Lée, S.C.[9], Adjutor Rivard et son œuvre;
 Fr. Pierre, S.C., L'œuvre historienne de J.-E. Roy;
 Fr. Léonidas, S.C., L'introduction du romantisme au Canada français;
 Fr. Gaston-Joseph, I.C., Le Régime seigneurial en Nlle-France;
 Germaine Delisle, Analyse critique des bio-bibliographies canadiennes;
 Florent Tessier, Frontenac et la traite de l'eau-de-vie;
 Ghislaine Gravel, L'Ouest canadien dans les romans;
 M. Gagnon, Olivar Asselin;
 Josephine McKenier, Thomas D'Arcy McGee;
 R.P. E. Forget, S.J.[10], Louis Riel et les événements de 1870.

b) Thèses de doctorat (minimum requis : 200 pages chacune)[11] :

R.P. J. Emery, S.J., Le P. Chastelain, missionnaire en Nlle-France;
 R.P. R. Latourelle, S.J., La Vie et les écrits de S. Jean-de-Brébeuf;

R.P. F. Larivière, S.J., La Vie et les écrits de S. Charles Garnier;
Gérard Bessette, Les Images dans la poésie canadienne;
Dollard Perreault, La Carrière politique de Pierre Bédard;
Gisèle Sevenster, Nouvelle-Hollande et Nouvelle-France.

- c) Chaque candidat demande en moyenne une entrevue à tous les quinze jours[12]. Une thèse de doctorat se termine par un examen (oral) privé de 3 heures et une soutenance publique d'une heure. Jointe à la lecture des manuscrits, la direction des thèses exige en moyenne 3 heures par semaine dans le 1^{er} semestre et 8 ou 9 heures dans le second.

5. Direction intellectuelle.

J'assume la direction intellectuelle des étudiants de l'Institut d'histoire ainsi que celle des étudiants qui suivent mon cours d'histoire de la littérature canadienne-française (cours rattaché à l'enseignement de la littérature française). Comme j'enseigne la méthodologie, plusieurs candidats à la maîtrise et au doctorat viennent me demander des conseils à l'époque où ils se disposent à présenter leurs thèses[13]. Je reçois un étudiant ou deux chaque jour : l'entrevue dure de 10 à 30 minutes.

6. Séminaires.

Je dirige un séminaire par semaine durant le 1^{er} semestre; 2 par semaine durant le second. 15 étudiants assistent au séminaire; le même nombre d'étudiants assisteront au 1^{er} séminaire du second trimestre; présentement, 5 étudiants se sont inscrits au séminaire qui commence au second semestre : d'autres inscriptions sont possibles.

Ce qui se passe au séminaire : chaque étudiant choisit un sujet au début du semestre, se constitue une bibliographie, puis vient, à tour de rôle, présenter le résultat de ses recherches, qui est discuté par le groupe; à la fin du terme, l'étudiant remet un rapport écrit de 25 pages ou plus.

Chaque séminaire dure une heure par semaine.

Préparer la liste des sujets proposés au choix des élèves et effectuer ma propre mise au point sur ces sujets en vue de leur discussion exigent généralement 15 jours de travail avant le début du trimestre. La correction d'un manuscrit exige d'une heure à une heure et demie.

7. Travaux pratiques en laboratoire... -- Aucun.

8. Recherches scientifiques. Je les poursuis surtout pendant les vacances. Tous les ans, je fais un séjour aux Archives Publiques du Canada (Ottawa)[14]. Un séjour de 8 jours aux Archives me permet d'accumuler de 5,000 à 7,000 pages de documents. Pour préparer cette session annuelle, je dois compulser durant une quinzaine de jours les Rapports (publiés depuis 1872) des Archives Publiques. Je dépouille ensuite cette documentation durant les vacances et au cours de l'année. Mes notes servent

- a) à la préparation de mes cours; elles complètent la documentation qui m'est accessible dans les bibliothèques de Montréal;
- b) à la rédaction de mes livres et de mes communications diverses. Recherches personnelles et recherches effectuées en vue de mon enseignement vont de pair. Exemple : je fais servir à mon cours sur les Institutions publiques de la N.-France les notes que j'ai recueillies pour la Civilisation de la Nouvelle-France[15] et pour François Bigot, administrateur français[16].

Jusqu'ici, mes recherches n'ont pas été subventionnées par une source extérieure à l'Université. Je me dispose cependant à faire, du 15 mai au 15 juin, un séjour aux Archives de la Bibliothèque du Congrès (Washington, D.C.) qui sera subventionné par les Conseil des Recherches des Humanités au Canada[17]. La documentation que j'y prendrai servira au cours que je dois donner l'an prochain sur l'Exploration de la N.-France : II la vallée du Mississippi et aussi à une biographie de Jean-Baptiste Le Moyne de Bienville[18]. Je consacre trois mois par année aux recherches scientifiques, en plus de mes fins de semaines et d'une partie de mes soirées.

- IV -

9. Comités de faculté ou de l'Université.

- a) Je n'ai été appelé à faire partie d'aucun comité de l'Université.
- b) À la Faculté des lettres, je fais partie du comité désigné pour faire rapport sur les "crédits" des étudiants dont les équivalences sont douteuses. Ce travail requiert un temps négligeable.

10. Représentation.

Je ne représente jamais la Faculté des lettres ni l'Université à des congrès, etc. S'il m'arrive d'y assister, c'est uniquement à titre personnel.

J'ai prononcé, en avril 1944, une conférence sur Gonzalve Desaulniers[19] au Macdonald College; en septembre 1948, une conférence sur les dernières années de l'intendant Bigot à la Société historique de Montréal.

Je n'assume aucun enseignement en dehors de la Faculté des lettres.

Voir, pages suivantes, la liste de mes "publications"[20].

Commentaires

Par Thomas Wien

1. Frégault se présente en directeur qui met la main à la pâte, allant jusqu'à préparer l'inscription des étudiant.e.s. La gamme des tâches paraît plus vaste que celle d'une personne occupant cette fonction de nos jours, reflet sans doute de la fondation récente de l'Institut et de ses effectifs restreints (étudiant.e.s, professeurs, personnel de soutien). En 1948, l'Institut compte 4 professeurs titulaires, soutenus par autant de chargés de cours. Tous sont des hommes. *Annuaire de la Faculté des lettres*, 29e année, 1948-1949, p. 3-6.
2. Frégault accordait beaucoup d'importance à l'Institut en tant qu'unité de recherche. Voir sa présentation du nouvel Institut d'histoire (ci-dessus).
3. En 1948-1949, les sept cours et séminaires (dont deux en méthodologie) donnés par Frégault comptent pour plus du tiers de la vingtaine d'enseignements offerts par l'Institut. Mobilisant 5 enseignants, Frégault compris, 10 cours offerts cette année-là portent sur l'histoire canadienne. *Annuaire de la Faculté des lettres*, 29e année, 1948-1949, p. 45-49.
4. Cours donné par Frégault depuis 1943, d'abord à titre de chargé de cours. Ce serait le premier cours de méthodologie historique enseigné dans une université québécoise francophone (J. Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise* [Sillery, QC, Septentrion, 1993], p. 237). Frégault utilisait le manuel *A Guide to Historical Method* (New York, Fordham University Press, 1946). Inspiré par l'école historique allemande, l'ouvrage était l'œuvre de deux jésuites: Gilbert J. Garraghan et Jean Delanglez (ce dernier étant le directeur de thèse de Frégault). Frégault prévoyait traduire en français et adapter ce manuel et dit utiliser l'original dans son enseignement, en attendant : G. Frégault, « Compte rendu de G.J. Garraghan et J. Delanglez, *A Guide...* », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 1, 2 (1947) : 163-165.
5. Ce sont en principe des candidat.e.s à la licence menant à l'enseignement collégial. Le baccalauréat du cours classique permettant d'accéder directement à la maîtrise, l'Institut n'a pas de programme de premier cycle au sens actuel du terme. Le programme prendra corps graduellement dans les années 1950, au rythme d'une ou deux nouvelles inscriptions par année. Lucien Campeau, « Notes sur le Département d'histoire de l'Université de Montréal », *Bulletin du Centre de recherche en civilisation canadienne-française*, décembre 1974, p. 5. Tous cycles et années de parcours confondus, le nombre total d'étudiant.e.s inscrits en histoire ne dépassera la centaine que vers 1963, en pleine Révolution tranquille. René Durocher, « L'émergence de l'histoire du Québec contemporain », dans G.-H. Lévesque et G. Rocher, dir., *Continuité*

et rupture : les sciences sociales au Québec (Montréal, PUM, 1984), p. 300.

6. Frégault, titulaire d'une licence ès lettres et qui, avant de se faire historien à Chicago, prévoyait faire des études littéraires à Paris, a hérité de ce cours longtemps donné par le doyen Émile Chartier. La majeure partie des notes qu'il a compilées pour l'enseigner a été publiée par les soins de Réginald Hamel : Guy Frégault, *Histoire de la littérature canadienne-française, seconde moitié du XIX^e siècle* (Montréal, Guérin, 1996), 626 p.
7. Sic.
8. Il manque un zéro : 100 pages.
9. C.S.C., Congrégation de Sainte-Croix, ordre enseignant qui gère notamment le collège Saint-Laurent (où Frégault a étudié).
10. Huit des 16 étudiant.e.s encadrés par Frégault sont des jésuites ou des frères de Sainte-Croix. À la fin des années 1940, les postes dans l'enseignement supérieur francophone au Québec sont encore largement réservés aux religieux.
11. Minimum parfois largement dépassé, comme en témoignent les notices bibliographiques des thèses déposées : R. Latourelle, 467 f.; G. Bessette, 498 f. (mais F. Larivière: 199 f.).
12. Fréquence étonnante!
13. Frégault finira par produire un guide de 18 p., « Comment préparer une thèse » (1949).
14. Frégault (aidé de son épouse Lilianne Rinfret) filme principalement des transcriptions de documents officiels que les Archives canadiennes ont fait faire en France ou en Grande-Bretagne. Les microfilms servaient aussi à des fins d'enseignement. Au nombre de 86, ces bobines font aujourd'hui partie du Fonds Guy-Frégault des Archives du Centre de recherche en civilisation canadienne-française (Université d'Ottawa) : <http://137.122.9.126/downloads/fonds-guy-fregault.pdf>
15. Montréal, Société des Éditions Pascal, 1944. 285 p.
16. Cette biographie parut en décembre 1948 : Montréal, Études de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, 1948, 2 t., 442 et 415 p.

17. Conseil canadien de recherches sur les humanités, organisme non gouvernemental fondé à Toronto en 1943 et subventionné par des universités canadiennes, la Fondation Rockefeller et la Dotation Carnegie.
18. Projet délaissé, finalement, au profit d'une étude sur la période louisianaise de Vaudreuil de Cavagnial : *Le Grand marquis* (Montréal, Fides, 1952, 481 p.). Devenu gouverneur de la Nouvelle-France, ce dernier est aussi un sinon le personnage-clé de *La guerre de la Conquête* (Montréal, Fides, 1955, 514 p.).
19. (1863-1934). Poète, journaliste et juriste aux idées progressistes; Frégault appréciait sa poésie. http://www.biographi.ca/fr/bio/desaulniers_gonzalve_16F.html
20. La liste ne fait pas partie du dossier archivé. Jean Lamarre a publié une bibliographie complète des travaux de Frégault : *Le destin...*, p. 495-515.

Lionel Groulx et l'Université de Montréal : une relation compliquée.

Par Ollivier Hubert, professeur au département d'histoire

En 1915, Lionel Groulx a 36 ans lorsqu'il est engagé comme professeur d'histoire à l'École des hautes études commerciales de Montréal et au Collège Marguerite-Bourgeoys, prolongeant une carrière pédagogique entamée à Valleyfield une quinzaine d'années plus tôt. Auteur nationaliste et catholique qui commençait à se faire une réputation, Groulx était aussi approché par l'Université de Montréal pour livrer, devant ce qu'il est convenu d'appeler un « public cultivé », une série de cinq conférences sur l'histoire du Canada. Il répétera l'exercice plusieurs années et en tirera la matière de ses premiers ouvrages d'histoire, qui rencontreront le succès commercial.

Ces livres sont guidés par une volonté narrative forte : démontrer que les Canadiens français appartiennent, au même titre que les Canadiens anglais, à une « race supérieure » et qu'ils ont été, à ce titre, injustement traités par leur conquérant. On notera la centralité du thème de l'injustice chez Groulx. Nous le retrouverons précisément au cœur du litige qui l'opposa à l'Université de Montréal à la fin de sa carrière et qu'évoque le document d'archives que nous avons choisi de commenter.

Groulx n'est pas diplômé en histoire, mais en philosophie et en théologie. En 1917, probablement afin d'offrir plus de légitimité à son intégration au corps professoral à titre de professeur agrégé, l'Université de Montréal (alors Université Laval à Montréal) lui octroya un diplôme de maîtrise ès arts. Quelques années plus tard, Groulx commença à donner des cours à la Faculté des Lettres, délaissant ses fonctions aux HEC. Démarra ainsi une carrière d'enseignant-chercheur, qu'il conduisit parallèlement avec celle de l'intellectuel militant dont la célébrité allait croissant. Il exista du reste entre ces deux carrières une forte perméabilité.

La recherche de notoriété dans plusieurs champs de légitimation (le champ universitaire, le champ intellectuel, le champ littéraire, le champ médiatique) est un exercice périlleux puisque les règles de distribution de la reconnaissance y sont non seulement différentes, mais souvent contradictoires entre elles. Groulx, qui aspirait à s'imposer sur toutes les scènes qu'il fréquentait, fera l'expérience mortifiante des inconvénients d'une telle stratégie lorsque, en 1926, il se verra refuser une augmentation de salaire. L'Université reprochait à Groulx de disperser ses énergies au détriment de son devoir professionnel. Le chanoine, pour sa part, évoqua des raisons politiques. On lui faisait payer, disait-il savoir, ses idées anticonformistes. Quoi qu'il en soit du bien-fondé de ces deux interprétations, c'était bien la figure du professeur-chercheur doublé d'un intellectuel public qui faisait problème. La rebuffade lui fera un moment envisager la démission, mais Groulx finira par accepter de renoncer à son poste rémunéré de directeur de la revue d'idées nationaliste *L'Action française* pour obtenir un poste à temps plein à l'UdeM.

La situation fut régularisée en 1928, même si, dans le cadre de ses luttes administratives, Groulx avancera plutôt la date de 1926. Groulx devint professeur salarié de l'institution en s'engageant contractuellement à « consacrer tout son temps à l'enseignement et à la recherche ». Comparativement à ce qui est aujourd'hui demandé d'un·e professeur·e à l'Université de Montréal, la charge exigée dans le contrat d'embauche apparaît légère. Les honoraires d'environ 40 000 \$ par année en dollars constants de 2023 sont tout aussi minces, faut-il reconnaître. C'était ceux d'un professeur ecclésiastique (c'est-à-dire d'un prêtre que l'évêque avait affecté à la mission enseignante) et non d'un professeur de carrière laïc. En 1932, Groulx présenta le texte de son livre *L'enseignement français au Canada* à titre de thèse de doctorat ès lettres, diplôme qui lui sera décerné par l'Université même qui l'employait : mesure qui démontre que l'UdeM craignait que le parcours atypique de certains membres de son corps enseignant nuise à son image.

Le conflit qui opposa en 1949 Groulx, alors septuagénaire, à l'Université autour du montant de sa pension de retraite est déterminé par les ambiguïtés de la relation qui unit les deux parties. Les services administratifs calculaient que l'UdeM devait au chanoine une pension d'environ 11 000 \$ par année en dollars constants de 2023, somme qui consterna le principal intéressé par sa modicité. L'Université considérait en effet que Groulx n'était son employé que depuis le contrat de 1928. Un employé, qui plus est, ecclésiastique, c'est-à-dire moins bien payé qu'un autre car en principe dégagé des obligations financières qui grèvent les revenus des laïcs : l'entretien d'un domicile et la charge d'une famille, par exemple. Le salaire de base utilisé pour établir le montant de la prestation de retraite de Groulx était par conséquent modeste, ce qui expliquait la faiblesse des prestations.

À ce calcul, Groulx opposa une rhétorique appuyant sur plusieurs boutons pour obtenir un traitement de faveur : le sacrifice injustement récompensé du loyal serviteur de l'Église dans une université catholique, les égards que toute institution doit avoir pour ses pionniers, la reconnaissance que méritent le rayonnement et la qualité de ses activités de recherche et de vulgarisation comme le nombre de ses prix et distinctions. Plus étonnant, Groulx avançait également que l'Université lui devait une compensation parce qu'elle l'avait empêché durant toute sa carrière de bien faire son métier d'historien en le payant trop chichement. Un ensemble de justifications symboliques qui valurent au requérant une rétribution symbolique — en l'occurrence l'éméritat — mais pas un sou de plus.

Aux motifs moraux s'ajoutait une déclaration plus pragmatique : les besoins financiers relatifs au soutien des initiatives structurantes lancées par Groulx depuis peu, c'est-à-dire l'Institut d'histoire de l'Amérique française et la revue scientifique publiée par cette association savante. Ce dernier argument était à double tranchant, car il revenait à demander à l'UdeM de subventionner la recherche historique canadienne-française, ce qui dépassait assez largement la question de la pension de retraite d'un employé.

Les termes du plaidoyer ne semblèrent pas émouvoir les commissaires de l'Université aux divers paliers de son administration et, à la Faculté de lettres (un bien petit monde encore à ce moment-là), les anciens collègues du professeur Groulx ne s'étaient pas solidarisés pour le défendre. Le chanoine changea par conséquent de stratégie en retenant les services d'un avocat qui porta la cause auprès du chancelier de l'Université, Joseph Charbonneau,

également archevêque de Montréal. L'avocat obtiendra pour son client une rente d'environ 25 000 \$ par année en dollars constants de 2023.

Au total, l'affaire ouvre des pistes de recherche stimulantes sur l'histoire du professorat dans les Universités catholiques du Canada.

Document 3 : Lettre de Lionel Groulx à Jean Houpert

Lettre de L. Groulx à Jean Houpert, secrétaire de la Faculté des Lettres, Université de Montréal, 10 novembre 1949. E 16 D1.2.58 : dossiers particuliers, L. Groulx 1915-1962. Archives de l'Université de Montréal.

Outremont, le 10 novembre 1949

Monsieur Jean Houpert, secrétaire
La Faculté des Lettres,
Université de Montréal,

Monsieur le secrétaire,

J'ai reçu votre bonne lettre du 24 octobre dernier. C'est un profond merci que j'adresse à la Faculté des Lettres de Montréal pour les honneurs qu'il lui plaît de me conférer. Ces honneurs, je l'écris sans fausse modestie, sont bien au-dessus de mes mérites. Et je prie la Faculté d'accepter l'expression de mon entière gratitude. [1]

Me permettez-vous de profiter de l'occasion pour rouvrir la question de ma pension et m'exprimer là-dessus en toute franchise? J'allais précisément vous écrire à ce sujet, lorsque votre lettre m'est arrivée.

Le 3 mars 1949 j'autorisais, par écrit, M. Guy Frégault à négocier, en mon nom, une pension de retraite auprès de la Société d'administration de l'Université de Montréal. Cette façon de procéder avait été indiquée oralement à M. Frégault par M. Maximilien Caron, puis par une lettre de Me Gérard Trudel, en date du 26 mars 1949. Dans sa réponse à M. Trudel, M. Frégault fit valoir, en particulier, deux considérants que je lui avais soumis: je demandais cette pension après trente-quatre ans de services et non pas à l'âge réglementaire de 65 ans, mais à 71 ans passés; je la demandais, non pour rentrer dans une retraite qui serait l'inaction, mais pour continuer et achever, avec l'aide de Dieu, des travaux d'histoire restés en plan par suite des conditions défavorables où il m'avait fallu travailler. Continuer mes travaux d'histoire, je m'en expliquai à M. Frégault, cela voulait dire: garder les moyens de rester chez moi, près de ma bibliothèque et de mes archives, avec l'aide de mon personnel. [2]

Après avoir pris connaissance de ma pétition, présentée le 29 mars 1949, par M. Frégault, M. Trudel parut se raviser et informa mon négociateur, le 14 avril 1949, que la supplique "devrait être présentée par le Conseil de la Faculté". J'ignore ce qui s'est passé depuis cette date: la première nouvelle que j'en eus, fut, à la fin de juillet dernier, au lieu du chèque ordinaire de \$250.00, un chèque de quelque \$75.00 que me fit parvenir l'admi- [3]

nistration de l'Université et qui devait être effectivement le montant mensuel de ma pension. Je ne puis m'empêcher de regretter qu'en toute convenance, ce me semble, l'on ne m'ait soumis, au préalable, aucune proposition ni demandé mon avis sur cette solution. Mis au courant en temps opportun, j'eusse tout simplement repris mon enseignement à l'Université. Ce fut d'ailleurs le parti qu'à la suite de mon immédiate protestation, Monseigneur le Recteur et Son Excellence le chancelier de l'Université me conseillèrent de prendre, le 8 août 1949 (Lettre de Mgr le Recteur), "jusqu'à ce que", m'écrivait-on, "nous trouvions une solution plus favorable". Il est bien évident, en effet, par ma lettre du 24 octobre 1949 à M. Frégault, que je n'ai jamais, ni oralement ni par écrit, démissionné de ma chaire d'histoire et que mon départ de l'Université se subordonnait au paiement d'une pension convenable. Or, il faut bien s'en rendre compte: non seulement la pension moins que congrue qu'on me paie, ne me permet pas de rester chez moi et de continuer mes travaux; au coût actuel de logement et de pension que chacun connaît, je pourrais à peine me réfugier dans une hospice.

[4]

Après une enquête menée de sa propre initiative, par un avocat de mes amis, auprès de la Société d'administration de l'Université de Montréal, voici ce dont il m'informe: la dite Société "n'a adopté aucune résolution spéciale relativement à votre mise à la retraite et à votre pension. Cette Société s'est bornée à adopter le budget qui lui a été soumis, budget venant de la Faculté des Lettres et comportant la mention suivante, pour l'année 1949-1950: "Pension à M. le Chanoine Lionel Groulx, \$945.00". De son côté, Mgr Maurault m'écrivait, le 8 août dernier: "On me dit que les calculs ne pourront porter que sur les années où vous avez été professeur plein-temps à l'Université et non pas sur celles où l'on vous payait à la leçon. Ce sont ces calculs, à l'avenir, -appliqués à tous les cas, - qui ont produit la somme que vous savez".

[5]

Je vous le confesse: j'ai lieu de m'étonner de ces calculs. Qui a renseigné la Société d'administration ou le "Comité spécial"? Je veux bien croire qu'on l'a fait en toute bonne foi. La vérité stricte n'en reste pas moins que jamais je n'ai été payé à la leçon à l'Université de Montréal. On voudra bien noter tout d'abord, que depuis 1926, soit depuis vingt-trois ans -- date où, pour recueillir ma vieille mère infirme et sur le conseil de Son Excellence, Mgr Georges Gauthier, recteur alors de l'Université, -- j'ai décidé de tenir maison, l'Université m'a accordé un salaire global de \$2,400. puis de \$2,600 ~~et~~ qui, depuis deux ans, sans que je l'eusse sollicité, avait été porté à \$3,000.00. D'autre part, dans les années antérieures, soit de 1915 à 1920, pour un enseignement que je définirai tout à l'heure, je n'ai reçu qu'un salaire nominal, soit \$50. la première année, pour la raison que le budget de l'Université ne disposait d'aucun crédit pour l'enseignement de l'histoire. Il n'existait de crédit que pour la chaire de littérature dont au surplus les Messieurs de Saint-Sulpice faisaient les frais. Pour maintenir

[6]

la chaire d'histoire canadienne, fondée de par l'initiative de Mgr Paul Bruchési, Mgr Dauth, le recteur du temps, m'envoya gagner ma vie à l'École des hautes études commerciales de Montréal où l'on me surchargea d'un triple enseignement: Histoire du Canada, Histoire universelle, Histoire du commerce. En 1920, avec la réorganisation de l'Université, la Faculté des Lettres, réorganisée elle-même, me confia des cours fermés, pour lesquels elle m'attribua un traitement qui n'a jamais dépassé, autant que je me souviens, \$300. par année. Mais je fais observer qu'en même temps, et depuis 1915, date où j'occupai la chaire d'Histoire du Canada, on m'imposait, chaque année, cinq à six conférences publiques d'histoire du Canada, c'est-à-dire que, tout en m'obligeant à travailler principalement pour l'Université, je manquais des moyens de m'acquitter convenablement de ma tâche.

Et c'est ici, je le crains, que confusion a été faite entre leçons et conférences publiques: ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Les gens du métier vous diront qu'on peut trouver des professeurs qui s'engageront à faire 50 à 60 cours d'histoire, mais qu'on n'en trouverait guère pour accepter de faire cinq à six conférences publiques d'histoire par année. Préparer aux archives, puis écrire ces cinq ou six conférences, cela veut dire préparer et écrire par an un volume d'histoire d'environ 300 pages. Corvée harassante, à laquelle je me suis pourtant prêté pendant vingt-six ans, de 1915 à 1941, tout en gardant, à partir de 1920, mes cours fermés, et sans recevoir avant 1926, soit pendant onze ans, qu'on veuille bien le noter, aucun salaire pour ces conférences. Il serait donc inouï que l'administration de l'Université qui, pendant ces onze ans ne m'a pratiquement rien versé pour une corvée exceptionnelle, fût maintenant entrer en ligne de compte ces années de services impayés pour diminuer la moyenne de ma pension.

[7]

Certes, je ne me fais pas illusion sur la valeur de cette littérature historique. Elle ne pouvait valoir davantage dans les conditions défavorables où l'on m'a contraint de travailler. Me permettra-t-on de faire remarquer toutefois que j'ai publié huit volumes de ces conférences publiques, et que, à la demande expresse du doyen de la faculté, l'un de ces volumes, l'Enseignement français au Canada, m'a servi de soutenance pour un doctorat ès lettres? Je ne crois pas, à tout prendre, et en dépit de tout, que mon enseignement ait nui au prestige de l'Université de Montréal, si j'en juge par l'appréciation qu'en faisait, il y a peu d'années, Mgr le recteur actuel, lorsque l'Université, de son propre et unique mouvement - on le sait - me décernait un diplôme de doctorat en droit honoris causa. C'est, pour le même enseignement, donné pendant deux ans chez elle, que l'Université d'Ottawa me décernait, en 1934, le même doctorat en droit. Et c'est un peu pour le même enseignement, sans doute, que l'Université Laval m'accordait, en 1937, le titre

de docteur ès-lettres honoris causa. Me permettra-t-on encore d'ajouter que l'ancien professeur d'histoire du Canada compte parmi les trois ou quatre professeurs de l'Université de Montréal que l'Institut scientifique franco-canadien envoya donner des cours en Sorbonne et que ces cours, de par l'initiative de France-Amérique -- et sans que j'y fusse pour rien -- ont été publiés à Paris, chez Delagrave? Ajouterai-je enfin que, pour l'un de ces volumes, la Société historique de Montréal m'accordait sa médaille ~~de~~ vermeille, et que, l'an dernier, la Société Royale du Canada me décernait, pour l'ensemble de mon oeuvre d'histoire, sa médaille Tyrrell? Pour le reste, je renvoie au témoignage bienveillant que M. Guy Frégault voulait bien me rendre dans sa lettre du 29 mars 1949 à M. Gérard Trudel.

[8]

Ce n'est qu'avec infiniment de répugnance, on est prié de le croire, que je décline tous ces pauvres titres. Je ne le fais que pour obéir à ceux qui me guident en cette affaire. Et que ceux-là qui me contraignent à cette pénible nécessité, en portent la responsabilité.

Je réclame donc une pension convenable qui me permette de continuer en paix des travaux d'histoire restés en plan par la faute des conditions de travail qui furent les miennes. Je demande cette pension, non comme une faveur, mais comme un dû en toute justice, ce me semble, après trente-quatre ans de service. Je demande le traitement que toute institution, qui a quelque souci de la justice sociale, accorde généralement à ses vieux employés.

[9]

Je prie en conséquence le Conseil de la Faculté des Lettres, ou de vouloir bien inclure cette pension dans son budget, ou de présenter ma supplique aux administrateurs du fonds de pension de l'Université de Montréal qui, eux, me dit-on, seraient disposés à me faire justice. Et comme ce système de pension pourrait être établi dès janvier 1950, je prierais encore le Conseil de la Faculté des Lettres de prendre une décision, le plus tôt possible.

[10]

Veuillez croire, Monsieur le Secrétaire, que j'ai écrit ce mémoire sans la moindre acrimonie. Il va de soi que je tiens à quitter l'Université et la Faculté des Lettres en toute paix et cordialité.

261 avenue Bloomfield,
OUTREMONT (8) P.Q.

Lionel Groulx
Lionel Groulx, ptre

P.-S. Je vous fais savoir, en toute loyauté, que copie de ce mémoire a été adressée à Son Excellence le Chancelier, à Mgr le Recteur et à M. Antonio Perrault, avocat.

L.G.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Famille des Lettres

Salaires payés au Chanoine L. Brune de 1924-25 à 1948-49

	Salaires	Cours exclus	Total -
1924-25		632 -	632 -
1925-26		630 -	630 -
1926-27		635 -	635 -
1927-28		635 -	635 -
1928-29	2400 -	30 -	2430 -
1929-30	2400 -	30 -	2430 -
1930-31	2400 -	32 -	2432 -
1931-32	2400 -	30 -	2430 -
1932-33	2160 -	5 -	2165 -
1933-34	2160 -	7 -	2167 -
1934-35	2160 -		2160 -
1935-36	2160 -		2160 -
1936-37	2160 -		2160 -
1937-38	2160 -		2160 -
1938-39	2160 -	5 -	2165 -
1939-40	2160 -		2160 -
1940-41	2160 -	9 -	2169 -
1941-42	2160 -	7 -	2167 -
1942-43	2160 -	50	2160 50
1943-44	2160 -		2160 -
1944-45	2160 -		2160 -
1945-46	2400 -		2400 -
1946-47	2640 -	10 50	2650 -
1947-48	3000 -	20 -	3020 -
1948-49	3000 -		3000 -

21 ans

1949-50 retraite * 2000 par année.

calculé d'après le fonds de pension

1925 à 1948 = 21 ans @ 1 1/4% de 3000 - = 945 00

Commentaires

Par Ollivier Hubert

1. Lionel Groulx fait référence à sa nomination au titre de professeur émérite, bonbon que l'Université lui offre en espérant calmer ses ardeurs revendicatrices. Manœuvre dont Groulx n'est manifestement pas dupe.
2. C'est le cœur du contentieux puisque le registre de la paie de la Faculté de lettres indique que Lionel Groulx est son salarié à partir de l'année universitaire 1928-1929 et compte par conséquent vingt et une années de service et non trente-quatre.
3. Groulx rend l'Université de Montréal responsable du retard qu'il aurait pris dans le développement de sa recherche. À d'autres moments de leur relation, c'est plutôt l'Université qui reprochait à Groulx de ne pas suffisamment s'investir dans son travail de chercheur en privilégiant ses activités militantes.
4. La pension calculée par l'Université est en effet dérisoire. Cependant, le portrait que Groulx dresse de sa condition matérielle est misérabiliste. Nous ne connaissons pas la situation financière exacte, mais il possède au moins un actif non négligeable : sa maison de la rue Bloomfield à Outremont qui lui a été offerte une dizaine d'années plus tôt à la suite d'une souscription publique organisée par des associations nationalistes.
5. Le calcul en question figure dans le document administratif produit en annexe. Le recteur Olivier Maurault a suggéré à Groulx qu'il demandait un traitement de faveur, ce qui est en effet le cas. Puisque l'Université est en train de réviser et d'uniformiser sa politique de rétribution de ses professeurs retraités, il est bien évident qu'elle cherche ici à éviter l'établissement d'un précédent.
6. Administrativement, l'Université voit en lui un chargé de cours devenu sur le tard (à 50 ans) professeur. Groulx considère quant à lui sa carrière universitaire comme la forme prise par son sacerdoce. De plus, il entend faire valoir le caractère spécifique de son mode de vie : celui d'un ecclésiastique vivant dans l'indépendance à l'égard de la communauté cléricale, là où ses confrères vivent habituellement leurs dernières années.
7. Groulx propose une lecture sacrificielle de ses activités de conférencier public, qui pourtant jouèrent un rôle déterminant dans la construction de son personnage « d'historien national ».
8. L'ensemble de ce paragraphe développe l'argument du mérite particulier justifiant la faveur.

9. Groulx tente de retourner la logique du conflit. Dans les faits, il réclame davantage que son dû. Cependant, selon lui, sa requête relèverait plutôt (1) soit de la « justice sociale » (un raisonnement quasi syndical) (2) soit de la réparation (l'Université l'ayant très mal traité tout au long de sa carrière).

10. L'auteur admet par cette dernière remarque qu'il demande un privilège.

« Croissance *organique* de l'enseignement et de la recherche »

Par Thomas Wien

Au printemps 1971, le Département participe à un exercice de planification qui annonce de toute évidence la création, l'année suivante, de la Faculté des Arts et des Sciences. Les réponses du Département au questionnaire du comité « Opération Orientation » dressent une sorte de bilan en pièces détachées du premier quart de siècle de l'unité. La liste des 154 thèses et mémoires soutenus depuis 1947 constitue l'une de ces pièces (document reproduit et commenté ici)¹. C'est d'elle, surtout, dont il sera question ici.

Sans complexe, elle révèle la longue primauté de l'histoire québéco-canadienne, portée principalement par les trois historiens de l'École de Montréal. Maurice Séguin, Michel Brunet et surtout Guy Frégault sont en effet très actifs aux études supérieures. À eux seuls, ils dirigent les trois quarts des 27 thèses et les deux tiers des 127 mémoires déposés de 1947 à 1970. N'eût été le départ en 1959 de Frégault, cette hégémonie aurait été plus impressionnante encore : cet historien avait assuré près de la moitié des directions à l'Institut. Bien entendu, cette domination est aussi celle de l'histoire nationale, celle du Canada surtout français et principalement québécois. Si l'on ajoute à ce palmarès les fruits de l'encadrement de Lionel Groulx (au début) et ceux des jeunes disciples du trio (à la fin), le Département produit pas moins de 114 mémoires et thèses en histoire canadienne. Les autres grands domaines représentés avant 1971 sont réduits à la portion congrue : Antiquité et Moyen Âge, 16, Europe moderne et contemporaine, 23. Durant près de 25 ans, le Canada s'empare donc des trois quarts du total². La diversification croissante des champs d'intérêt – chez les professeur.e.s comme chez les étudiant.e.s – ne modifiera que plus tard l'éventail des sujets de recherche aux études avancées.

La liste des thèses et des mémoires du Département révèle une autre constante de l'intervalle 1943-1970. Leurs auteur.e.s composent un cénacle presque aussi masculin que celui des professeur.e.s. Les femmes représentent à peine un septième ou un huitième des effectifs des deux cycles. La situation évoluera cependant plus tard, et de belle manière. Au début des années 2000, la part des étudiantes ayant soutenu un mémoire ou une thèse atteindra près de 45 pour cent³.

¹ « Rapport du Département d'histoire pour le comité 'Opération-Orientation' » (mai 1971), Annexe E, AUM, E 16/B 18.

² « Secteurs d'activité au Département », « Rapport [...] 'Opération-Orientation' », Annexe G.

³ Fichier Excel des mémoires et thèses (1947-2007), Département d'histoire.



Séminaire d'histoire canadienne au pavillon Principal (futur pav. R.-Gaudry), vers 1950. Adossé au mur du fond, Frégault tient ses lunettes. Son voisin au visage partiellement caché est Maurice Séguin. De profil à l'extrémité droite de la photo, on voit Jean Blain, qui succédera à Frégault à l'Institut d'histoire en tant que spécialiste de la Nouvelle-France. À sa droite, le jésuite René Latourelle.

Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Guy-Frégault (P168), Ph95-124

Certains changements s'annoncent pourtant dès le premier quart de siècle de l'histoire du Département. De jeunes directeurs de mémoire et une directrice – la professeure Prince-Falmagne – se faufilent déjà aux côtés des têtes d'affiche de l'École de Montréal. Mais le changement le plus visible est certainement l'éclipse rapide, voire brutale, des étudiant.e.s religieux. S'ils représentent le quart des effectifs totaux sur l'ensemble de la période de 24 ans (6 hommes et une femme au 3^e cycle, 30 hommes et 5 femmes au 2^e cycle), leur présence marque la première quinzaine d'années seulement : ils disparaissent complètement à partir de 1964⁴. Précisons que pour saisir ce changement drastique, la liste des diplômé.e.s de 1971 n'a pas suffi. Il a fallu la confronter avec une autre, dressée en 1965, pour découvrir que 15 autres diplômés (hommes) sont en fait des religieux et non des laïcs⁵. La personne qui a compilé la liste de 1971 jugeait-elle superflu d'indiquer le statut des étudiants membres d'une congrégation ou ces hommes avaient-ils quitté l'Église entre-temps ? La question reste ouverte.

⁴ « Rapport [...] 'Opération-Orientation' » (mai 1971), Annexe E.

⁵ « Rapport : bref historique du département et autres renseignements » (1965), AUM, E 16/B 31.

Après 1971, des changements plus marqués s'opèrent. Il était sans doute inévitable que la part de l'histoire québéco-canadienne diminue avec le temps. En 1974, à un moment où le départ de quelques professeurs rend urgente une réflexion sur la politique d'embauche⁶, le directeur Jean-Pierre Wallot formule quelques principes de base. Il se fait l'avocat d'une « croissance *organique* de l'enseignement et de la recherche [...] à partir du noyau initial de l'histoire nationale », précisant que :

[l]e développement de l'histoire nationale est impensable sans l'élargissement correspondant du support immédiat que constitue l'étude historique des régions les plus étroitement liées au Canada, dans le temps (du XV^e au XX^e siècles) et dans l'espace (USA et l'Amérique latine d'une part, façade européenne occidentale d'autre part)⁷.

Cette volonté d'assurer le développement du secteur Québec-Canada tout en l'entourant d'aires connexes (et en le posant sur cet autre « socle » formé par Antiquité/Moyen Âge) anime la politique de développement départementale pendant un certain nombre d'années, avant de céder la place, avec le nouveau millénaire, à une volonté d'élargissement vers l'Asie et l'Afrique⁸. Au sein de la recherche étudiante, le tout se solde par un déclin de la part du Québec-Canada qui représente aujourd'hui tout juste 40 pour cent du total. Ce déclin par rapport à la période 1940-1970 est tout de même très relatif, car le nombre absolu des mémoires et thèses produits chaque année dans ce domaine s'est accru considérablement depuis les années 50 et 60⁹.

Bien entendu, le spatio-temporel n'est pas tout, loin de là. Depuis les années 1970, les discussions sur les plans d'embauche départementaux ont certes porté sur le « où » et le « quand », mais le « comment » et le « qui » alimentent aussi les débats. Privilégier quelles approches du passé, quelles populations, quelles facettes de l'existence humaine? Une analyse plus fine des sujets des mémoires et thèses permettrait de retracer cette évolution. Ce sera pour un autre recueil, celui du 100^e, peut-être. À titre de mise en bouche, lisons un dernier document décrivant l'encadrement aux cycles supérieurs au Département. Il est tout récent : il s'agit du programme des 22 présentations de projets de maîtrise qui ont eu lieu en avril 2022. Les séances s'étalèrent sur deux journées dont une fut presque entièrement consacrée à l'histoire des Autochtones¹⁰. Voilà où nous en sommes : assez loin, assurément, du « socle » national originel, mais plus près d'une histoire inclusive.

⁶ La charge de travail des professeur.e.s restants était devenue tellement lourde qu'on procéda à un contingentement des admissions au premier cycle. [Jean-Pierre Wallot], « Budget du Département d'histoire. Année 1974-1975 », AUM, E 16/B 32, p. 2.

⁷ *Ibid.*, p. 4-5.

⁸ Voir l'« Esquisse historique » de Michèle Dagenais, au début de ce recueil.

⁹ C'est du moins l'impression qui se dégage de l'analyse du fichier Excel départemental des mémoires et thèses, lequel offre un aperçu de l'encadrement au début des années 2000. Plus récemment, mais visant cette fois le nombre de thèses de doctorat soutenus dans tous les domaines de l'histoire entre 2016 et 2022, un rapport de la Société historique du Canada démontre que le Département se classe au troisième rang au Canada. *Rapport du comité de la Société historique du Canada sur l'avenir du doctorat au Canada*. Ottawa, 2022, p. 11 et 22.

¹⁰ « Présentations des projets de mémoire de maîtrise en histoire », 19-20 avril 2022, Département d'histoire de l'Université de Montréal.

Document 4 : Rapport Opération-Orientation, Annexe E

« Rapport [...] 'Opération-Orientation' » (mai 1971), E 16/B 18. Archives de Université de Montréal.

RAPPORT DU DEPARTEMENT D'HISTOIRE POUR LE

COMITE "OPERATION ORIENTATION"

DOCTORATS ES LETTRES [1]

AN	AUTEUR	TITRE	DIRECTEUR
1947 [2]	SEGUIN, Maurice	<u>La nation canadienne et l'agriculture 1760-1850</u>	Lionel GROULX
1948	GAGNÉ, Lucien	<u>Salaberry, (1778 - 1829)</u>	Lionel Groulx
1956	BILODEAU, Rosario	<u>Liberté économique et politique des Canadiens sous le régime français</u>	Guy FREGAULT
1959 [3]	PRINCE-FALMAGNE, Thérèse	<u>Un gouverneur de la Nouvelle-France, - Jacques- René de Brisay, Marquis de Denonville</u>	Guy FREGAULT
1961	FALMAGNE, Jacques	<u>Baudouin V, comte de Hainaut et de Flandre, Marquis de Namur (1150-1195)</u>	Antonin PAPILLON
1965	BERTRAND, Denis	<u>La Politique extérieure et militaire du Canada et la réaction canadienne-française à la veille de la deuxième guerre mondiale (1935-1939).</u>	Maurice SEGUIN
1967	LEFEBVRE, André	<u>La Montréal Gazette et le nationalisme canadien 1835-1842</u>	Maurice SEGUIN
1968/	GRENON, Michel	<u>L'Idée de progrès et l'orientation de l'instruction publique pendant la Révolution française, 1789-1793</u>	Michel BRUNET [4]

DOCTORATS ES ARTS

1947	MICHAUD, Marguerite	<u>La Reconstruction française au Nouveau-Brunswick, Bouctouche, Paroisse Type</u>	Lionel GROULX Antoine BERNARD
1949	COMÉAU, Joseph-Edouard	<u>L'enseignement du français dans les écoles de la Nouvelle-Ecosse depuis 1900</u>	Guy FREGAULT
1950	EMERY, Jules, s.j.	<u>Mémoires touchant S. Isaac Jogues</u>	Guy FREGAULT
1950	LARIVIERE, Florian	<u>Vie de Saint Charles Garnier</u>	Guy FREGAULT
1950-	LATOURELLE, René, s.j.	<u>Etude sur les écrits de S. Jean de Brébeuf</u>	Guy FREGAULT
1962	SEVENSTER, Gelske	<u>La vie et l'oeuvre de Jacques Cartier</u>	Guy FREGAULT (Michel BRUNET)

DOCTOR PHILOSOPHIAE(Ph.D.)

ANNEE	AUTEUR	TITRE	DIRECTEUR
1953	LAMONTAGNE, Roland	<u>Jean Talon et la colonisation de la Nouvelle-France</u>	Guy FREGAULT
1953	Soeur MARIE -de- Saint Jean D'Ars	<u>Claude Dablon, s.j. et la Nouvelle-France 1655-1697</u>	Guy FREGAULT?
1954	BOUSQUET, Denis	<u>Les Conférences impériales et la création du troisième empire britannique, 1887-1931</u>	Michel BRUNET
1957/	HARDIE, Thomas	<u>Claude de Ramezay</u>	Guy FREGAULT
1958	KAGE, Joseph	<u>Jewish Immigration and immigrant aid effort in Canada (1760-1957)</u>	Maurice SEGUIN
1958	VANASSE, Alfred R.	<u>A Social History of the Seigniorial Régime in Canada (1712-1739)</u>	Guy FREGAULT
1959	MONDOU, Paul A.	<u>Guibert de Nogent(1053-1124) et la conti- nuité historique du XIIe siècle</u>	Antonin PAPILLON
1962	AUSSERLEITNER, Walter Joseph	<u>The Double Dilemma of Contemporary German Communist Historiography (A Case of Moti- ational Complexity)</u>	Michel BRUNET [5]
1963 / [6]	Frère MARCEL-JOSEPH	<u>L'Abolition du régime seigneurial, 1820-1854</u>	Maurice SEGUIN
1965	GIGUÈRE, Georges- Emile,	<u>La Restauration de la Compagnie de Jésus au Canada (1839-1857)</u>	Michel BRUNET
1965	WALLOT, Jean-Pierre	<u>Le Bas-Canada sous l'administration de Craig, (1807-1811),</u>	Maurice SEGUIN
1968	BERNARD, Jean-Paul	<u>La Pensée et l'influence des Rouges 1848-1867)</u>	Maurice SEGUIN
1970	FILION, Maurice	<u>La Pensée et l'action coloniales de Maure- pas vis-à-vis du Canada (1723-1749)</u>	Roland LAMONTAGNE
MEMOIRES PREDOCTORAUX [7]			
1958?	DESHAIES, Bruno	<u>Deux législatures provinciales: Québec et Ontario(1867-1868)</u>	Maurice SEGUIN
1959	FALMAGNE, Jacques	<u>L'Expansion grecque du XIIe siècle au VIe siècle avant Jésus-Christ.</u>	Antonin PAPILLON
1960	LEFEBVRE, André	<u>Les Montréalais et la crise politique du Bas Canada (juillet 1835-mars 1836)</u>	Maurice SEGUIN
1961	GRENON, Michel	<u>La Hollande et la révolution intellectuelle des XVIIe et XVIIIe siècles</u>	Michel BRUNET

MEMOIRES PREDOCTORAUX(suite)

<u>ANNEE</u>	<u>AUTEUR</u>	<u>TITRE</u>	<u>DIRECTEUR</u>
1964	BERTRAND, Denis	<u>Les impératifs de la politique internationale et militaire canadienne, 1935-1939</u>	Maurice SEGUIN

DIPLÔMES D'ETUDES SUPERIEURES(D.E.S.)

1964	GIRY, Danielle/	<u>L'Apparition des professions bancaires dans l'Occident Médiéval Ve-XIIe siècle</u>	Antonin PAPILLON
1966	FILION, Maurice	<u>Maurepas, ministre de Louis XV(1715-1749)</u>	Roland LAMONTAGNE
1966	LAVALLEE, André	<u>La rébellion de 1885 dans le Nord Ouest Canadien: les réactions canadiennes et "canadian".</u>	Jean-Pierre WALLOT
1966	LONCOL, Jean-Marie	<u>Bolívar et le monde anglo-saxon</u>	Michel BRUNET
1967	DAGNEAU, Louis	<u>Introduction à l'étude du sentiment pessimiste en France de 1870 à 1914</u>	Frédéric SEAGER
1968	ALLARD, Michel	<u>Duhamel du Monceau et le ministère de la Marine</u>	Roland LAMONTAGNE
1968	DUROCHER, René	<u>Québec-Ontario-Ottawa, 1934-1939</u>	Jean-Pierre WALLOT
1968	GHOBRIL, Salim	<u>Le Royaume latin de Jérusalem: Histoire et institutions(1099-1291)</u>	Jacques FALMAGNE
1968	LAJEUNESSE, Marcel	<u>L'Opinion canadienne-française et les problèmes d'éducation au Bas-Canada (1840-1846)</u>	Michel BRUNET
1969	GRISE, Jacques	<u>Le premier concile provincial de Québec(1851)</u>	Michel BRUNET
1969	MAILHOT, Raymond	<u>La "Renaissance Adadienne"(1864-1888), L'Interprétation traditionnelle et Le Moniteur Adadien.</u>	Jean Pierre WALLOT
1970	ANGRIGNON, Pierre	<u>Le Canada économique sous la double intention des Raudot Lière partie: 1705-1708</u>	Jean BLAIN
1970	BELLIVEAU, Richard Joseph	<u>Joseph Israel Tarte and French Canadian Nationalism, 1876-1896</u>	Jean-Pierre WALLOT
1970	DAVID, Guy/	<u>Etude historiographique de la crise navale française sous Maurepas (1715-1749) d'après les écrits de l'Ecole de puissance navale</u>	Roland LAMONTAGNE
1970	LAWLOR, Jean-Paul	<u>Le commerce des Alcools et la création de la commission des liqueurs en 1921</u>	Jean-Pierre WALLOT
1970	RENAUD, Louise	<u>Le scandale de Panama dans l'évolution de la troisième république</u>	Frédéric SEAGER

MAITRISES ES ARTS (M.A.)

<u>ANNEE</u>	<u>AUTEUR</u>	<u>TITRE</u>	<u>DIRECTEUR</u>
1947	GAGNE, Lucien	<u>Etude des sources sur Charles-Michel de Salaberry</u>	Lionel GROULX
1949	LEGER, Jean-Marc	<u>Les répercussions politiques et sociales sur les canadiens français de l'invasion par les insurgés des treize colonies, en 1775.</u>	Maurice SEGUIN
1949	TESSIER, Florent	<u>Frontenac et l'eau de vie, 1672-1682</u>	Guy FREGAULT
1949	VIGNEAU, Roger	<u>Le problème historique des origines franciscaines.</u>	Antonin PAPILLON
1950	ARBOUR, Colette	<u>La Diplomatie iroquoise</u>	Guy FREGAULT
1950	BERTRAND, Maurice	<u>La Formation des Gaules</u>	Antonin PAPILLON
1950	FORGET, Eucher, s.j.	<u>Louis Riel et les troubles de la Rivière Rouge</u>	Guy FREGAULT
1950	GINGRAS, Gérard	<u>Le Culte des Empereurs romains</u>	Antonin PAPILLON
1950	Marie de Saint-Jean d'Ars	<u>La carte des Jésuites du lac Supérieur</u>	Guy FREGAULT
1951	BOUSQUET, Denis	<u>Le Canada et la Guerre des Brochures</u>	Guy FREGAULT
1951	CELOVSKY, Boris	<u>La Méthode de la Science de l'Histoire - Esquisse de son évolution jusqu'à Ernst Bernheim.</u>	Guy FREGAULT
1951	CHOPLIN, Robert	<u>Un mouvement français d'expansion coloniale au XVIIe siècle: la fondation de Montréal</u>	Guy FREGAULT
1951	GAUTHIER, Pierre	<u>L'idée de Rome impériale chez Virgile</u>	Antonin PAPILLON
1951 [8]	LAMONTAGNE, Roland	<u>L'eau-de-vie en Nouvelle-France (1629-1672)</u>	Guy FREGAULT
1951	RAVARY, Viateur	<u>La Vérité historique dans l'oeuvre du Baron de Lahontan</u>	Guy FREGAULT
1951	Frère SAMUEL	<u>Monographie du village de l'Annonciation</u>	Guy FREGAULT
1951	WEILBRENNER, Bernard	<u>Introduction aux voyages des La Verendrye</u>	Guy FREGAULT
1952	Adélard-Matte (CAMILLE MERCURE)	<u>Monseigneur Bourget, premières années d'épiscopat, (1837-1842)</u>	Maurice SEGUIN
1952	BEGIN, Joseph-Octave, s.j.	<u>Le Père Jérôme Lalemant, s.j. supérieur des missions huronnes (1638-1645) - Etude critique sur la valeur historique des relations des Hurons (1639-1643)</u>	Guy FREGAULT

MAITRISES ES ARTS (suite)

ANNEE	AUTEUR	TITRE	DIRECTEUR
1952	Frère DOMINIQUE- MARIE	<u>Les Frères Hospitaliers de la Croix et de Saint-Joseph et leurs démarches en France 1717-1734</u>	Guy FREGAULT
1952	GAGNON, Paul	<u>Trois étapes du césaropapisme</u>	Antonin PAPILLON
1952	HARDIE, Thomas	<u>Céloron de Blainville</u>	Guy FREGAULT
1952	HEROUX, Maurice	<u>L'Opinion canadienne devant la guerre 1914</u>	Maurice SEGUIN
1952	MARCEL-JOSEPH (Georges-Etienne BAILLARGEON)	<u>Les Canadiens veulent conserver le régime seigneurial (1800-1826)</u>	Maurice SEGUIN?
1952	ROULEAU, Jean-Noël	<u>La Société canadienne au XVIIIe siècle d'a- près le témoignage de Madame Bégon(1748-1753)</u>	Guy FREGAULT
1953	Frère Amédée- Joseph	<u>L'Histoire du Canada de Garneau - Etude comparée de la première et de la cinquième éditions.</u>	Guy FREGAULT
1953	BONARDELLI, Peter	<u>Canada and the Atlantic Pact.</u>	Michel BRUNET
1953	FORGET, Hélène	<u>L'Agitation sentinelliste au Rhode-Island 1924-1929</u>	Michel BRUNET
1953	FRANCOIS -GEORGES (JeanLAPROTTE)	<u>Aperçus statistiques sur le Bas Canada, d'après les journaux de la Chambre d'As- semblée.</u>	Maurice SEGUIN
1953	GIGUERE, Georges- Emile, s.j.	<u>Une édition à Québec en 1858: les Relations des Jésuites.</u>	Guy FREGAULT
1953	Frère Pierre NOLASQUE	<u>Index des Documents contenus dans les Rapports des Archives Publiques du Canada</u>	Maurice SEGUIN
1953	POTVIN, Fernand,	<u>Saint Antoine Daniel - Premier martyr canadien</u>	Guy FREGAULT
1953	SURPRENANT, André	<u>Le Père Pierre-Joseph-Marie Chaumonot, Missionnaire de la Huronie</u>	Guy FREGAULT
1954	Frère Ernest- Joseph	<u>Lévis au Canada (1756-1760)</u>	Guy FREGAULT
1954	LAVALLEE, Germain	<u>Monseigneur Antoine Racine dans la ques- tion universitaire canadienne(1874-1893)</u>	
1954	MONDOU, Paul A.	<u>Une autobiographie aux XIIe siècle: le DE VITA SUA de Guibert de Nogent</u>	Antonin PAPILLON
1954	VINET, Bernard	<u>François- Pierre Rigaud de Vaudreuil</u>	Guy FREGAULT

MAITRISES ES ARTS (suite)

ANNEE	AUTEUR	TITRE	DIRECTEUR
1955	VANASSE, Alfred R.	<u>On the Durham Report: the French-English relationship as contained in the Durham Report and how subsequent historians have interpreted it .</u>	Maurice SEGUIN
1956	BUI DUC-SINH	<u>mAspects de l'évolution littéraire et scientifique au Vietnam .</u>	Antonin PAPILLON
1956	Frère EUCLIDE (René DESROSIERS)	<u>La Congrégation des Frères de la Charité s'implante définitivement à Montréal. (1865-1870).</u>	Maurice SEGUIN
1956	MERCIER, Jean	<u>L'Estrie, ses limites, son onomastique</u>	Mgr. Emile CHARTIER
1956	PAINCHAUD, Paul	<u>Le Service civil de la Province de Québec 1867-1900</u>	Maurice SEGUIN
1957	CHAUSSE, Gilles,	<u>Le Père Paul Le Jeune, missionnaire-colonisateur</u>	Guy FREGAULT
1957?	LAPORTE, André	<u>Aventures politiques et judiciaires de l'Acte de L'Amérique du Nord Britannique de 1880 à 1884.</u>	Maurice SEGUIN
1957	WALLOT, Jean-Pierre	<u>La Querelle des prisons(1805/1807)</u>	Maurice SEGUIN
1958	Frère ANDRÉ JULIEN	<u>Les textes essentiels du Journal l'"Avenir" 1847-1858.</u>	Maurice SEGUIN
1958	BERNARD, Jean-Paul	<u>La Pensée des Journalistes Libéraux de Saint-Hyacinthe, 1853-1864.</u>	Guy FREGAULT
1958	BRIEN, André	<u>F.M.F. Rueite d'Auteuil, procureur du Conseil Souverain, (1659-1737)</u>	Guy FREGAULT
1958	Soeur GABRIEL MARIE	<u>Histoire de la Paroisse de Sainte-Geneviève 1741-1872</u>	Guy FREGAULT
1958	GUIMOND, Lionel	<u>La Gazette de Montréal de 1785 à 1790</u>	Maurice SEGUIN
1958	GOUGEON, Jacques/	<u>L'Affaire de Suez et le Canada</u>	Michel BRUNET
1959	JOLICOEUR, Louis-Philippe	<u>L'Action Française de Montréal, 1917-1928 Etude suivie d'un index</u>	Maurice SEGUIN
1959	Soeur Esther LEFEBVRE	<u>Marie Morin, Premier Historien Canadien de Ville-Marie</u>	Guy FREGAULT
9	Soeur MARIE de S. Albert du Carmel	<u>La correspondance de Pline le Jeune, miroir d'une société.</u>	Antonin PAPILLON

MAITRISES ES ARTS (suite)

NEE	AUTEUR	TITRE	DIRECTEUR
1959	NISH, James Cameron	<u>Inventaire de la correspondance publique d'Henri Bourassa, 1895-1924</u>	Maurice SEGUIN
1960	AUSSERLEITNER, Walter Joseph	<u>Soviet Ideological Penetration of Central Germany, 1945-1957</u>	Michel BRUNET
1960	BROSSEAU, Frère Jean-Luc	<u>L'Amérique, nouveau champ apostolique des Frères de l'Instruction Chrétienne</u>	Maurice SEGUIN
1960	GIRARD, Mathieu	<u>Jules-Paul Tardivel, rédacteur en chef et propriétaire de La Vérité</u>	Maurice SEGUIN
1960	LEGRIS, Claude	<u>Entrée du Canada sur la scène internationale et ses nouvelles relations avec les Etats Unis, 1919-1927</u>	Michel BRUNET
1960	LE SCOUARNEC, Jean-Louis	<u>De l'existence de l'école du palais sous les mérovingiens et sous les carolingiens</u>	Antonin PAPILLON
1960	MARC-HENRI (Joseph SARRAZIN)	<u>Projets de restauration par le corporatisme (1933-1950)</u>	
1960	TOUSIGNANT, Pierre	<u>La Gazette de Montréal de 1791 à 1796</u>	Maurice SEGUIN
1960?	VALOIS, Charles	<u>La Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, 1792-1815.</u>	Maurice SEGUIN
1961	BERNIER, Gilles	<u>Les idées colonisatrices de l'intendant Jacques de Mauves</u>	Jean BLAIN
1961	HERRNRITT, Dora	<u>The Political Career of T.G. Masaryk</u>	Michel BRUNET
1961	VALLERAND, Noël	<u>Berlin 1945-1949: Point de rencontre des Illusions Occidentales et des Ambitions Soviétiques</u>	Michel BRUNET
1961	ZOLTVANY, Yves-François	<u>Les Libéraux du Québec, leur parti et leur pensée, 1867-1873</u>	Maurice SEGUIN
1962	ARBOUR, Fr. Henri	<u>Le Bill des Notables</u>	Maurice SEGUIN
1962	LEBLANC, André	<u>The Defeat of the Cartier-Macdonald Ministry and the Militia Bill of 1862</u>	Maurice SEGUIN
1962	ROBICHAUD, Emile	<u>La Gazette de Trois-Rivières, 1817-1820, Le Spectateur Canadien, 1815-1820.</u>	Maurice SEGUIN
1963	BERNARD, Claude	<u>Les Juifs dans l'Etat franc durant le Haut Moyen Age (500-800)</u>	Antonin PAPILLON
1963	D'ALLAIRE, Micheline	<u>La Monarchie et l'Unification de la France au XVIIe siècle</u>	Michel BRUNET

MAÎTRISES ES ARTS (suite)

<u>ANNÉE</u>	<u>AUTEUR</u>	<u>TITRE</u>	<u>DIRECTEUR</u>
1963	LEDUC, Pierre	<u>Les origines et le développement de l'Art Association de Montréal</u>	Michel BRUNET
1963/	SAINT-GERMAIN Yves	<u>La prospérité nord-américaine de l'après-guerre: le Québec et les Canadiens Français (1919-1927)</u>	Michel BRUNET
1964	^N TOURAGEAU, André	<u>L'Opinion du Devoir sur les événements importants de l'actualité, 1912-1914</u>	Maurice SEGUIN
1965	DUPONT, Antonin	<u>Quelques problèmes politiques et sociaux (1933-1935) d'après l'Action Nationale le Canada et le Devoir</u>	Maurice SEGUIN
1965	POULIN, Hugues	<u>Les Institutions politiques de l'Angleterre sous les Anglo-Saxons et les Normands (600-1154)</u>	Antonin PAPILLON
1965	TOUCHETTE, Claude	<u>L'Administration de Lord Sydenham, 1839-1841, d'après sa correspondance officielle avec Lord Russels</u>	Maurice SEGUIN
1966	GIASSON, Gérard	<u>La Forteresse de Louisbourg, 1744-1748</u>	Jean BLAIN
1966	HUDON, Jean-Claude	<u>Le Québec sous la crise, 1929-1932</u>	Maurice SEGUIN
1966	VAN DER DONCKT, Pierre	<u>L'Action Libérale Nationale (1934-1936)</u>	Maurice SEGUIN
1967	BEAUDOUIN, Laurent	<u>La Tentative d'unir les deux Canadas en 1822</u>	Maurice SEGUIN
1967	CHANTELOIS, René	<u>La Conscription d'après les journaux français de Montréal</u>	Jean-Pierre WALLOT
1967	DAIGNEAULT, Fernand	<u>Les Journaux Canadiens: 1833-1834, Point de vue canadien</u>	Maurice SEGUIN
1967	GRENIER, Maurice	<u>La Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, 1815/1837.</u>	Maurice SEGUIN
1967	LABARRE, Anna-Marie	<u>J.P.Labarre: Un éducateur au service de l'enseignement public.</u>	Michel BRUNET
1967	TETREAULT, Charles	<u>La Politique indienne de Vaudreuil durant la Guerre de Succession d'Espagne, 1703-1713</u>	Jean BLAIN
1967	TREMBLAY, Hélène	<u>Historiographie de Marguerite Bourgeoys aux XVIIe et XVIIIe siècles.</u>	Jean BLAIN
1968	ADAM, Richard	<u>La crise à Montréal en 1849</u>	Maurice SEGUIN

MAITRISES ES ARTS (suite)

ANNEE	AUTEUR	TITRE	DIRECTEUR
1969	BRUNEL-GUITTON Marie-Lise	<u>La pensée historique de Lionel Groulx</u>	Jean-Pierre WALLOT
1969	CHARBONNEAU, Pierre	<u>L'Opposition sous Auguste</u>	Thérèse PRINCE- FALMAGNE
1969	DURAND, Gilles	<u>La Pensée économique et sociale et po- litique d'André Laurendeau(1947-1959)</u>	Maurice SEGUIN
1969	LINTEAU, Paul-André	<u>La Pensée économique et sociale de Geor- ges Pelletier (1910-1929)</u>	Maurice SEGUIN
1969	NOURRY, Louis	<u>La pensée économique d'Etienne Parent 1822-1852</u>	Maurice SEGUIN
1969	PENCREAC'H, Christiane	<u>Le Syndicalisme révolutionnaire de 1906 à 1909</u>	Frédéric SEAGER
1969	POUYEZ, Christian	<u>Babeuf et le babouvisme dans l'historio- graphie française du XIXe siècle, 1796- 1875.</u>	Michel GRENON
1970	BEGIN-WOLFF, Claudette	<u>L'Opinion publique québécoise face à l'im- migration(1906-1913)</u>	Jean-Pierre WALLOT
1970	DAIGLE, Jean	<u>Michel Le Neuf de la Vallière, seigneur de Beaubassin et gouverneur d'Acadie(1678-1684)</u>	Jean BLAIN
1970	JETTE, René/	<u>Les structures sociales de la Nouvelle-Fran- ce: une direction de recherche.</u>	Jean BLAIN
1970	MASSICOTTE, Guy	<u>L'Affaire de la Ruhr</u>	Frédéric SEAGER
1970	MENARD, Claude	<u>Structure du Savoir et champ politique; P.J.G. Cabanis et Destutt de Tracy.</u>	Camille LIMOGES
1970	MORIN, Claude	<u>Santa Ines Zacatelco, 1646-1813; contribu- tion à la démographie du Mexique colonial</u>	Jean-Marie LONCO
1970	MOUGEOT, Yves	<u>La Législation sociale en France 1889-1895</u>	Frédéric SEAGER
1970	SOUTHAM, Peter	<u>The Social and Economic Thought of Olivar Asselin.</u>	Michel BRUNET
1970?	Pham-Thi VAN	<u>L'Histoire du Viet-Nam sous l'oeil des Historiens français: 1870-1968</u>	Michel GRENON

Commentaires

Par Thomas Wien

1. L'Institut/Département décernait trois diplômes de 3e cycle, le doctorat ès lettres, le doctorat ès arts et le Ph.D. Le premier exigeait comme prérequis une licence et les autres, une maîtrise; seul le premier proposait un parcours sans scolarité. *Annuaire de la Faculté des Lettres* 1950-1951, p. 17, 19.
2. Premier diplômé au 3e cycle de l'Institut, Maurice Séguin est aussi le premier à y trouver un emploi. D'autres suivraient : avant 1971, Roland Lamontagne, Thérèse Prince-Falmagne, Jacques Falmagne, Jean-Pierre Wallot.
3. Après avoir consacré sa thèse au gouverneur de la Nouvelle-France Brisay de Denonville, Thérèse Prince-Falmagne tenta d'hériter du poste de son directeur lorsque Guy Frégault partit à Ottawa en 1959. Le Département lui ayant préféré Jean Blain, l'historienne obtint un poste en histoire romaine. Ce prix de consolation lui imposa un effort considérable de mise à niveau (elle possédait une licence en lettres classiques), mais lui valut à la longue une certaine marginalisation au plan de la recherche. Directrice très attentionnée aux études supérieures, elle enseigna au Département de 1964 à 1993. La plupart du temps, elle fut, comme elle le formula en 1983, « unique professeur féminin régulier ». (Lettre de T. Prince-Falmagne, *La Presse*, 26 juillet 1983, p. 7.)
4. Michel Brunet dirigeait à l'occasion des thèses et mémoires en dehors de son principal domaine de spécialisation, l'histoire du Québec : ici en histoire française, plus loin (D.E.S. de Jean-Marie Loncol, 1966) en histoire de l'Amérique latine...
5. Il est probable que même si M. Brunet a officiellement dirigé ses recherches, Walter Ausserleitner ait fait ses études au Centre des études slaves, dont l'Institut/Département d'histoire diplômait les étudiant.e.s. Voir plus bas les mémoires de maîtrise d'Ausserleitner (1960), de Dora Herrnritt (1961), etc.
6. Frère Marcel-Joseph est le dernier religieux à obtenir son doctorat au Département, en 1963.
7. Les études de 2e cycle étaient coiffées de titres divers, selon les programmes en vigueur, la maîtrise (tout court) s'avérant le grade le plus durable.
8. Ayant de la suite dans ses idées, Roland Lamontagne travaillait en tant que chimiste à la distillerie Seagram's lorsqu'il a fait ce mémoire sur l'eau-de-vie en Nouvelle-France...

L'arrivée du premier cycle et l'expansion départementale

Par Thomas Wien

L'Institut d'histoire de l'Université de Montréal connaît des débuts modestes. À sa fondation en 1947, il compte 4 professeurs, tous des hommes, et 7 étudiant.e.s inscrits à ses programmes de 2^e cycle. Dix ans plus tard, il affiche sans doute le même nombre de professeurs, toujours exclusivement masculins. Il accueille moins d'une vingtaine d'étudiant.e.s d'histoire dont la majorité font un 2^e cycle, deux ont entamé un doctorat et deux font leurs armes au 1^{er} cycle. Autour de ce noyau, gravitent une poignée de chargés de cours et quelques étudiant.e.s venus d'autres programmes. Si on sait que les étudiantes ne représentent alors que 15% des effectifs du second cycle du cours classique, leur proportion à l'Institut reste inconnue¹.

Passer en revue les diplômes alors décernés, c'est contempler un paysage académique très différent de celui d'aujourd'hui. Commençons par le bas de la pyramide. Le 1^{er} cycle n'existe à peu près pas. Ou, plus précisément, il existe ailleurs, dans les collèges classiques qui décernent un baccalauréat après une quinzaine d'années de scolarité². C'est surtout ce diplôme qui donne accès à l'université. Au 2^e cycle, il faut choisir entre une licence ou une maîtrise. D'une durée de deux ans, la licence ès lettres représente selon le très officiel *Annuaire de la Faculté des Lettres* « un grade supérieur qui prépare son titulaire à enseigner dans les hautes classes des collèges, académies et autres institutions analogues. »³ Ainsi définie, la licence « prenait en fait le caractère d'un diplôme professionnel », fera-t-on remarquer plus tard⁴. Religieuse ou laïque, une partie non négligeable de sa clientèle enseigne déjà au secondaire et fait ses études à temps partiel⁵ pour obtenir l'un des quatre certificats proposés : Antiquité/Moyen-Âge, période moderne/contemporaine (d'Europe, bien sûr), histoire canadienne et sciences auxiliaires de l'histoire. Pour sa part, la maîtrise ès arts, l'autre diplôme de 2^e cycle, comprend une scolarité et la préparation d'une thèse de 100 pages. Enfin, au plus haut niveau, existent aussi deux diplômes. Le doctorat ès lettres, ouvert aux titulaires d'une licence, exige la rédaction d'une thèse « d'une valeur incontestable »⁶. Le doctorat ès arts ou Ph.D., réservé quant à lui aux titulaires d'une maîtrise, comprend une scolarité d'une trentaine de crédits ainsi qu'une thèse d'« environ 200 pages »⁷.

En 1962, l'heure est aux réformes. L'Institut, d'abord, devient Département. Sa licence, ensuite, se métamorphose. Elle s'étale désormais sur trois ans par l'ajout d'une année de « propédeutique ». Elle devient du même souffle le *prérequis* de la maîtrise⁸ pour constituer un véritable 1^{er} cycle universitaire d'histoire. Elle commence aussi à s'ouvrir à d'autres

¹ Micheline Dumont, *De si longues racines. L'histoire d'une historienne*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2022, p. 126.:

² Louise Bienvenue, Ollivier Hubert et Christine Hudon, *Le collège classique pour garçons. Études historiques sur une institution québécoise disparue*, Montréal, Fides, 2014.

³ *Annuaire de la Faculté des Lettres*, 1956-1957, p. 16.

⁴ « Rapport [...] 'Opération-Orientation' » (mai 1971), AUM, E 16/B 18. p. 3.

⁵ René Durocher, « L'émergence de l'histoire du Québec contemporain », dans Georges-Henri Lévesque, dir., *Continuité et rupture : les sciences sociales au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1984, p. 300.

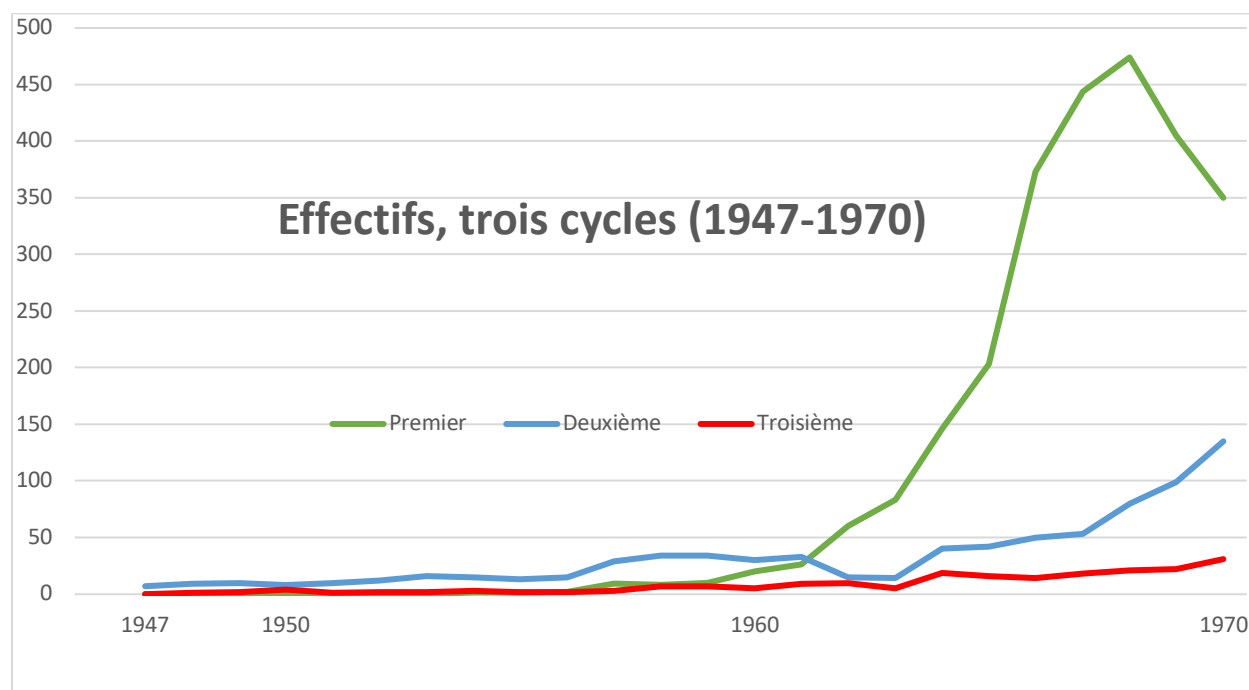
⁶ « Rapport [...] 'Opération-Orientation' », p. 19.

⁷ *Annuaire de la Faculté des Lettres*, 1956-1957, p. 21-22.

⁸ *Annuaire de la Faculté des Lettres*, 1962-1963, p. 13-15. La maîtrise sera aussi renommée « diplôme d'études supérieures » pendant un temps et deviendra elle-même requise pour viser le doctorat ès lettres.

disciplines. L'historien René Durocher, qui fait alors ses études de licence, se souvient que ce « programme plus exigeant et la possibilité implicite qu'il contenait de prendre des cours à l'extérieur du Département d'histoire, notamment en sciences sociales, constituait une nette amélioration pour notre apprentissage »⁹. Ce programme remanié amène en outre dans les salles d'histoire des étudiant.e.s faisant des licences histoire-français, histoire-géographie ou histoire-histoire de l'art¹⁰. Mais surtout, cette licence métamorphosée fait exploser le nombre d'étudiant.e.s au 1^{er} cycle en histoire. La statistique officielle l'indique : ils et elles sont plus de 400 en 1967, puis atteignent un sommet de 474 en 1968 (document « Effectif étudiants » reproduit plus loin et résumé dans le Graphique 1). Au 2^e cycle et dans une moindre mesure au 3^e, les inscriptions connaissent elles aussi une forte progression.

Cette ruée sur les diplômes du Département d'histoire s'explique par l'essor du système d'éducation qui facilite l'accès à l'université tout en offrant de nouveaux débouchés aux diplômé.e.s. Le nouveau régime de prêts et bourses (1966) rend les études supérieures plus abordables au moment même où la refonte du secondaire et la création des CÉGEPs (1967) promettent des emplois aux titulaires qui d'une licence, qui d'une maîtrise. Moyennant quelques cours de didactique suivis en parallèle à l'École normale supérieure, les licencié.e.s d'histoire peuvent en effet espérer enseigner au secondaire¹¹. Et, ici, l'emploi de la forme inclusive s'impose très probablement : les femmes sont plus nombreuses dans les classes. C'est du moins le souvenir que l'historien Paul-André Linteau conserve de ses études au Département entre 1965 et 1968¹².



⁹ R. Durocher, « L'émergence... », p. 301.

¹⁰ Ibid., p. 12.

¹¹ Guy Lavoie résumant les propos de Nicolas Oikonomidès, directeur du Département en janvier 1977 : « Si une bonne partie des diplômés va encore à l'enseignement, beaucoup se dirigent plutôt vers la fonction publique, le journalisme, la bibliothéconomie, etc. ». O.D.P., réunion du 28 janvier 1977 », AUM, E 16/B34.

¹² « Rapport [...] 'Opération-Orientation' », p. 3.

Source : « Rapport [...] 'Opération-Orientation' » (mai 1971), Annexe A, AUM, E 16/B 18.

L'augmentation subite du nombre d'étudiant.e.s, surtout au 1^{er} cycle, entraîne des changements en cascade au Département d'histoire¹³ : expansion du corps enseignant, multiplication des domaines spatio-temporels d'enseignement et de recherche autour du « socle » québéco-canadien, embauche d'un personnel de soutien, adoption de pratiques administratives plus élaborées, etc. Concentrons-nous ici sur les enseignant.e.s.

Durant les années 1960, la croissance des effectifs professoraux est frappante : le nombre de personnes engagées quintuple, passant de quatre à une vingtaine, atteignant presque le niveau des années 2020 (environ 25). Réalisée dans l'urgence, cette expansion mise beaucoup sur les ressources internes et en particulier sur les titulaires de doctorats maison. N'ayant pas réussi à monnayer sa thèse en histoire de la Nouvelle-France pour obtenir un poste dans son domaine, Thérèse Prince-Falmagne accepte, au prix d'une réorientation difficile, un poste en histoire romaine. Son mari d'alors, le médiéviste Jacques Falmagne, lui aussi titulaire d'un doctorat UdeM, est embauché dans la foulée.

Alors que les universités québécoises s'arrachent les candidats, et plus rarement les candidates, le Département fait preuve de créativité pour se « réserver » des enseignant.e.s. Il adopte une politique de recrutement proactif, de cooptation, qui cible certaines personnes inscrites au doctorat d'histoire. Jean-Pierre Wallot en résume la teneur :

En 1959, Michel Brunet [alors directeur de l'Institut] me souffla que si j'entreprenais des recherches pour une thèse de doctorat et rédigeais ma thèse dans un délai raisonnable par la suite, il plaiderait ma cause pour me faire engager comme chargé d'enseignement [...] pour septembre 1961¹⁴.

Une nomination comme professeur une fois le doctorat obtenu était alors implicite. C'est ainsi que le statut de chargé d'enseignement entre dans les mœurs départementales. Près d'une dizaine de personnes sont engagées à ce titre vers la fin des années 1960, à un salaire bien sûr inférieur à celui d'un professeur débutant : Claude Morin se souvient avoir touché environ 11 000\$ en tant que chargé d'enseignement (3 cours) en 1973-1974 et près de 12 600\$ comme professeur adjoint l'année suivante¹⁵. Menant de front enseignement et travaux de thèse, donc chargées au sens propre du terme, les personnes dotées de ce statut peuvent tout de même bénéficier de congés d'études. Susan (Mann) Robertson (puis Trofimenkoff) présente un autre cas de figure dans la mesure où elle est doctorante à l'Université Laval lorsqu'elle enseigne l'histoire du Canada anglais et de l'Angleterre à partir de 1966. Elle sera en congé à au moins deux reprises avant de terminer son doctorat en 1970 et de trouver son premier poste de professeure à l'Université de Calgary (voir les listes d'employé.e.s ci-dessous)¹⁶. Si toutes et tous ne font donc pas carrière au Département, il s'agit tout de même

¹³ Le nouveau profil des étudiant.e.s entrant au Département suscita d'ailleurs des inquiétudes chez certains professeurs. Voir par exemple le résumé par Guy Lavoie des propos de Nicolas Oikonomidès, directeur du Département : « O.D.P., réunion du 28 janvier 1977 », AUM, E 16/B34.

¹⁴ Jean-Pierre Wallot, « Le Bas-Canada : une histoire mouvante », *Cheminements-Conférences*, Québec, CIÉQ, 2000, p. 8.

¹⁵ Claude Morin, communication personnelle, 12 août 2022.

¹⁶ *Annuaire de la Faculté des Lettres*, 1968-1969, p. 78; Lucien Campeau à S. Mann Robertson, 5 janvier 1969, AUM, E16/B 28.

d'une possibilité très concrète pour ces jeunes recrues, d'ailleurs rangées parmi « les professeurs uniquement attachés au département »¹⁷. Au cours de la décennie 1970, ce statut disparaît cependant peu à peu, signe d'un marché de l'emploi universitaire qui devient moins favorable aux doctorant.e.s.

L'histoire des chargé.e.s de cours *semble* démarrer dans les années 1970, là où s'arrête celle des chargé.e.s d'enseignement. Le nombre de ces contractuel.le.s engagés pour donner un cours, et parfois plus, fluctue selon les besoins, puis se stabilise autour d'une dizaine de personnes¹⁸ au cours de la décennie suivante. L'offre de contrats suit le rythme irrégulier des divers congés professoraux et de la volonté de l'administration universitaire de réduire ce poste budgétaire. Le groupe se compose de spécialistes d'expérience et de doctorant.e.s avides d'en acquérir.

Les chargé.e.s de cours possèdent pourtant une sorte de préhistoire. Entre 1947 et 1949, le noyau de professeurs du tout nouvel Institut d'histoire¹⁹ s'entoure d'une nuée de chargés de cours. Parmi eux, des religieux dont le jésuite progressiste Joseph-H. Ledit, spécialiste de l'Europe orientale, ainsi que l'ex-diplomate pétainiste René Ristelhueber (Europe contemporaine)²⁰. Cette situation est passagère : l'Institut devenu Département aura peu recours à nouveau à ce type d'enseignant.e.s avant les années 1970. Dès 1949, le programme se resserre autour de quatre professeurs, responsables de 14 des 16 cours offerts par l'Institut cette année-là. Le dominicain Antonin Papillon, « prêté » à long terme par l'Institut d'études médiévales, s'occupe de l'histoire de l'Antiquité et du Moyen Âge, tandis que les trois membres de l'École de Montréal assurent presque tout le reste : Frégault (5 cours) et Séguin (4 cours) pour l'histoire canadienne, Brunet (3 cours) pour l'Europe moderne et les États-Unis²¹. Le chanoine Groulx faisant un dernier tour de piste avec son cours sur la Nouvelle-France, il ne reste que très peu de place aux deux chargés de cours : André Dagenais enseigne l'histoire de l'Amérique latine les fins de semaine²² et le franciscain Conrad Morin seconde Frégault pour le cours de méthodologie²³.

¹⁷ « Rapport [...] 'Opération-Orientation' », p. 6.

¹⁸ Documents annotés par Marc Carrier. Actuellement, ils assurent plus du quart des cours offerts au Département, avec des fluctuations importantes selon les années.

¹⁹ D'après l'*Annuaire de la Faculté des Lettres*, 1947-1948, Frégault, Groulx, le frère Antoine Bernard (histoire de l'Acadie) et Jean-Marie Nadeau (histoire contemporaine) sont les 4 professeurs de l'Institut. Le nom de Nadeau apparaît une dernière fois à la liste des professeurs agrégés en 1948, même s'il ne donne plus de cours.

²⁰ René Ristelhueber, « ministre » de France à Montréal de 1940 à 1942 et auteur de *Petite histoire de France*, Montréal, 1946, et de *Histoire des peuples balkaniques* (1950). AUM, E 16/D1.2.101.

²¹ *Annuaire de la Faculté des Lettres* 1949-1950, p. 61-65.

²² Frégault, Séguin, Brunet et Dagenais donnent un bloc de cours consacrés aux « Civilisations américaines », les vendredi soir et samedi après-midi. Les étudiant.e.s qui suivent le cycle de cours de deux ans doivent en outre rédiger un mémoire afin d'obtenir une maîtrise (les bacheliers) ou un certificat d'études supérieures (les non-bacheliers). Ibid., p. 65.

²³ *Annuaire de la Faculté des Lettres*, 1949-1950, p. 61-65.

Document 5 : Liste des professeurs

« Liste des professeurs » 1969-1974, E 16/B, 44. Archives de l'Université de Montréal.

Document 6 : Statistiques sur l'évolution du personnel enseignant surnuméraire

« Correspondance, programme d'enseignement 1973-1980 ». Statistiques sur l'évolution du personnel enseignant surnuméraire. Contenant E0004 c6274. Archives de l'Université de Montréal

Document 7: Rapport Opération-Orientation, Annexe A, Annexe B

« Rapport [...] 'Opération-Orientation' » (mai 1971), E 16/B 18. Archives de l'Université de Montréal,

1969-1970

LISTE DES PROFESSEURS

ACTIFS:

Directeur: Lamontagne, Roland

Titulaires: Brunet, Michel
Séguin, Maurice

Agrégés: Blain, Jean
Campeau, Lucien
Canivet, Pierre
Dimakis, Jean
Falmagne, Jacques
Oikonomidès, Nicolas

Assistants: Grenon, Michel
Limoges, Camille
Maheu, Gilles
Seager, Frederic

Chargés d'enseignement: Lespagnol, André
Loncol, Jean-Marie
Michel, Louis
Saint-Germain, Yves
Tousignant, Pierre

~ ~ Chargé de cours:
Wallot, Jean-Pierre

EN CONGE:

agrégés: Prince-Falmagne, Thérèse

chargés d'enseignement: Durocher, René
Robertson, Susan

[1]

1971-1972

LISTE DES PROFESSEURS

ACTIFS:

Directeur: Lamontagne, Roland

Titulaires: Brunet, Michel
Canivet, Pierre
Falmagne, Jacques
Séguin, Maurice

Agrégés: Blain, Jean
Dimakis, Jean
Oikonomidès, Nicolas
Prince-Falmagne, Thérèse

Adjoint: Lavallée, Louis
Maheu, Gilles
Seager, Frederic
Tousignant, Pierre

Chargés d'enseignement: Loncol, Jean-Marie
Nourry, Louis

Chargés de cours: Cadieux, Jean-Claude
Blain, Marc-André
Fredette, Raymond
Sutto, Claude

[2]

EN CONGE:

Agrégé: Campeau, Lucien

Adjoint: Limoges, Camille

Chargés d'enseignement: Michel, Louis
Saint-Germain, Yves

1972-1973

LISTE DES PROFESSEURS

ACTIFS:

Directeur: Jean Blain

Titulaires: Brunet, Michel
Falmagne, Jacques
Lamontagne, Roland
Séguin, Maurice

Agrégés: Campeau, Lucien
Oikonomidès, Nicolas
Prince-Falmagne, Thérèse
Seager, Frederic

Adjoints: Lavallée, Louis
Loncol, Jean-Marie
Maheu, Gilles
Nourry, Louis
Tousignant, Pierre

Chargé d'enseignement: Saint-Germain, Yves

Chargés de cours: Cadieux, Jean-Claude
Beaudin, François
Guay, Michel
Leibovici, Marcel
Lortie, Léon
Oikonomidès, Elizabeth
Spiridonakis, Basile
Sutto, Claude
N...

[3]

[4]

EN CONGE:

Titulaire: Canivet, Pierre

Agrégés: Dimakis, Jean
Limoges, Camille

Chargé d'enseignement: Michel, Louis

1973-1974

LISTE DES PROFESSEURS

ACTIFS:

Directeur: Blain, Jean

Titulaires: Brunet, Michel
Falmagne, Jacques
Lamontagne, Roland
Séguin, Maurice
Wallot, Jean-Pierre

Agrégés: Campeau, Lucien
Dimakis, Jean
Oikonomides, Nicolas
Falmagne-Prince, Thérèse
Seager, Frédéric H.

Assistants: Lavallée, Louis
Loncol, Jean-Marie
Maheu, Gilles
Tousignant, Pierre

Chargés d'enseignement: Michel, Louis
Morin, Claude
Saint-Germain, Yves

Professeur invité: Leibovici, Marcel

Chargés de cours: Beaudin, François
Boileau, Gilles
Brisson, Claude
Comeau, Robert
Hajjar, Joseph
Linteau, Paul-André
Ouellet, Fernand
Spiridonakis, Basile
Tchao, Joseph
Gélinas, Jacques
Limoges, Camille
Sutto, Claude

Annexe 2.5

STATISTIQUES SUR L'ÉVOLUTION DU PERSONNEL ENSEIGNANT SURNUMÉRAIRE

	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	
Nbre de chargés de cours	7	10	9	8	12	
% de cours	8,75	12,34	11,49	10,22	13,47	[6]
Nbre de professeurs détachés	4	6	4	4	3	
% de cours	6,25	7,4	5,74	5,68	4,21	
Nbre d'autre personnel	1	0	1	1	3	
% de cours	5	0	1,14	1,13	3,08	
Nbre d'auxiliaire d'enseignement	14	18	23	24	24	

Annexe 2.6

ANALYSE DE LA CHARGE DE COURS

Année	Crédits des chargés de cours	Crédits des professeurs détachés	Crédits d'autres personnels	Crédits des professeurs plein temps	Professeurs détachés en congé ou année sabb.	Professeurs actifs EPT	Crédits/ professeur actif
1983-84	21	30	3	186	2	18	10,33
1984-85	30	21	3	189	1,25	17,75	10,64
1985-86	30	15	3	207	1,5	22,5	9,20
1986-87	27	15	3	216	3,5	19,5	11,07
1987-88	38,4	12	8,8	225,80	3,75	20,75	10,88

Annexe 5.1

Nombre d'étudiants ayant terminé leurs cours par air d'étude

Aire	Niveau	1985-86		1986-87		1987-88		Moyenne	
		Nbre de cours	Nbre d'étudiants	Nbre de cours	Nbre d'étudiants	Nbre de cours	Nbre d'étudiants	Nbre de cours	Nbre d'étudiants
Antiquité/ Moyen Age	1	2	231	2	223	2	216	6	112
	2	5	57	4	82	3	57	12	16
	3	5	73	5	29	5	32	15	9
Moderne et Contemporain	1	2	360	4	380	4	363	12	92
	2	9	205	11	218	13	250	33	20
	3	4	37	3	37	6	65	13	11
Canada/Québec	1	2	190	2	228	2	228	6	108
	2	8	146	10	281	8	231	26	25
	3	6	99	7	59	7	89	20	12
Histoire des sciences	1					1	26	1	26
	2	1	14	2	12	2	19	5	9
	3	1	8	2	21	1	9	4	9
Autres	2	4	92	4	105	7	136	15	22
	3	1	8			1	16	2	12

EFFECTIF ETUDIANTS

1947 à 1970-1971

ANNEXE A

Etudiants 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970

	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1er Cycle	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	9	8	10	20	26	60	83	146	203	373	444	474	405	350
2e Cycle	7	9	10	8	10	12	16	15	13	15	29	34	34	30	33	15	14	40	42	50	53	80	99	135
3e Cycle	-	1	2	4	1	2	2	3	2	2	3	7	7	5	9	10	5	19	16	14	18	21	22	31
	7	10	12	12	11	14	18	19	16	19	41	49	51	55	68	85	102	205	261	437	515	575	526	516

Grades
décernés

	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1er Cycle	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	-	2	1	4	5	10	3	25	37	42	72	74	92
2e Cycle	1	-	3	5	8	8	8	4	2	4	3	7	4	9	4	3	4	1	4	5	9	5	8	15
3e Cycle	2	1	1	3	-	-	2	1	-	1	1	1	2	-	2	1	1	0	2	0	1	2	0	1
	3	1	4	8	8	8	10	5	3	6	5	8	8	10	10	9	15	4	31	42	52	79	82	108

	Titulaires	Agrégés	Adjointes Assistants	Chargés d'enseign.	Chargés de cours	Professeurs invités	Total
1947-1948	2	2			5		9
1948-1949	2	1	1		4		8
1949-1950	1	1	4				6
1950-1951	1	4					5
1951-1952	1	4					5
1952-1953	1	4					5
1953-1954	1	4					5
1954-1955	1	4					5
1955-1956	1	2			1		4
1956-1957	1	3			1		5
1957-1958	1	2			1		4
1958-1959	1	2			1		4
1959-1960	2				1		3
1960-1961	2		1		1		4
1961-1962	2		2	1	1		6
1962-1963	2	2	2	2	1		9
1963-1964	2	1	2	4	1	(1)	10
1964-1965	2	1	3	5		(1)	11
1965-1966	2	2	4	4		(1)	12
1966-1967	2	2	5	4		(2)	13
1967-1968	2	5	3	7		(1)	17
1968-1969	3	4	4	9			20
1969-1970	3	7	4	7			21
1970-1971	4	7	4	5		(2)	20
1er juin 71	5	5	3	6	2		21

Commentaires

Par Marc Carrier, chargé de cours au département d'histoire et Thomas Wien

1. L'une des rares femmes à enseigner au Département avant les années 1990, Susan Mann (alors Susan Robertson) obtient un poste de chargée d'enseignement en 1966. Elle a 25 ans. L'enseignement dont elle est chargée : celui de l'histoire du Canada anglais contemporain et exceptionnellement, de l'Angleterre. Les intérêts de recherche de cette doctorante à l'Université Laval ont dû rendre intéressante pour les deux parties sa présence dans ce département qui accueille encore les deux tiers de l'École de Montréal, ainsi que quelques disciples. La thésarde étudie l'Action française et donc Lionel Groulx et plus largement, l'histoire socio-intellectuelle du Québec. Après avoir terminé son doctorat en 1970, elle entamera une fructueuse carrière, notamment à l'Université de l'Ottawa. Dans les années 1990, elle sera la première présidente de l'Université York, à Toronto.
2. Certains anciens étudiants se souviendront avec affection du professeur Claude Sutto, qui commença sa carrière au département comme chargé de cours.
3. Elisabeth Oikonomidès: Nous retrouvons ici l'épouse de Nicolas Oikonomidès, qui fut un byzantiniste bien reconnu à l'international. Les documents présentent quelques exemples de conjoints qui enseignent ensemble au département.
4. Basile Spiridonakis: Également byzantiniste, il fera plus tard sa carrière à l'Université de Sherbrooke.
5. Plusieurs chargés de cours dans cette liste feront carrière ailleurs, dont Robert Comeau et Paul-André Linteau à l'UQAM.
6. Entre 1983 et 1988, le pourcentage de charges de cours au département passe de 8.75% à 13.47%. En comparaison, la moyenne annuelle entre 2015 et 2023 est 28%. À l'hiver 2023, 49% des cours donnés (17/35) le sont par des chargés de cours...

Le testament de Michel Brunet, directeur (1967)

Par Thomas Wien

« [H]istorien et [...] homme d'action », Michel Brunet (1917-1985) fut le plus audible des trois membres de l'École de Montréal, celui qui ne craignait ni les controverses, ni les médias.¹ Sans cesser ses interventions souvent retentissantes, Brunet connut dans les années 1960 une période d'intense activité administrative à l'Université de Montréal. Contre le gré de la haute administration qui n'avait pas apprécié son opposition au financement de l'université par le gouvernement fédéral, il est nommé directeur de l'Institut d'histoire en 1959. Après le départ de Guy Frégault, l'unité compte alors 3 (!) membres professeurs.² À ce mandat qui se prolongera jusqu'en 1967, s'ajouteront ceux de secrétaire (1962) puis de vicedoyen (1966) de la Faculté des lettres, ainsi que celui de président de l'Association des professeurs (1965). Comme directeur de l'Institut (devenu, en 1962, Département) d'histoire, Brunet vécut une période de forte croissance des effectifs : le nombre des étudiant.e.s. décupla au cours de son mandat pour avoisiner les 500 personnes, alors que les enseignant.e.s (toutes catégories comprises) étaient près de 4 fois plus nombreux en 1967 qu'en 1959.

Ce mémoire, il le soumet « à l'attention du nouveau directeur et de mes collègues » le 30 novembre 1967. Il qualifie pour commencer le mandat de son prédécesseur Frégault d'« époque héroïque », tant la mise en place de l'Institut se serait avérée difficile. Mais tout indique que dans son esprit, cette période « d'humiliation, d'impuissance et de frustration » (p. 2) s'est poursuivie sous son propre mandat. Du moins n'en garde-t-il pas un souvenir très heureux, qualifiant presque de sisyphéenne sa lutte contre les « retards accumulés » (p. 2). Son choix de vocabulaire dans ces passages invite à rapprocher ce passé institutionnel à celui des Québécois francophones qui ont connu des « années de misère et de médiocrité » eux aussi (p. 1). Le directeur sortant associe ainsi son unité administrative au peuple conquis dont il raconte le cheminement laborieux dans ses écrits.³ Si dans les deux cas il y a des progrès récents à signaler, ils sont nettement insuffisants.

Il reste donc bien du chemin à parcourir. C'est là l'autre versant de ce document : comme tout testament qui se respecte, il engage l'avenir. À l'intention de son successeur Roland Lamontagne, Brunet formule ses *souhais* pour le Département. S'il en appelle en passant à la réforme des programmes d'études et à l'ajout de postes de professeur, c'est l'administration du Département qui est sa principale préoccupation. À ce chapitre, sa liste de changements à apporter nourrit sa plainte de directeur surchargé, « homme à tout faire,

¹ Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet 1944-1969*, Sillery (QC), Septentrion, 1993, p. 478. Sur Brunet l'historien et intellectuel public, voir aussi Serge Miville, *L'historien dans la cité. L'œuvre intellectuelle de Donald Creighton et de Michel Brunet (1949-1980)*, thèse de doctorat, Université de Toronto, 2016.

² Michel Brunet, « Mes années de formation, le révisionnisme de la décennie 1950 et mes engagements », dans Georges-Henri Lévesque et al., dir., *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*, Montréal, PUM, 1984, p. 45-50; J. Lamarre, *Le devenir...*, p. 380.

³ Formé en histoire états-unienne mais bientôt fasciné par les thèses du collègue Séguin, il consacre ses recherches et l'essentiel de son encadrement aux études supérieures à l'histoire nationale.

[...] tâcheron, [...] commissionnaire de corvée » (p. 2). Aussi faudra-il que le directeur soit enfin mieux entouré. De collègues enseignants d'abord : prenant acte de l'expansion du corps professoral et de l'importance accrue de la recherche, il propose la nomination d'un directeur adjoint pour aider avec les demandes de subvention, ainsi que de deux responsables pour gérer les études de premier cycle et supérieures en pleine expansion. Directeur et professeur.e.s devraient aussi être secondés par des étudiant.e.s auxiliaires d'enseignement et de recherche.

Enfin, il faudra fortement renforcer le personnel administratif, composé de 3,5 personnes en 1967 : la chef de secrétariat Gisèle Turcotte, la secrétaire Madeleine Daigneault, la dactylo Louise Loignon et, à temps partiel, la documentaliste Colette Jodoin. Brunet propose de faire passer l'équipe à pas moins de 9 personnes. Si ses vœux ne seront pas tous exaucés par la suite, une liste du personnel départemental signale tout de même l'ajout en 1968 de l'adjoint administratif Pierre Chagnon, de la secrétaire de direction Rose-Marie Laforest, ainsi que de la secrétaire Janine Kahalé.⁴ Sur fond de syndicalisation et, bientôt, de la création de la Faculté des Arts et des Sciences (1972), une modernisation administrative se profile... De même qu'une certaine bureaucratisation : à preuve, l'inventaire systématique des tâches des employées administratives (P. Chagnon, seul membre masculin, a quitté le Département entre-temps) auquel procède en 1970 un analyste du Service de personnel de l'université. Des tractations s'ensuivirent autour de la définition des tâches, en vue de reclassement sur l'échelle salariale. Les archives de ces négociations mettent en scène des femmes combattives à un moment de grande effervescence sociale (marqué aussi par la première grève des étudiant.e.s).⁵

Cet épisode nous a laissé un portrait détaillé du travail de bureau au pavillon des Sciences sociales (futur pavillon Groulx) récemment investi par le Département. Ce régime des tâches a passablement évolué depuis, au gré des réorganisations successives, des contraintes budgétaires et de l'emprise croissante de l'informatique. Insérée à la toute fin de ce recueil, la liste des employées actuelles indique notamment l'élargissement considérable de la gamme des compétences, pour faire de la place (ou davantage de place) à la gestion de dossiers étudiants, de subventions de recherche et, depuis peu, de la réussite étudiante. Le tournant des années 1970 n'en représente pas moins un moment-charnière : l'administration départementale connut sa Révolution tranquille...

⁴ [Liste du personnel du Département d'histoire, c. 1969], AUM, E16/D2,2.

⁵ André Labonté à R. Lamontagne, 2 avril 1970; Janine Kahalé à Rose-Marie Laforest, 7 avril 1970; Louise Loignon à Rose-Marie Laforest, 7 avril 1970, AUM, E 16/D2.1. Voir plus loin le texte que Louis Michel a consacré à cette période.

Document 8 : Mémoire de Michel Brunet

« Mémoire soumis à l'attention du nouveau directeur... » (novembre 1967), E0016 B-55, Archives de Université de Montréal.

D É P A R T E M E N T D ' H I S T O I R E

M É M O I R E S O U M I S

A

L ' A T T E N T I O N

D U N O U V E A U D I R E C T E U R

E T D E M E S C O L L È G U E S

par

Michel BRUNET

Novembre 1967

Je crois utile de préparer ce mémoire à l'intention de mon successeur et de mes collègues. [1]

I - ORGANISATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET DIVISION NÉCESSAIRE DES TÂCHES ACADEMIQUES

1. Héritage du passé à liquider

Le département d'histoire, notre Faculté, notre institution et tous ceux qui y ont commencé leur carrière avant 1960 ont été marqués par les années de misère et de médiocrité de la période 1920-1960. Nous portons un lourd héritage, celui des petites gens que la

pauvreté a habitués à attendre peu de la vie et à se flatter de se tirer d'affaires avec des moyens de fortune. [2]

Par exemple, lorsque j'ai assumé la direction du département, celui-ci devait partager une seule ligne téléphonique avec le département de géographie. Nous étions une douzaine de personnes à utiliser cette unique ligne. Le secrétaire de la Faculté lui-même n'avait pas de téléphone dans son bureau. Est-il nécessaire d'ajouter que le directeur du département et ses trois collègues n'avaient pas de secrétaire-dactylo?

Il est évident que la situation a changé. Ceux qui ont connu et subi les années antérieures d'humiliation, d'impuissance et de frustration sont portés trop facilement à se contenter des progrès réalisés. Ils oublient de se rappeler que les améliorations apportées ne corrigent pas les retards accumulés et ne répondent pas aux besoins actuels. Nous sommes pris dans un cercle vicieux dont nous devons sortir le plus tôt possible. Seuls des hommes nouveaux que ce lourd héritage n'a pas conditionnés pourront apporter les changements radicaux qui s'imposent.

2. Statut du directeur

Le directeur du département doit cesser d'être l'homme à tout faire, le tâcheron, le commissionnaire de corvée. C'est ce qu'il était à l'époque héroïque. Celle-ci doit être oubliée.

Sa tâche est d'établir, en collaboration avec les comités créés par l'Assemblée du département et avec les Conseils, comités et sous-commissions qui existent aux autres niveaux de l'organisation uni-

versitaire, la politique générale du département et de veiller à son exécution. Il s'occupe du recrutement des professeurs et des attachés de recherches et d'enseignement. [3]

C'est sur lui que repose principalement la responsabilité des relations extérieures.

3. Directeurs associés

Le directeur du département doit être assisté par deux directeurs associés: 1) un professeur responsable des programmes des candidats au premier grade; 2) un professeur responsable des programmes des candidats aux grades supérieurs.

Le professeur responsable des programmes des candidats au premier grade préside le comité de l'Assemblée chargé de fixer ces programmes. Il s'occupe des affaires étudiantes, du matériel didactique, des charges des professeurs, etc.

Le professeur responsable des programmes des candidats aux grades supérieurs préside le comité de l'Assemblée chargé de préparer les programmes d'études et de recherches à ce niveau. Il reçoit chaque candidat au D.E.S. et au doctorat pour établir avec lui son programme. C'est lui qui s'occupe d'obtenir les bourses et les subventions destinées aux candidats aux grades supérieurs et qui s'assure si ceux-ci suivent fidèlement le programme qui leur a été tracé.

Cette division des tâches entre le directeur et deux directeurs associés peut seule assurer le développement rationnel des études universitaires. Il faut à la fois relever le défi que représente l'augmentation des étudiants au niveau de la licence sans perdre de vue la néces-

sité d'assurer le progrès des études supérieures. D'ailleurs, nous devons prévoir, au sommet de l'organisation académique, deux grandes Facultés: 1) celle du premier grade; 2) celle des études supérieures [4] et de la recherche. Pour s'adapter à ces nouvelles structures, chaque département doit faire une nette destination entre ces deux niveaux [5] des études universitaires.

4. Charges d'enseignement du directeur et des directeurs associés

La charge d'enseignement du directeur et des directeurs associés tiendra compte de leurs responsabilités administratives.

5. Attachés d'enseignement et de recherches

Le département a absolument besoin d'une équipe d'attachés d'enseignement et de recherches. Nous en demandons en vain depuis six ans. C'est pourquoi il nous a été impossible d'apporter à nos méthodes d'enseignement les réformes urgentes qui s'imposent pour répondre aux besoins de nos nombreux étudiants. Ceux-ci doivent consommer des cours magistraux qui ne sont pas complétés par des groupes de travail bien encadrés. Les expériences tentées en ce domaine ont donné d'excellents résultats mais elles surchargent les professeurs. Ceux-ci devraient être assistés par des candidats aux grades supérieurs qui recevraient une bourse ou une allocation de l'Université. [6]

Nous payons très cher actuellement l'absence de ces attachés d'enseignement et de recherches. La qualité de notre enseignement en a souffert, les professeurs, en s'imposant de nombreux rendez-vous avec les étudiants pour tenter de corriger la situation, ont dû négliger leurs recherches personnelles et, enfin, nous n'avons pas pu constituer une

réserve de jeunes universitaires orientés vers la recherche et l'enseignement supérieur. Ne pouvant pas poursuivre leurs études dans les cadres du département à titre de boursiers, les licenciés que leur talent et leur motivation destinaient à une carrière universitaire ont accepté un emploi dans l'enseignement secondaire. Ils conservaient l'intention d'obtenir un grade supérieur et s'inscrivirent comme étudiants à temps partiel. Plusieurs se sont laissés tenter par des gains faciles ou ont été amenés à assumer des responsabilités financières de plus en plus lourdes. Ils ont dû abandonner leurs études ou s'ils ont complété leur scolarité de D.E.S., il existe de fortes chances qu'ils ne termineront jamais leur thèse. Certains qui ont obtenu le D.E.S. ne se rendront jamais au doctorat. C'est ce qui explique la présente pénurie de professeurs d'histoire détenteurs d'un grade supérieur et capables d'enseigner cette discipline au niveau pré-universitaire, universitaire et supérieur. La situation est même alarmante.

6. Développements à prévoir

a) Centre d'histoire des sciences

Le département, en collaboration avec les autorités universitaires et le ministère de l'Education, a pris la décision d'établir un programme d'enseignement et de recherche en histoire des sciences. L'engagement de M. Gilles Maheu n'a été qu'une première étape dans cette voie.

[7]

Pour faire face à la concurrence des autres universités du Québec qui viennent de se découvrir une mission dans ce domaine, il est urgent de créer un Centre d'histoire des sciences. Un mémoire à ce sujet a été remis aux autorités.

b) Enseignement de la didactique de l'histoire

Le département ne peut pas se désintéresser de l'enseignement de la didactique de l'histoire.

Des relations étroites à ce sujet existent entre le département et la Faculté des sciences de l'Education, représentée par le directeur de l'Ecole normale supérieure, le professeur Abel Gauthier. M. André Lefebvre, recommandé par le département et par la Faculté des lettres, donnera un cours à l'Ecole normale. Néanmoins, cette solution ne peut être que temporaire.

Le département doit s'adjoindre quelques professeurs qui sont à la fois historiens et didacticiens de l'histoire. Ils contri-
bueront par leur enseignement et leurs recherches au progrès de la discipline historique et à la diffusion des meilleures méthodes d'enseignement mises à la disposition des professeurs d'histoire. Ces didacticiens-historiens verront également à doter le département d'un matériel didactique moderne. La situation actuelle est déplorable. MM. Durocher et Allard s'intéressent grandement à la didactique de l'histoire. Ils pourront travailler en collaboration avec M. André Lefebvre.

[8]

c) Autres projets

MM. Wallot, Grenon et Tousignant poursuivent des recherches sur les idéologies de la vallée laurentienne en relation avec celles du monde atlantique à la fin du XVIII^e et au début du XX^e siècles.

MM. Wallot[†], Durocher, en collaboration avec le département de démographie, ont conçu une enquête d'histoire démographique.

[9]

M. Canivet et Mme Falmagne ont entrepris des fouilles en Italie et en Syrie qui annoncent des résultats particulièrement intéressants et ouvrent les voies à l'enseignement de l'archéologie à l'Université de Montréal.

Notre collègue Lamontagne réunit depuis plusieurs années les matériaux d'une oeuvre qui lui a mérité une audience encourageante en plusieurs milieux.

[10]

En histoire médiévale, en histoire moderne et contemporaine, en histoire de la Nouvelle-France et du Canada, chacun des professeurs du département a l'ambition d'apporter une contribution originale. Je ne puis décrire ici l'oeuvre de chacun.

Si je mentionne quelques projets en particulier c'est parce qu'ils groupent plusieurs collègues du département et que ceux-ci ont sollicité mon avis ou mon intervention. Cependant, je n'ignore pas les recherches poursuivies par chaque professeur, seul ou en collaboration avec d'autres collègues. La multiplicité de ces projets et programmes de recherches démontrent l'urgence de créer le poste ^{d'un} directeur associé responsable de voir à leur coordination et d'obtenir pour les professeurs qui en ont pris l'initiative l'aide financière et les appuis officiels dont ils ont besoin pour les mener à bien.

Le département n'a un budget de recherches que depuis deux ans. Celui-ci est tellement mince et les besoins sont tellement grands qu'il a fallu se limiter à l'acquisition de microfilms. Les professeurs qui ont soumis des projets de recherches non subventionnées peuvent-ils espérer qu'une politique de la recherche sera prochainement mise en vigueur dans nos disciplines?

d) Nouveaux cours et programmes d'études

Un comité créé par le Conseil de la Faculté et ayant reçu de celui-ci, après consultation avec le vice-recteur responsable des affaires académiques, un très vaste mandat réexamine actuellement nos programmes et la structure académique qui les encadre.

Les réformes que nous pouvons déjà prévoir exigeront un élargissement de notre éventail de cours, l'introduction des structures anglo-nord-américaines, la multiplication des groupes de travail, la réduction du nombre des cours magistraux. Ces changements supposent l'engagement de nouveaux professeurs, les services d'attachés de recherche et d'enseignement, une plus grande spécialisation et une scolarité plus lourde et mieux structurée au niveau des grades supérieurs.

[11]

Il ne m'appartient pas d'en dire davantage sur ce point.

II - ORGANISATION DES SERVICES AUXILIAIRES

[12]

1. Adjoint administratif

Le directeur doit pouvoir compter sur les services d'un adjoint administratif. Celui-ci s'occupera de toute la routine administrative: préparation des réquisitions, mise à jour des dossiers, documentation requise pour les réunions de comités, pour la préparation du budget, pour donner les commandes, etc., contrôle des dépenses, préparation des horaires et de l'annuaire, relations quotidiennes avec les services, rapports à remettre, instructions à transmettre aux professeurs et aux autres membres du personnel, etc.

2. Chef du secrétariat

Il faut, en plus de l'adjoint administratif, un chef du secrétariat. Celui-ci partage le travail entre les dactylos, prend les rendez-vous des étudiants avec les professeurs, assiste l'adjoint administratif, etc.

3. Secrétaire privée pour le directeur

Le directeur doit pouvoir compter sur les services d'une secrétaire privée.

Le fait qu'il n'en aie pas encore une démontre notre indigence.

4. Secrétaire attachée aux directeurs associés

Au sein du secrétariat, les deux directeurs associés doivent pouvoir s'assurer les services exclusifs d'une secrétaire.

5. Dactylos

Compte tenu de la nature du travail de copie qu'exigent l'enseignement et les recherches en histoire et des besoins normaux de tout département, le secrétariat doit compter une dactylo pour quatre (4) professeurs. Dans le calcul du nombre de professeurs, on doit soustraire le directeur et les deux directeurs associés qui ont droit à deux (2) secrétaires de direction.

[13]

6. Chef documentaliste

Le département a besoin d'un chef documentaliste pour s'occuper de la compilation et de la vérification des bibliographies, de

l'examen des catalogues des libraires, des commandes de livres, etc.

Le chef documentaliste dirige le travail des documentalistes engagés à temps partiel. Il tient à jour l'inventaire du matériel didactique.

7. Nombre total des membres du personnel auxiliaire

Le département d'histoire a donc besoin de quatre (4) dactylos, de deux (2) secrétaires de direction, d'un (1) chef documentaliste, d'un (1) chef de secrétariat et d'un (1) adjoint administratif.

Total: neuf (9) membres formeront le personnel auxiliaire, sans compter le personnel à temps partiel (documentalistes, recherchistes et correcteurs).

Actuellement, le département peut compter ^{sur} un personnel auxiliaire de trois (3) membres: un (1) chef de secrétariat et deux (2) dactylos. Une documentaliste à temps partiel, dont le dévouement et la compétence sont remarquables, Mlle Claudette Jodoin, a permis d'apporter quelque amélioration depuis un an à une situation qui était devenue tragique. Le chef de secrétariat, Mlle Gisèle Turcotte, fournit, depuis son entrée au département en 1962, une somme de travail au-dessus de la normale. Actuellement, son surcroît de travail taxe lourdement sa santé. Les deux autres employées du secrétariat sont également surchargées. Il serait naïf de prétendre que la bonne marche du département n'en souffre pas. J'avais prévu cette échéance depuis longtemps. Mes demandes pour augmenter le personnel auxiliaire depuis deux ans ont été systématiquement ignorées. Il n'est pas exagéré de dire que la situation est devenue intolérable.

III - LOCAUX, AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT

1. Bureaux, salles de réunion, entrepôts

Je n'insiste pas sur ce point car la situation est bien connue.

Nous vivons dans l'espérance d'un paradis terrestre dont la construction doit commencer prochainement.

[14]

Nous avons quand même le droit de nous demander si toutes les mesures ont été prises pour assurer une meilleure utilisation des locaux disponibles. Les réaménagements demandés depuis plusieurs mois se font toujours attendre. Les solutions d'urgence envisagées demeurent de pieux projets.

2. Bibliothèque et budget pour l'acquisition de livres

Le département a fréquemment fait connaître son point de vue à ce sujet.

Tous les directeurs de département sont unanimes pour déplorer l'absence d'une politique rationnelle et fonctionnelle dans ce domaine.

3. Ameublement et équipement

Le département a besoin d'au moins deux liseuses à microfilms de première qualité. Celles que nous possédons ne sont utiles que pour des recherches de courte durée.

Notre matériel didactique (cartes, diapositives, disques, etc.) est insuffisant.

Nos collections de microfilms, photostats, microfiches sont presque inexistantes.

Arrêtons ici cette litanie que j'ai souvent récitée.

IV - CONCLUSION

Ce mémoire a pour but de rappeler à mes collègues que je suis parfaitement conscient de la situation pénible au sein de laquelle nous nous débattons avec le sentiment d'être impuissants à la corriger. Me rappelant mes démarches, mes appels, mes rapports et mes éclats de voix, je suis porté à me dire qu'ils ont été inutiles. Quand je mesure le chemin parcouru depuis 1959, j'incline à penser qu'un certain progrès a été réalisé. Par contre, si j'analyse le retard accumulé, les déficiences évidentes et les besoins réels, je change immédiatement d'avis et je conclus que nous sommes toujours dans un état de sous-développement. A titre d'historien qui a étudié le milieu, je devrais être le premier à le savoir et le dernier à m'en étonner. Néanmoins, je ne puis accepter [15] qu'il en soit toujours ainsi.

A celui qui me succédera, je laisse ce bilan et ces renseignements. Ceux-ci, s'il en prend connaissance, l'aideront à poser ses conditions avant d'accepter le poste et le guideront dans l'exercice de la lourde tâche qu'il assumera. D'avance, je l'assure de mon entière collaboration.

30 novembre 1967.

Michel Brunet

Document 9 : Affiche de grève

« Correspondance, programme d'enseignement 1973-1980 » Affiche de grève. E0004, C976. Archives de l'Université de Montréal

Document 10: Quoi faire avec votre BAC

« Quoi faire avec votre BAC » *Le Sablier*. Mars 1984, p.15

Document 11: Lettre à l'intention de l'AEHUM

Lettre à l'intention de l'AEHUM avec une affiche en annexe. 17 avril 1980. Contenant 005971AH. Archives de l'Université de Montréal

Document 12: « Journée d'occupation au département d'histoire » *Le Forum*

« Journée d'occupation au département d'histoire ». *Forum*. 19 mars 1979, p.3.

Document 13: « Ça vous intéresse? » *Le Sablier*

Ça vous intéresse? *Le Sablier*. Mars 1984

Histoire occupe...

Faut donner

[1]

Les coupures de budgets commencent à se faire sentir!!! Le département d'Histoire est celui qui a le plus grand nombre d'étudiants par rapport au nombre de professeurs...

L'an passé, devant la pénurie de cours au département, certains professeurs ont dû doubler leurs cours à la session suivante

MAIS... -il n'y a aucune augmentation de budgets pour le département, même si la population étudiante a doublé en première et deuxième
-même si les coûts administratifs ont augmenté comme dans tous les départements compte tenu de l'inflation
-même si l'ensemble des salaires ont augmenté

DONC... on devra encore une fois de plus doubler les cours
-ce qui veut dire que le nombre de cours offerts diminuera largement car un cours doublé compte pour deux cours offerts

OR... -une partie des frais de scolarité du département d'Histoire et des autres départements des sciences sociales échoue dans d'autres départements n'ayant pas les budgets assez élevés pour couvrir le coût du matériel didactique très dispendieux (laboratoires, instruments en science santé et sciences Pures)

[2]

DE PLUS... -certains cours au département sont conçus pour satisfaire la demande de certains départements qui n'ont pas le personnel, l'aide de budgets ex.: le cours d'Histoire d'Italie demandé par le département d'Italies italiennes qui sera donné par un professeur du département d'Histoire qui est un spécialiste sur la question noire aux Etats-Unis. On perdra ainsi le cours d'Amérique noire qui est très en demande au département.

ET LA LISTE EST LONGUE.... ET L'HISTOIRE VA MAL FINIR!

QUE feront les étudiants de première année l'an prochain? (selon le directeur du département, le nombre atteindrait 190...)

QUE feront les étudiants de deuxième année l'an prochain? Compte tenu de son budget, le département d'Histoire ne pourra recevoir que 30 étudiants en troisième année alors qu'il y aura près de 120 étudiants en troisième année l'an prochain (certains en troisième année cette année n'ont pas terminé leurs cours...)

IL EST TEMPS D'EXIGER QUE L'ADMINISTRATION Cesse DE NOUS CONSIDERER COMME LA POUBELLE DE L'UNIVERSITE!!!

IL EST TEMPS QUE L'ON NOUS DONNE LA QUALITE DES COURS POUR LAQUELLE NOUS PAYONS!!! (cette année, 5 cours ont été coupés dont 4 en Histoire nationale alors que 75 % des étudiants d'Histoire se spécialisent dans ce domaine...)

IL EST TEMPS QU'ON AGISSE CONTRE LA DETRIORATION DE NOS COURS!!! (très dispendieux d'ailleurs et on prévoit une augmentation des frais de scolarité l'an prochain avec les coupures gouvernementales de 12.2 millions dans le réseau universitaire...)

[3]

IL EST TEMPS DE PRENDRE NOTRE HISTOIRE EN MAIN ET DE PASSER A L'HISTOIRE!!!

ON INVITE TOUS LES ETUDIANTS DES AUTRES DEPARTEMENTS A NOUS APPUYER EN VENANT NOUS RENCONTRER AU 6^e ETAGE DES SCIENCES SOCIALES DORS DE NOTRE OCCUPATION

MERCREDI, LE 14 MARS
AU 6^e DES SCIENCES
SOCIALES

Commentaires

Par Claire Hanny, étudiante au baccalauréat

1. Ce texte a été écrit en mars 1979, c'est le début d'importantes grèves qui vont continuer pendant une année.
2. Le département d'histoire n'est pas seul, les départements de psychologie et de sociologie vont également être en grève illimitée dans les années 79-80 pour des enjeux similaires.
3. C'est le Parti Québécois de René Levesque qui est au pouvoir de 1976 à 1981.

QUOI FAIRE AVEC VOTRE BACC. [1]

Comme vous avez été sages et que vous avez bien fait vos devoirs pendant trois longues années, monsieur le directeur de la grande Université est fier de vous décerner une belle grande feuille de papier (non... ce n'est pas une injonction), soit un diplôme, ou en langage plus familier un bacc. Avec un bacc. qui vous accorde des "droits" et des "privilèges" (si vous êtes bon en recherche, cherchez lesquels, tout en vous cherchant un emploi...), que faire? Ne reculant devant rien et chassant les toiles d'araignées qui se sont accumulées sous nos crânes depuis trois ans, nous vous suggérons ce qui suit.

- Effacer le mot "Histoire" avec du Liquid Paper et inscrire à la place, "Administration".
- Ne le fumez pas, vous allez faire un "bacc-trip".
- Le classer dans votre filière avec la carte de membre du club du Capitaine Bonhomme... pour ce que vous pouvez en faire. [2]
- Dans votre toilette, laissez-le sur le mur, c'est trop "rough" pour vous essuyer. [3]
- Dans Outremont, servez-vous en pour ramasser la marde de votre chien.
- Dans la litière de votre chat, totalement inefficace, sauf si vous recouvrez le bacc. d'une copie du journal La Forge. [4]
- Pour mettre le feu quelque part, au 6^e étage du Pavillon Lionel-Groulx, par exemple.
- Si vous manquez d'Odor Eater, servez-vous en dans vos vieux souliers (évitez les bas blancs).
- Si vous demeurez sur le boulevard Saint Joseph, accrochez-le dans la fenêtre et attendez les clichs.
- Faites-le dédicacer par Michel Brunet (réduction pour les groupes). [5]
- Demandez à vos profs ce qu'ils ont fait avec le leur... mais n'insistez pas trop.
- Envoyez votre bacc. avec deux couvertures du livre de René Durocher, "Histoire du Québec contemporain" (ou des fac-similés) pour vous mériter un souper avec le prof de votre choix (mais c'est vous qui payez). [6]
- Faites-en un macaron: "MON BACC. EST QUEBECOIS".
- Votre bacc. n'est pas recyclable, recyclez-vous.
- Mais surtout, ne le présentez pas à un futur employeur; le rire que votre bacc. déclencherait chez lui vous hanterait jusqu'à la fin de vos jours.

Diane BRULOTTE
Claude HAMEL

[7]

Commentaires

Par Claire Hanny, étudiante au baccalauréat

1. Ce texte est issu du journal étudiant *Le Sablier*, daté Avril-Mai 1980.
2. Les années 1979-80 ont été secouées par d'importantes grèves au sein du département d'histoire. Les étudiant.e.s ont protesté les coupures budgétaires, le manque de professeurs et des changements au programme de premier cycle. Des injonctions ont mis fin à au moins deux de leurs grèves illimitées.
3. Le Capitaine Bonhomme était un personnage de télévision jeunesse. Grand aventurier, il fut incarné au grand écran de 1962 à 1973.
Demandez à vos grands-parents s'ils ont encore leur carte de membre!
4. *La Forge* était le journal du Parti communiste ouvrier du Canada. Celui-ci a été fondé en 1979 et dissout en 1982.
5. Historien des États-Unis et du Québec, il a été directeur de 1959 à 1968.
6. Historien du Québec et du Canada, il a été professeur et directeur du département. L'influente *Histoire du Québec contemporain* de Durocher, Linteau et Robert paraît en 1979.
7. On se pose encore les mêmes questions plus de 40 ans plus tard, peut-être que les réponses sont plus optimistes maintenant?



UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Service d'animation culturelle
Centre communautaire [1]

✓
Dossier An. Étudiants

Le 17 avril 1980

M. François Dumont [2]
Association des étudiants
en histoire
534, McEachran
Montréal, P.Q.

REFERENCE: Contrat no. 1748, party à la cantine du 3è le 15 avril '80

Monsieur,

Lors de votre récent "party" du 15 avril dernier, des membres de votre association ont offert des difficultés à la fermeture de la salle prévue pour 2h. A.M. En effet, vous avez occupé la cantine et le foyer du 3è jusqu'à trois (3h. A.M. 0 heures; même si notre chef d'équipe a demandé de respecter l'horaire mentionné sur le contrat no. 1748, vous n'avez pas cru bon d'écouter sa requête. [3]

Au cours de la soirée, des membres de votre association ont quitté le local réservé et ont occupé le foyer du 3è était rangé tout le matériel d'une exposition spéciale. Cela tenait sans doute au fait que vous aviez réservé une salle pour 200 personnes et que vous avez réuni plus du double de gens prévus. [4]

En accueillant autant de monde et en augmentant la durée du "party", ajouté au fait qu'il y avait bière à volonté (voir ci-joint votre pamphlet publicitaire), ne possédant pas de service d'ordre, ni officiel ni officieux durant cette soirée, nous croyions que ce manque évident d'organisation est inacceptable. Vous comprendrez que vous enfoncez ainsi les normes minimales de sécurité pour les incendies, le contrôle des salles ou pour la régie des alcools.

.../2

Nous avons connu le même problème avec votre association l'an dernier: dans une lettre du 19 avril 1979, à M. Robert Gravel, je l'avertissais déjà que nous réduirions vos activités à l'intérieur du Centre communautaire, si votre association ne respectait pas les contrats signés. Nous croyions maintenant que notre service de location pour des raisons de sécurité et d'ordre se voit dans l'obligation de vous interdire toute location de salle et ce, jusqu'en septembre 1981. Nous devrons discuter, alors, des mesures que vous entendez prendre pour garantir tout le respect de contrat ou lois.

[5]

[6]

Nous déplorons vivement que cette situation engendre de telles mesures, mais elles sont nécessaires.

Bien à vous,



Jean-Pierre Pepin,
Adjoint administratif

JPP/mfl

P.J. (1)

C.C. M. Gaston Clouthier,
Directeur SAC

M. Claude Painchaud,
Directeur des services
auxiliaires

M. Nicolas Oikonomides,
Directeur, dép. histoire

[7]

PARTY D'HISTOIRE
MARDI 15 AVRIL 1980
'A 9 HEURES

3^{EME} ETAGE DU
CENTRE COMMUN.

\$ 2.00 bière, vin, liqueur

A VOLONTÉ

[8]

TRAVERSER ET
APRES UN MOIS,
DE GREVE

ÇA S'IMPOSE!
Voilà
le jour est sous
AEHUM

[9]

Commentaires

Par David Vaillant, étudiant au baccalauréat

1. À l'époque, les « partys » pouvaient se faire dans des établissements de l'UdeM, comme la cantine du centre communautaire.
2. François Dumont était pour la session d'hiver 1980 responsable du Comité-party de l'AÉHUM (l'ancêtre de la coordination à la vie étudiante). Il est succédé par Pierre Brazeau très peu après cette fête.
3. Cette affirmation a été démentie par l'association, qui prétend avoir quitté les lieux au plus tard à 2h20.
4. Le 15 avril marquait la dernière journée de cours dans plusieurs départements, ce qui explique l'affluence d'étudiants d'histoire et d'autres programmes.
5. D'autres fêtes de l'AÉHUM avaient également eu lieu entre temps : le 12 décembre 1979, le 17 janvier 1980 et le 1er mars 1980.
6. La situation semble s'être réglée plus tôt, car l'AÉHUM tient une autre fête au 3e étage du centre communautaire le 10 novembre 1980.
7. L'ajout en copie conforme de la direction du département a grandement choqué l'AÉHUM, déjà en froid avec le département.
8. Selon la loi québécoise sur la publicité en matière de boissons alcooliques, il est interdit de promouvoir toute consommation excessive d'alcool, ainsi le concept « à volonté » ou « open bar » n'est pas légal. Toutefois, à l'époque, c'était pratique courante dans plusieurs associations étudiantes de faire payer un montant fixe pour une consommation illimitée.
9. Cette fête vient après une longue grève. Le 12 mars 1980 est votée une grève générale illimitée pour contester la nouvelle réforme du programme de premier cycle. Ainsi, cette grève d'un mois étant terminée, la célébration était dans l'air.

ÇA VOUS INTÉRESSE ?

Il y a 4 ans, en fait le 12 mars 1980, un vote de grève générale illimitée était pris par l'assemblée générale des étudiants en histoire de l'U de M. Cette action avait pour but de s'opposer à l'implantation d'un nouveau programme d'étude pour le premier cycle par le département. Ce programme qui, à l'époque, ne faisait pas du tout l'affaire des étudiants, nous le supportons encore aujourd'hui.

[1]

Nous le supportons malgré qu'il ait été modifié au fil des ans. De nombreuses revendications des étudiants d'il y a quatre ans, alors balayées du revers de la main par l'administration, se sont vues concrétiser après que le département ait remarqué la faillite de son programme. Entre autre, alors que les cours de première année étaient des cours de 6 crédits (cours-année) ils se sont transformés en deux cours de 3 crédits.

[2]

Mais, ces modifications n'ont pas empêché le département de sombrer dans le marasme : de moins en moins d'inscriptions à tous les niveaux d'études, de moins en moins de diplômés. La situation est devenue tellement grave qu'elle a forcé le vice-recteur aux études de l'Université, Jean-Pierre Wallot (il est professeur au département), à écrire à ses collègues pour leur demander "ce qui se passait". Le directeur du département, Nicolas Oikonomides, a démissionné au reçu de cette lettre.

Lentement, nos professeurs se sont rendus compte de la gravité de la situation : il y a eu une baisse de 47% de gradués au baccalauréat en histoire en 1983 par rapport à l'année précédente alors qu'au niveau de la Faculté des Arts et des Sciences la baisse n'était que de 7,8%; il y a eu 254 inscriptions en histoire en 1982 contre 380 en 1979. Un comité conjoint profs/étudiants a été créé pour étudier la situation.

[3]

Ce comité fonctionne admirablement bien. Les étudiants font des gains importants. Certains professeurs proposent des changements au programme qui nous semblent intéressants. Ainsi, M. Durocher parle d'un programme plus souple où l'étudiant participerait à sa formation. M. Falmagne, laissant de côté le conservatisme caractéristique du département, propose l'ajout de cours d'informatique dans le bloc Z.

Les étudiants doivent aussi dire leur mot. Après tout, c'est de leur formation qu'il s'agit. Déjà, 3 étudiants mandatés par l'AEHUM participent au comité conjoint et font, il faut le souligner, un excellent travail. Toutefois, cette question nous concerne tous, et plus particulièrement les étudiants de première année qui sont encore au département pour 2 ans. Pour cette raison, nous souhaitons que le débat s'élargisse. Nous souhaitons que les étudiants discutent entre eux du programme qu'ils veulent. Le débat peut se prendre en assemblée générale (incidemment il y en a une le jeudi 8 mars à 12h30 à l'amphi H) ou, si nous le jugeons nécessaire, au cours d'une demi journée d'étude.

Ce que nous vivons en premier lorsque nous sommes à l'université, ce sont nos cours. Il y a moyen, en dépensant un minimum d'énergies, d'améliorer la condition de ces cours, la condition de notre vie. Pas besoin de faire la révolution pour cela, juste se parler sera suffisant.

[4]

pris à la salle 62307
Tma 1984

Anne-Marie Chaput, étudiante en 1ere
Janyke Fortier, étudiante en 1ere
Michel De Waele, ancien étudiant

Commentaires

Par Françoise Bernatchez, étudiante au baccalauréat

1. Grève du 14 mars 1979 en opposition aux compressions budgétaires du gouvernement sur les universités québécoises pour l'exercice financier 79-80.
2. Dans les années 70-80, le principal outil de didactique des cours était des notes de cours imprimées et des pages de manuels photocopiées. Les étudiants étaient dans l'obligation de payer de leur poche ces dernières, ce qui représentait une grande part de leurs dépenses académiques. Pour une session de cinq cours, un étudiant payait en moyenne 20 à 50\$ de photocopiés par semaine ce qui doublait presque le prix d'une session, sans compter le coût des manuels.
3. La Révolution tranquille entraîne une montée du nombre d'étudiants au niveau collégial et universitaire qui s'amplifie dans les années 70. Cependant, les coûts reliés à l'augmentation des inscriptions sont supérieurs au financement public du gouvernement accordé au département.



Les étudiants en histoire qui veulent une part plus substantielle des budgets occupaient les locaux de leur Département, mercredi dernier.

Journée d'occupation au Département d'histoire

Les 367 étudiants de première, deuxième et troisième année d'histoire ont occupé les locaux de leur Département, mercredi dernier, pour obtenir trois revendications bien précises: l'engagement d'un nouveau professeur ainsi que de professeurs auxiliaires, l'agrandissement de leur centre de documentation et la gratuité des frais de photocopie.

Convaincus qu'ils sont les parents pauvres de la Faculté des arts et des sciences, les étudiants réclament que la Faculté fixe les budgets accordés au Département d'histoire en fonction de la subvention du gouvernement per capita et des frais de scolarités. Selon Claude Couture, un porte-parole des étudiants, la clientèle du premier cycle du Département d'histoire n'a droit qu'à 3,15 pour cent du budget de la Faculté alors qu'elle représente 4,8 pour cent de l'ensemble des étudiants de la FAS.

Cette année, explique le porte-parole étudiant, le Département d'histoire fonctionne avec un budget de \$848 000. Or, si on considère que la subvention per capita est de \$6 411 et que les frais de scolarité sont de \$540 par année, le Département aurait dû obtenir un budget de \$2,5 millions environ, soutiennent les étudiants.

Les coupures budgétaires de 12,5 millions dont \$5 millions pour l'Université de Montréal, que le gouvernement a annoncées pour l'exercice financier 79-80, inquiètent particulièrement les étudiants d'histoire. "Les coupures frapperont un département qui a déjà un manque à gagner", indique Claude Couture, en ajoutant que la situation risque d'être d'autant plus pénible que la clientèle étudiante augmentera sensiblement en septembre prochain. Selon les calculs des étudiants, la clientèle du Département devrait passer de 367 à 450 en septembre. Les

étudiants qui notent déjà une tendance à sabrer dans leur banque de cours, craignent que les coupures ne viennent détériorer davantage la situation.

Cette journée d'occupation avait été votée à l'unanimité par 152 étudiants qui participaient à une assemblée générale le 13 mars. Soulignons que les étudiants n'écartent pas la possibilité d'exercer d'autres moyens de pression au cours des prochaines semaines.

Rejoint au téléphone, le directeur du Département, M. Nicolas Oikonomides a souligné qu'il n'était pas en mesure pour l'instant de confirmer ou d'infirmer les chiffres fournis par les étudiants. "Tout ce que je sais, a-t-il dit, c'est que les coupures affectent toutes les universités de la province."

J.B.

Émission d'obligations

L'Université de Montréal vient d'émettre une série d'obligations pour un montant total de \$10 millions à un taux d'intérêt annuel de 10,5 pour cent. Une première tranche de ces obligations, au montant de \$5 350 000 viendra à échéance le 23 février 1984 tandis que la seconde, de \$4 650 000, le 23 février 1989.

L'intérêt sera versé aux détenteurs d'obligations deux fois l'an, les 23 février et 23 août. Le premier versement sera effectué le 23 août 1979.

Soulignons que l'Université procède régulièrement à des émissions d'obligations qui constituent son mode de financement habituel. Au total, les obligations de l'Université actuellement en circulation atteignent quelque \$80 millions.

J.B.

[1]

[2]

[3]

Commentaires

Par Françoise Bernatchez, étudiante au baccalauréat

1. Grève en opposition à l'adoption d'un nouveau programme pour le baccalauréat en histoire en 1979 qui se trouve à être plus encadré et structuré par sa division en blocs et l'ajout de nombreux cours obligatoires (21 crédits obligatoires en 1re année, 15 crédits hors département, le reste au choix).
2. Le corps étudiant est en désaccord avec la mise en place de ce nouveau programme qui laisse une moins grande liberté dans le choix des cours au sein du cursus. L'entrée en vigueur de ce dernier amène également le corps étudiant à critiquer leur exclusion à l'administration du département.
3. La création d'un comité professeurs et étudiants (par le biais de la présence de représentants de l'AÉHUM aux assemblées départementales) entraîne un assouplissement des cours obligatoires du programme.
4. La grève de 1980 relève de la vie départementale et de ses membres.

Vivre et raconter

Par Louis Michel, professeur retraité du département d'histoire

Le département d'histoire existait depuis près de deux décennies lorsque j'y suis arrivé en septembre 1966. J'en ai fait partie jusqu'en juin 2004, date de ma retraite. Dans cette longue période, permettez-moi de ne retenir que les cinq années 1966-1971 que j'ai vécues comme chargé d'enseignement avant de bénéficier d'un congé de deux ans pour aller en France poursuivre et terminer mes études de doctorat (intermède qui mériterait en lui-même quelques commentaires).

En arrière-plan, il y aurait lieu d'évoquer l'évolution menant de l'euphorie de l'Expo 67 à la crise d'Octobre et ses suites, sans oublier la guerre du Vietnam et autres événements. Mais dans l'histoire du département, la période a d'abord été marquée par un changement de domicile. En 1966-67 et 1967-68, il était encore installé dans l'édifice Cormier au quatrième étage de l'aile V (avec une bibliothèque logée au pied et dans la tour du pavillon central). À la rentrée de septembre 1968, il a déménagé au sixième étage de l'édifice tout neuf des sciences humaines et sociales qui venait d'être construit en étant doté d'une bibliothèque où il y avait un accès libre aux rayons (une bonne partie des livres et revues restait cependant dans la bibliothèque centrale).

En prenant possession de ses nouveaux locaux, le département d'histoire vivait encore un temps de croissance. L'effectif du corps professoral atteignait la vingtaine d'individus. En dehors de Thérèse Prince-Falmagne (et pour un temps assez court de Susan Robertson), c'était clairement un « boy's club ». Mais c'était aussi un groupe assez jeune. Ses membres les plus âgés n'avaient pas encore franchi le cap de la cinquantaine (ou c'était très récent) et la majorité n'avait pas quarante ans, dont plusieurs chargés d'enseignement qui étaient encore dans la vingtaine (ceux-ci étant employés à plein temps et non pas à la charge de cours). Chez les étudiants de premier cycle, il y avait plus de mixité mais je ne suis pas en mesure de donner des proportions et d'avancer un chiffre très assuré sur leur nombre total. Celui-ci avait sûrement beaucoup augmenté et dépassé les deux cents pour approcher les trois cents. Quand je suis arrivé, ces étudiants préparaient une licence d'histoire faite de plusieurs certificats en suivant un programme qui comportait un tronc commun largement majoritaire. Cela favorisait des regroupements informels en fonction de l'année d'étude. En revanche, je n'avais pas affaire aux étudiants de deuxième et troisième cycle et je ne peux rien dire de la taille de leur groupe.

Jusqu'en juin 1968, le département était dirigé assez fermement par Michel Brunet. Apparemment, sa « gouvernance » était assez consensuelle et ne rencontrait pas d'opposition notable, y compris de la part des étudiants qui de toute manière n'avaient pas

voix au chapitre. Quand Roland Lamontagne l'a remplacé, ces jours tranquilles ont cependant pris fin assez brutalement. En octobre 1968, en écho aux soulèvements étudiants des États-Unis et de France et, plus directement à l'imitation de ce qui se passait dans plusieurs CÉGEPs, une contestation de grande ampleur a secoué le département d'histoire (comme quelques autres). Plusieurs semaines de grève, multiples réunions avec défilé de professeurs devant l'assemblée générale des étudiants et finalement élaboration d'un projet commun avec une majorité de professeurs. Celui-ci visait une autonomie maximum du département, notamment en matière d'organisation des études. Il a été présenté devant la commission Deschênes, mais les changements sont plutôt venus d'en haut avec notamment le remplacement de la licence par des baccalauréats (spécialisé, majeur-mineur, etc.), le réagencement des programmes de cours, la présence des étudiants aux assemblées départementales. Mais les querelles avec le directeur n'ont pas cessé pour autant.

Le département demeurait connu comme la citadelle de « l'école de Montréal ». Le trio qui l'incarnait avait cependant perdu l'un des siens avec le départ de Guy Frégault. Restaient Michel Brunet et surtout Maurice Séguin, le théoricien du néonationalisme dont l'autorité intellectuelle était incontestée. Le désaccord avec le trio de « l'école de Québec » (Marcel Trudel, Jean Hamelin et Fernand Ouellet) était encore vivace (à l'invitation des étudiants, F. Ouellet était venu exposer son point de vue et affronter les objections de Pierre Tousignant). Cependant, les centres d'intérêt des professeurs et les sujets des cours étaient d'un côté comme de l'autre beaucoup plus diversifiés et s'étendaient largement au-delà de l'histoire du Canada. La différence était probablement plus importante dans les rapports avec l'historiographie et les historiens français. Au moins pour un temps, deux des ténors de l'école de Québec (Hamelin et Ouellet) se réclamaient volontiers de l'histoire économique et sociale à la manière d'E. Labrousse et Robert Mandrou, l'un des membres les plus connus du mouvement des Annales, fréquentait assidûment l'université Laval. En revanche, à Montréal, « disciple déviationniste de L. Groulx », M. Séguin s'était largement fait lui-même pendant que, comme G. Frégault, M. Brunet avait fait son doctorat aux États-Unis (université Clark, située à Worcester, Massachusetts). Les rapports de l'un et de l'autre avec la « nouvelle histoire » promue en France depuis les années 1930 étaient pour le moins assez distants. Un changement s'est esquissé quand R. Lamontagne est devenu directeur. Abonné aux « Annales, économies, sociétés, civilisations », ce dernier se flattait d'entretenir des liens avec Fernand Braudel. Il l'a fait inviter à donner une grande conférence au printemps 1969 et à y ajouter un séminaire au département des sciences économiques. Le passage du maître n'a pas suscité beaucoup d'enthousiasme au département mais il a débouché sur un début de coopération avec la sixième section de l'EPHE de Paris. À l'automne suivant, Denis Richet est venu séjourner au département durant quelques semaines au cours desquelles quelques projets de recherche ont été esquissés. En même temps, d'autres représentants de « l'école des Annales » sont passés pour s'adresser à un public assez limité. Ainsi Pierre Goubert, Emmanuel Le Roy Ladurie et F. Furet. Mais tout cela n'a été qu'un feu de paille et il a fallu renouer des relations plus solides dans les années 1973-1975. Mais cela sort de mon sujet.

Un historien témoigne de sa relation avec le Département d'histoire

Claude Morin a participé à la vie départementale pendant plus d'un demi-siècle. D'abord comme étudiant (1966-1970), puis comme professeur entre 1970 et 2006, dont neuf ans à titre de directeur, enfin comme retraité. Ont participé à l'entrevue, le 16 novembre 2022, Claire Hanny (CH), étudiante de premier cycle, Alexandre Beaulieu (AB), étudiant à la maîtrise et Thomas Wien (TW), professeur au Département. Claude Morin a révisé les notes de son intervention.

1 Jeunesse et études

TW Décrivez le chemin qui vous a mené à l'Université de Montréal, d'abord pour y étudier et ensuite pour y enseigner.

J'ai grandi sur une petite ferme (d'env. 20 ha) en Estrie entre Lac-Mégantic et Sherbrooke. À 2 km du village, j'ai ainsi pu étudier à l'école du village, plutôt qu'à l'école de rang, ce qui m'a permis de me distinguer par les études. Fils unique, je combinais le travail manuel sur la ferme et l'étude personnelle par la lecture et en fréquentant les dictionnaires *Larousse* et *Cassell's*. Mes excellents résultats scolaires m'ont conduit à faire le cours classique dans des institutions religieuses comme pensionnaire à Bury, puis à Sherbrooke. Détenteur d'un B.A., je me suis inscrit à l'UdeM pour un bacc d'un an en bibliothéconomie. Le travail comme bibliothécaire, d'abord à Toronto, puis à l'UdeM allait financer mes études en histoire. J'étais attiré par l'histoire des autres pays. J'avais déjà appris par moi-même l'espagnol et acquis de la même façon des bases d'allemand et de russe. Je suivis avec une passion particulière les cours sur l'Europe, les États-Unis et en relations internationales. Le contexte fera que je m'orienterai vers l'Amérique latine dès ma seconde année de licence.

CH/TW Vous êtes arrivé à l'Université de Montréal en 1966, en pleine Révolution tranquille. La création des cégeps a profondément changé l'organisation des études au département : émergence du premier cycle, augmentation considérable du nombre des étudiant.e.s (et, en décalé, des professeur.e.s), achèvement ou presque de la laïcisation. Comment avez-vous vécu ces changements?

Le gros de ma cohorte détenait un B.A. acquis dans les collèges classiques. Le département dispensait alors une licence ès lettres (histoire) constituée de 4 certificats

(Antiquité/Moyen Âge, Moderne/Contemporaine, Canada, Sciences humaines) étalés sur trois ans. Le choix de cours était limité et la promotion se faisait par certificat. En 1968-69, nous fîmes la grève : nous exigeons plus de flexibilité et la promotion par cours. Les premiers cégeps ouvrirent en 1967 : le bacc n'allait succéder à la licence qu'après 1970. Et la grande réforme se fera vers 1977 : jeune professeur, je fis partie du comité de réforme. Comme étudiant (1966-70), je fus témoin de la transition fulgurante. Quelques chiffres en donnent la mesure. Entre 1960 et 1970, le Département passa de 4 à 21 membres (dont plusieurs chargés d'enseignement, des doctorants qui deviendront des adjoints après leur doctorat). Le nombre d'étudiants passa de moins de 100 à plus de 500. En 1955, 15 étudiants poursuivaient des études supérieures; en 1960, ils étaient 35, puis cinq fois plus en 1970 (135 en maîtrise, 30 au doctorat). Depuis 1965, nous avons un recteur laïc, Roger Gaudry, qui pilotera l'obtention d'une charte laïque en 1967 et la création de la FAS en 1972. Je ne me souviens pas d'avoir assisté à la messe qui marquait le début de l'année universitaire. Formé par des clercs et longtemps pensionnaire, j'avais mis fin à la pratique!

TW Comment êtes-vous devenu latino-américaniste et dans quelle mesure votre formation à l'UdeM (qui ne comptait pas d'historien spécialiste de ce champ d'études, en principe) vous a-t-elle incité à choisir cette voie?

J'y suis venu par la langue. Je m'étais enseigné l'espagnol par moi-même à partir de 15 ans. La révolution cubaine et le défi qu'elle posait pour les États-Unis faisait que l'Amérique latine était dans médias. J'appris en 2^e année de licence qu'un prof en congé d'étude, Jean-Marie Loncol, allait revenir avec un doctorat l'année suivante. Parallèlement aux cours obligatoires, j'ai appris en autodidacte l'histoire de l'Amérique latine. En 3^e année, je pris contact avec Jean-Pierre Berthe, un éminent mexicaniste de Paris. En mai 1969, je me rendis au Mexique en auto pour y faire des recherches pour ma maîtrise que je terminai en juin 70 sous la supervision à distance de Berthe. Je devais entreprendre le doctorat à Paris en novembre. Mais Loncol eut un accident d'auto en juin : le département me demanda de le remplacer pour son cours d'été, puis pour l'année 1970-71. Je repris alors mon projet personnel : retournant au Mexique en mai 1971, puis allant à Paris pour une scolarité (très autonome) en novembre, suivi d'un séjour dans les archives espagnoles et mexicaines entre juin 1972 et mars 1973. Mon séjour à Paris me permit de suivre plus d'une demi-douzaine de séminaires avec autant

d'historiens remarquables (Le Roy Ladurie, Vilar, Braudel, Dupâquier, Romano, Berthe, Wachtel, etc.). De retour à Montréal, le directeur Jean Blain me proposa un poste pour seconder Loncol en congé de maladie. J'enseignai trois cours en 1973-74 tout en rédigeant ma thèse que je terminai et défendis à Paris en juin 1974. Je remplissais désormais les conditions pour entreprendre une carrière. Je dois donc à un accident d'être devenu professeur à l'Université de Montréal et collègue de mes anciens professeurs, une situation assez répandue à cette époque.

TW Vous avez connu deux membres de l'« école de Montréal » (Michel Brunet et Maurice Séguin), en tant qu'étudiant puis en tant que collègue. Quels souvenirs ces deux hommes vous ont-ils laissés?

J'ai bien connu Michel Brunet comme étudiant pour ses cours sur le Canada et les États-Unis. Il émaillait ses cours d'anecdotes, insistait sur les individualités et sur la primauté du « nombre ». Sa façon de faire en faisait un professeur vivant. Devenu collègue, je mangeais souvent avec lui à la cafétéria, une occasion pour en apprendre davantage sur quantité de sujets et de personnalités. Nous avons même partagé la chambre à San Francisco alors que nous assistions au congrès international des sciences historiques. J'aimais son engagement sur l'actualité. Il m'encouragea à intervenir dans les médias sur l'Amérique latine. C'était une personnalité sûre de son jugement. Brunet fut un remarquable directeur qui présida (1959-67) à la construction et l'expansion du département. Étudiant, je n'ai pas connu Maurice Séguin parce qu'il était alors en congé de maladie. Sa santé fit que sa présence fut par la suite très discrète. Étrangement, j'ai connu Séguin en 2022 en préparant un hommage pour Pierre Tousignant, son plus loyal disciple. J'aurais sûrement apprécié ses cours : ses normes, son engagement nationaliste, son approche structuraliste m'auraient séduit. J'étais cependant trop internationaliste pour devenir canadieniste. Séguin était moins connu du grand public, mais était le plus profond, un vrai maître pour tous ceux qui l'ont côtoyé dans ses meilleures années. Ne disait-on pas : Brunet est celui qui parle (et écrit), Séguin, celui qui pense?

2 Professeur

TW Le secteur « histoire de l'Amérique latine » a connu une évolution en dents de scie. Pourriez-vous décrire les phases successives de cette évolution?

Le secteur a démarré en 1968 pour souffrir ensuite du congé de maladie de Jean-Marie Loncol. Je l'ai remplacé en 1970, puis à partir de 1973, nous fumes deux professeurs jusqu'en 2002, quand Loncol partit à la retraite. Mais Loncol fut handicapé pendant toute sa carrière par les séquelles de son accident (une triple fracture du crâne et un long coma). Nous étions amis mais sans collaborer. Je n'étais pas un latino-américaniste à plein temps : pendant 10 ans, je dispensai un cours de méthodologie (Marxisme et histoire ou Démographie historique) et pendant 10 autres années un séminaire obligatoire en maîtrise et au doctorat. Cette dispersion servait le département, mais désavantageait ma spécialité. La vitalité du secteur se mesure néanmoins au nombre de mémoires (34) et thèses (6) réalisés sous ma direction, plus huit mémoires et une thèse avec Loncol. En 2004, Cynthia Milton était recrutée pour ce secteur, juste avant ma retraite en 2006. Elle apportera un grand dynamisme aux études supérieures (10 mémoires et 4 thèses en 15 ans), détiendra une chaire junior pendant 7 ans, mais quittera en 2020 pour se rapprocher de sa mère à Victoria. Aucun professeur régulier n'assure présentement ce secteur. L'Amérique latine est présente dans au moins quatre départements au Québec. Les études latino-américaines se portent bien si l'on considère leur présence dans les autres disciplines.

TW La féminisation du corps professoral au département s'est faite par à-coups et non sans hésitations. Pourriez-vous évoquer l'évolution des sentiments à l'égard de cette question?

Pendant une vingtaine d'années, Thérèse Prince fut la seule professeure à faire carrière chez nous : une autre femme pouvait l'accompagner pendant quelque temps, puis quittait pour des raisons personnelles (Susan Robertson, Louise Dechêne, Bettina Bradbury). En 1988, il y avait 2 femmes et 22 hommes. En 2000, 4 femmes et 20 hommes. Entre ces deux dates, le département avait absorbé 9 professeurs d'autres unités, tous des hommes. Il avait organisé 15 concours et recruté 7 femmes, mais 3 quittèrent pour différentes raisons. Je crois que le défaut de féminisation était davantage un héritage que la marque d'une discrimination. Un décalage s'était produit entre la féminisation des inscriptions et celle du corps professoral. Le rattrapage a pu progresser avec la

croissance des docteurs. L'époque des historiens machos Brunet assumait son sexisme est révolue. Le problème venait également de la définition des postes. Je me réjouis de constater qu'il y a aujourd'hui 10 professeures pour 24 postes.

AB L'informatique et la vidéoconférence ont permis au département de mieux traverser la pandémie. Pouvez-vous expliquer, dans vos différents postes, comment l'informatique a modifié votre travail, des courriels aux publications en ligne en passant par votre fameux blogue et les outils électroniques de l'enseignant (même en présentiel)?

L'informatique entra au secrétariat en 1985. J'ai acheté mon premier ordi en 1987 et je me suis mis à écrire mes notes et mes cours à l'ordi. Je produisais et maintenais à jour les cahiers de mes cours (mon cahier pour le HST 1044 faisait plus de 200 pages) et j'entrepris de présenter des PTT en classe. Plus tard j'utilisai la plateforme WebCT. En 1997, en devenant directeur, je faisais partie de l'avant-garde. En 1999, en réponse à une commande, je faisais la promotion des TIC en histoire (« Les historiens, l'enseignement et les nouvelles technologies », *L'Autre Forum*). Directeur, j'étais également webmestre pour le département. C'est grâce à l'informatique que j'ai produit deux versions du *Guide méthodologique* (1^{er} cycle et maîtrise) que des collègues ont récemment mis à jour. À l'époque, je crois avoir bâti et entretenu le site web le plus riche en matériaux. On m'a évidemment rattrapé. Après la retraite, je me suis mis à publier sur le web, dans des publications numériques ainsi que sur Facebook. En 2010, j'ai créé un blogue, *Latinoamérica : présent-passé*. Pendant la pandémie, j'ai donné sur Zoom trois conférences pancanadiennes pour des publics francophones.

CH Vous avez vécu la grève étudiante du début des années 80. Pourriez-vous nous en parler un peu? Quels étaient les rapports entre professeurs et étudiants lors de cette période et dans les années suivantes?

J'avoue ne pas avoir souvenir de cette grève, même si 1980 marque le début de la crise financière à Université de Montréal. Peut-être a-t-elle coïncidé avec un congé sabbatique passé au Mexique. J'ai par contre souvenir d'une autre grève au printemps 2004. Ayant été un militant étudiant en 1968, j'ai toujours conservé de bonnes relations avec les étudiants que leur combat réponde à des intérêts « corporatistes » ou concerne des enjeux sociétaux. Quand j'étais directeur j'avais aidé à l'obtention de locaux pour les deux associations, dont l'ouverture d'un café, tout en leur rappelant qu'ils ne devaient pas entreposer de la bière! Un matin alors que j'avais passé la nuit au bureau,

j'avais surpris deux concierges qui étaient allés boire au local au début de leur quart de travail!

TW Dans quelle mesure votre carrière a-t-elle été marquée par les compressions budgétaires ou les difficultés financières de l'Université?

Je n'ai pas eu à souffrir au plan personnel. J'y reviendrai à propos du Centre de recherches caraïbes. Comme directeur, j'ai eu à gérer des budgets comprimés : sacrifier le poste de documentaliste, réduire des charges de cours, renoncer à des embauches, couper dans les budgets d'auxiliaires, refuser des fonds de déplacements. Pour économiser, je me chargeais de tâches qu'il aurait fallu financer à même notre budget (entretenir les ordis du secrétariat, y installer des logiciels, équiper de stores les bureaux des secrétaires). J'utilisais ma prime de direction pour aller à des congrès.

3 Directeur/administrateur

AB Comment avez-vous vécu la transition de professeur à directeur du département, du point de vue professionnel?

J'avais été responsable des études supérieures pendant quatre ans. J'avais l'habitude de solliciter la collaboration des collègues. Je suis quelqu'un qui entretient des rapports horizontaux avec les gens. Je me considérais *primus inter pares*. Mon défaut : payer de ma personne, en prendre trop sur mes épaules, aller de la macrogestion à la microgestion. Admirateur de Fidel et de Guevara, j'appliquais cette approche dans la gestion. La principale conséquence : mes travaux de recherche de longue haleine ont souffert. Directeur, je privilégiais des projets à court terme, me limitant à un enchaînement de conférences, d'articles, de recensions. Mon enquête sur les structures de famille au Mexique colonial n'a jamais abouti comme je l'avais envisagée.

AB Pouvez-vous décrire votre rapport aux étudiants dans les différents postes que vous avez occupés au sein du département?

Comme jeune prof, j'ai même joué au hockey et au football avec les étudiants. J'ai toujours été exigeant envers mes étudiants pour la qualité de leurs travaux. Aux cycles supérieurs, je conseillais sur le fond et je corrigeais la rédaction ligne par ligne,

réécrivant au besoin. J'ai produit deux guides. J'ai siégé à des comités de bourses au CRSH, au FCAR. Et j'ai travaillé à la création de bourses pour les étudiants.

CH Quels étaient les enjeux et les petits et grands projets départementaux lors de votre temps en tant que directeur du département?

Le grand enjeu fut de mener à bien la mission d'évaluation du département en 2000-2001 et de produire un document de 29 p. (sans compter des dizaines de pages d'annexes). Il fallait évaluer ce que nous avions fait depuis 1988 et définir notre voie pour la prochaine décennie. Un exercice lourd qui n'alla pas sans tensions entre les collègues. Un problème lancinant qui a mobilisé réflexions et ressources a été de réduire le taux d'attrition en première année, lequel avoisinait les 40 % vers 2000. Nous admettions des étudiants qui avaient une cote R faible et qui ne pouvaient entrer dans des programmes plus exigeants. Pour plusieurs, HST était un stationnement faute de mieux. Il fallait les encadrer au moyen d'auxiliaires qui les accompagneraient dans leurs travaux. Il a fallu gérer la perte du documentaliste et la fermeture du Centre de documentation. Bernard Robert était la cheville ouvrière, très proche des étudiants. Il fallut proposer des programmes nouveaux aux cycles supérieurs : une maîtrise sans mémoire, une maîtrise pour l'enseignement au collégial, une maîtrise en histoire appliquée (musée, patrimoine, etc.) qui tous ont vu le jour. Il fallait aussi réformer l'examen de synthèse au doctorat.

AB Il est parfois difficile de travailler en équipe. Dans vos fonctions de directeur du département, vous avez sûrement dû médier des relations professionnelles ou interpersonnelles difficiles entre certains professeur.es. Comment pouviez-vous amener des professeur.es avec des positions diamétralement opposées à s'entendre sur des points contentieux en assemblée départementale?

Certains collègues ont un égo surdimensionné. Ils se comportent comme des *primadonnas*. Ils se considèrent comme une PME autonome définissant leurs objectifs sans tenir compte des obligations collectives. Le plus difficile fut d'encadrer les professeurs venus en 1988 de l'Institut d'histoire et de socio-politique des sciences, une petite unité tournée vers la recherche. L'un voyageait beaucoup sans m'avertir qu'il confiait ses cours à quelqu'un. Un autre refusait d'enseigner un cours général. Un troisième réclamait des dégrèvements. Individualiste dans ce que je fais, j'ai toujours défendu l'intérêt collectif. Le plus lourd de ma tâche de directeur était de piloter les concours de promotion des professeurs, d'obtenir des votes favorables et de rédiger mes recommandations. Et de piloter les concours de recrutement de nouveaux

professeurs et de mener à bien la concertation pour le choix des candidats. À la fin de mon 2^e mandat, j'ai vécu une crise à propos d'un concours. Deux camps s'affrontaient : l'un défendait une conception classique des relations internationales, l'autre une conception large, socio-culturelle, de l'international. J'étais conceptuellement proche du second groupe, mais je concevais que les besoins favorisaient la première définition. Faute d'entente, le concours fut annulé. J'ai vécu cette crise comme un échec personnel. D'autant plus que la Faculté, quand mon mandat prit fin, désigna un vicedoyen pour administrer le département. Cela ressemblait à une mise en tutelle. La FAS a cru que la solution à la polarisation passait par le recrutement d'un directeur à l'extérieur de l'unité.

CH Vous avez été directeur du Centre de recherches caraïbes, directeur du groupe de recherche sur l'Amérique latine et responsable du programme facultaire des études latino-américaines. Comment a été votre expérience à la tête de ces instances?

Ma direction au Centre de recherches caraïbes (1985-87) a coïncidé avec la période de compressions. L'Université a d'abord fermé la station-laboratoire en Martinique (établie depuis 30 ans), puis le CRC. Des chercheurs et du personnel ont perdu leur poste. En revanche, mes 7 années au Programme facultaire ont été un succès marqué par une expansion de la clientèle, la création d'un cours multidisciplinaire dont je m'occupais, la collaboration de collègues. Je mettais l'interdisciplinarité en pratique.

4 Bilan

CH Quels sont vos liens actuels avec l'Université de Montréal?

Entre ma retraite en 2006 et 2016 j'ai participé à plus de 8 jurys de maîtrise et de doctorat. Je suis membre du Cercle du chancelier à titre de donateur. J'assiste à des conférences en ligne aux Belles matinées. J'écris des hommages pour des collègues décédés. Je corresponds par courriel avec des collègues. Avec la Covid j'ai beaucoup restreint mes visites. J'ai cessé de faire du sport au Cepsum et choisi d'en faire dans des installations dans ma ville de banlieue.

AB Des cinq décennies – ou presque – que vous avez passées au département, laquelle fut la plus transformative pour le programme d'histoire, tous cycles confondus?

Les années 90 avec la multiplication des programmes (bidisciplinaires, mineurs/majeurs, examens de doctorat, bourses) et l'embauche de plusieurs jeunes professeurs.

CH Comment la discipline historique a-t-elle changé entre vos années en tant qu'étudiant et celles lorsque vous étiez professeur et directeur?

Elle s'est énormément diversifiée, mais s'est aussi atomisée, fragmentée. À mon époque régnait l'histoire politique avec son cortège de notables, donc tournée vers élites. L'histoire sociale s'est développée, ouverte aux petites gens, puis l'histoire des femmes, des autochtones, l'histoire culturelle, etc. L'envers de ce développement : on voit les arbres, on perd de vue la forêt. J'ai pratiqué une histoire structuraliste. Je m'intéressais aux conjonctures à travers les structures. J'ai pratiqué la synthèse, ce qu'exigeait mon cours d'introduction à l'Amérique latine (HST 1044). Couvrir plusieurs siècles sur un continent en faisant appel à plusieurs disciplines, méthodes, concepts, termes et perspectives, en cherchant à faire le pont entre le passé et le présent. Lire le passé politiquement, lire le présent historiquement : telle a été ma démarche structurante. C'est que je défendais dans un article de 1978 (« Pour un rapport actif au passé ») auquel je suis demeuré fidèle tout en m'ouvrant à des contributions non engagées et à l'érudition.

Une dimension qui a changé est la progression de la recherche en équipe, entre professeurs, entre professeurs et étudiants et entre étudiants. Les professeurs ont davantage tendance à orienter les thématiques des étudiants qu'ils acceptent aux cycles supérieurs. Cela a été induit par les organismes subventionnaires. Il me semble que l'histoire demeure néanmoins en retard sur les autres disciplines à cet égard.

CH Vous écrivez encore un blogue, avez écrit des livres, des articles, donné des cours, participé à de multiples congrès, etc. Avez-vous une approche favorite pour parler et partager l'histoire et vos recherches?

Depuis la retraite, j'ai contribué à des ouvrages destinés à l'enseignement pour des chapitres portant sur l'Amérique latine à titre d'auteur ou de réviseur. J'ai évalué des manuscrits pour des sociétés savantes, j'ai écrit des articles pour les médias, des dossiers-synthèses sur des pays pour des voyageurs que j'accompagnais, des conférences sur l'Amérique latine et sur la politique des États-Unis envers cette région. Je lis et écris pratiquement tous les jours. Mon approche préférée : écrire et diffuser sur le web. Je communique spontanément par l'écriture, mais j'accepte les invitations à parler.

CH Vous êtes un généraliste selon vos propres mots, quels sont les avantages et désavantages de cette approche?

L'avantage est de pouvoir m'adresser à toute l'épaisseur d'une histoire continentale. J'ai ainsi produit des synthèses qui ont servi à mes cours, qui sont encore disponibles sur ma page web, que des étudiants étrangers consultent puisqu'ils m'écrivent. L'envers est qu'on ne se fait pas connaître comme un spécialiste de tel thème, de tel problématique. Il n'empêche qu'en 2022 j'ai eu l'agréable surprise de recevoir le Prix Anastasio Sarabia à titre de chercheur étranger pour ma contribution à l'histoire régionale du Mexique, pour mes ouvrages sur Tlaxcala et le Michoacán. Mon dernier ouvrage sur le Mexique remontait à 1979. Je croyais qu'on m'avait oublié, même si les citations de mes travaux attestaient encore de leur pertinence.

CH Est-ce une approche qui est encore possible aujourd'hui, est-ce que c'était encouragé dans le milieu universitaire et dans les centres de recherches?

Il y a au moins 30 ans que cette approche me semble condamnée pour qui veut gravir rapidement les échelons de la carrière et accumuler des subventions. Le plan de carrière favorise aujourd'hui les publications pointues. J'ai consacré beaucoup d'énergie et de temps à la vulgarisation. L'approche que j'ai adoptée a failli me coûter ma titularisation que j'ai obtenue tardivement à 50 ans. J'étais très productif, mais pas de la façon qu'on attendait de moi. Je ne puis recommander cette approche en début de carrière. On risque même de ne pas survivre dans la carrière faute d'obtenir l'agrégation en dedans de six ans après l'embauche comme professeur adjoint.

CH Comment voyez-vous le métier d'historien aujourd'hui et avez-vous une vision ou un souhait pour la discipline historique? Selon vous, quels sont les défis aujourd'hui pour les historien.ne.s?

Je me réjouis de voir des collègues d'autres disciplines faire appel au passé et citer les travaux des historiens en l'enrichissant de leur perspective. L'an dernier, j'ai lu le bel ouvrage de l'anthropologue Gilles Bibeau, *Les autochtones. La part effacée du Québec*. Je considère qu'il faut néanmoins défendre notre place. La méthodologie historique, le maniement et la critique des sources, la reconstitution d'un climat, d'un contexte, le refus de l'anachronisme, voilà ce qui fait notre spécificité. L'histoire comme discipline n'est pas un tribunal. L'historien n'est pas un juge. La rectitude politique et le wokisme posent des défis. Il faut respecter les minorités racisées ou pas, tenir compte de leurs

souffrances, de la discrimination qu'elles ont subies et qu'elles subissent. Il ne faut pas confondre engagement citoyen et engagement disciplinaire. Dans le débat sur le génocide des autochtones canadiens, j'ai du mal à accepter la position de ceux qui confondent ethnocide et génocide. Sans doute parce que je juge les situations depuis des cas extrêmes qu'ils aient concerné l'Amérique latine ou d'autres régions du monde.

Selon vous, quelle place l'historien.ne devrait avoir dans les débats de société?

Elle devrait être importante. Brunet était un historien engagé dans les débats. Jacques Rouillard l'a été et le demeure. Samir Saul est souvent sollicité ou propose des articles. Laurence Monnais a été active durant la pandémie. C'est ce que j'ai également fait pour Amérique latine, particulièrement à propos de Cuba où je défends une perspective contraire à celle que nous assènent les médias états-uniens qui contaminent et influencent les nôtres.

Note : même si je suis partisan de la rédaction épiciène, j'admets avoir dérogé pour ce texte afin de ne pas l'alourdir davantage. Je m'en excuse auprès de mes lectrices.

Le Département d'histoire : printemps 2023

Professeur.e.s

Mathieu ARSENAULT, professeur adjoint, histoire des Autochtones, histoire québécoise et canadienne, XIXe-XXe siècles

Deborah BARTON, professeure agrégée, histoire de l'Allemagne au XXe siècle, histoire des femmes

Gordon BLENNEMANN, professeur agrégé, histoire culturelle du Moyen Âge

Pierre BONNECHERE, professeur titulaire, histoire culturelle de la Grèce ancienne et de l'Antiquité gréco-romaine

Carl BOUCHARD, professeur titulaire, histoire de l'Europe contemporaine, histoire des relations internationales et du pacifisme

Michael J. CARLEY, professeur titulaire, histoire de l'Union soviétique et de la Fédération de Russie

Michèle DAGENAIS, professeure titulaire, histoire des villes et de l'environnement, histoire contemporaine du Québec/Canada

Susan DALTON, professeure agrégée, histoire de l'Europe moderne, histoire des femmes

Dominique DESLANDRES, professeure titulaire, histoire de l'Europe moderne, histoire comparée Europe-Amérique

Helen DEWAR, professeure agrégée, histoire de la Nouvelle-France et du monde atlantique à l'époque moderne

Philippe GENEQUAND, professeur titulaire, histoire culturelle du Moyen Âge

Dyala HAMZAH, professeure agrégée, Empire ottoman, monde arabe contemporain

Michael HUBERMAN, professeur titulaire, histoire économique, histoire de la Grande-Bretagne

Olivier HUBERT, professeur titulaire, histoire culturelle du Québec

Catherine LAROCHELLE, professeure agrégée, histoire culturelle et transnationale du Canada, histoire de l'altérité, XIXe-XXe siècles

David MEREN, professeur agrégé, histoire internationale canadienne et québécoise au XXe siècle, histoire des Autochtones

Laurence MONNAIS, professeure titulaire, histoire du Sud-Est asiatique, histoire de la santé

David OWNBY, professeur titulaire, histoire de la Chine moderne et contemporaine, histoire de la religion

Jacques Y. PERREAULT, professeur titulaire, archéologie de la Grèce ancienne

Christian RASCHLE, professeur agrégé, histoire culturelle et politique de l'Empire romain, histoire de l'Antiquité tardive

Samir SAUL, professeur titulaire, histoire des relations internationales

Alex TIPEI, professeure adjointe, histoire transnationale, histoire de l'Europe du Sud-Est au XIXe siècle

Meagan WIERDA, professeure adjointe, histoire des États-Unis, histoire de l'esclavage, histoire des savoirs

Chargé.e.s de cours (charges assurées en 2022-2023)

Simon BALLOUD, Histoire contemporaine

Anaïs BERTRAND, Europe et le monde, Holocauste

Rodrigue BUFFET, Moyen Âge

Marc CARRIER, Histoire au collégial, histoire en pratique

Sylvain CORNAC, Monde arabe

Martin CREVIER, Canada depuis 1850

Soheila EL GHAZIRI, Asie de l'Est

Elia EL HAWAT, Rome tardive

Brintha KONESHACHANDRA, XXe siècle américain

Danny LAKE-GIGUÈRE, Moyen Âge

François Dominic LARAMÉE, Siècle des Lumières

Marie-Josée LAVALLÉE, Première Guerre mondiale, paix et pacifisme, rédaction

David LEWIS, Japon contemporain

Guillaume MARCEAU, Historiographie

Samy MESLI, Québec contemporain

Caroline MÉNARD, Amérique latine, empires atlantiques, Europe moderne

Luca SOLLAI, Union soviétique

Matthieu TARDIF, Amérique française

Louis VALLIÈRES, Guerre froide

Personnel administratif

Chantal BRUNET, technicienne en administration

Valérie CAUVIN, technicienne en gestion de dossiers étudiants (cycles supérieurs)

Giuseppina D'ANGELO, agente de secrétariat

Laure-Sarah ÉTHIER-BOUTET, conseillère à la réussite étudiante

Carey HAGGERTY, technicienne en coordination de travail de bureau

Églantine HONTANX, adjointe au directeur

Mélanie SAMSON, technicienne en gestion de dossiers étudiants (premier cycle)